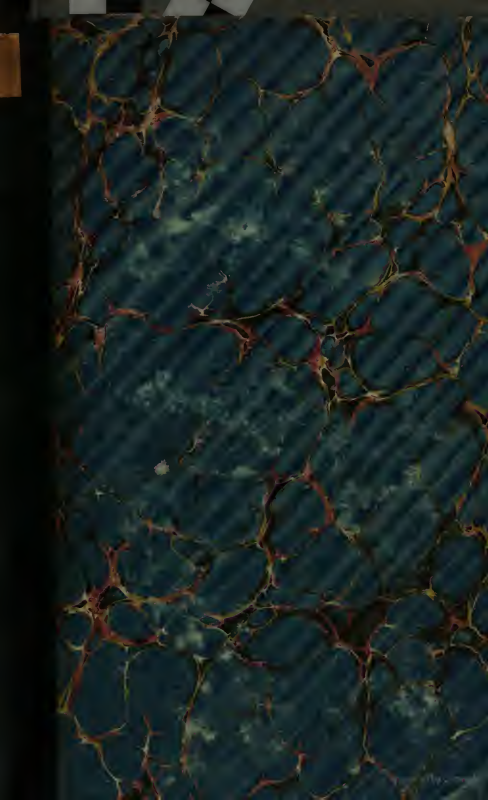




1907



BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

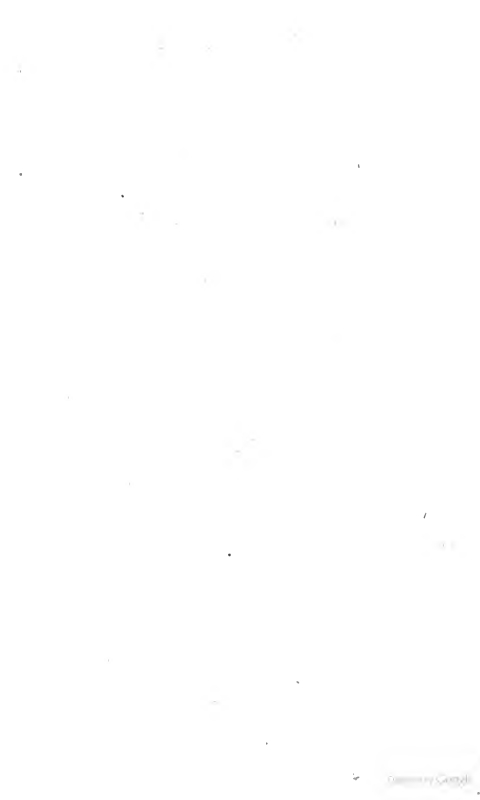
N.º d'inventario 1530 1595

Sala Grande

Scansia 25 Palchetto A

N.º d'ord. 3

Palet. XXV-43



L'ALGÉRIE

ET SON ORGANISATION

EN ROYAUME.

581858 SBN

L'ALGÉRIE

ET SON ORGANISATION

EN ROYAUME.

Non mihi res, me rebus.

Prioris posterior discipulus
est dies.

Labore plena spes.



PARIS,

REY ET BELHATTE, LIBRAIRES, QUAI DES AUGUSTINS, 43.

ALGER,

BASTIDE, LIBRAIRE, PLACE DU GOUVERNEMENT.

921820

Avertissement.

*La rédaction de cet Opuscule a été achevée le
4 octobre 1852.*



TABLE

DES MATIÈRES.

	Pages
<u>La Kabylie et le petit Désert.</u>	3
<u>Plan général de colonisation.</u>	7
<u>Division de l'Algérie en cinq provinces, et organisation de la province d'Alger.</u>	12
<u>Organisation de la province de Titerl.</u>	22
<u>Organisation de la province de Sétif.</u>	25
<u>La province d'Oran conserve son organisation actuelle.</u>	27
<u>Organisation de la province de Bône.</u>	28
<u>Bureaux arabes à créer.</u>	30
<u>Organisation des grands municipes.</u>	31
<u>Nouveaux cadres de Zouaves et de tirailleurs indigènes.</u>	32
<u>Création de l'arme des Berrani.</u>	38
<u>Réforme pénitentiaire des condamnés indigènes.</u>	46
<u>Artilleurs détachés dans les grands municipes.</u>	50
<u>Etablissement de six ordres religieux en Algérie.</u>	52
<u>L'ordre de Malte.</u>	56
<u>L'ordre de la Merci.</u>	57
<u>Les ordres de la Trappe, de Saint-Jean-de-Dieu et de Saint-Éloi.</u>	58
<u>Composition de leurs monastères respectifs.</u>	60
<u>Réforme pénitentiaire des condamnés européens.</u>	61
<u>Organisation des petits municipes.</u>	67
<u>Nouveaux bureaux arabes de troisième classe.</u>	68
<u>Classement et mode de création des grands et petits municipes.</u>	69
<u>Système d'impôts applicable aux indigènes.</u>	71
<u>Système d'impôts applicable aux Européens.</u>	79
<u>Réponse aux objections.</u>	86
<u>Produits fiscaux des grands municipes.</u>	89
<u>Produits fiscaux des petits municipes.</u>	90
<u>Voies et moyens des six ordres religieux.</u>	91
<u>Grande route des caravanes à travers les cinq provinces.</u>	99
<u>Fondouck de la route des caravanes.</u>	104

	Pages
Emancipation des esclaves noirs par l'ordre de la Merc.	105
Le Sahara et ses habitants.	109
Règle nouvelle des ordres religieux algériens.	114
Nombre et classement de leurs monastères.	117
Organisation des belad.	119
La vice-royauté.	121
Le conseil de gouvernement.	125
Directions générales.	129
Justice et magistrature.	130
Instruction publique et Maisons de l'Oratoire.	142
Situation des corps de l'armée d'Afrique	146
Création de l'arme des badar.	149
Colonels généraux des Zonaves, des tirailleurs indigènes, des Berrani, des goum et makzen.	152
Caisse centrale de l'Algérie.	153



L'ALGÉRIE

ET SON

ORGANISATION EN ROYAUME.



Non mihi res, me rebus.

Prioris posterior discipulus
est dies.

Labore plena spes.

L'Empire se lève ; les masses l'acclament ; les minorités l'acceptent ; l'Europe le reconnaîtra.

Aussitôt que sera calmée l'émotion du voyage triomphal, le Sénat jettera à tous les échos du pays et du monde la solennelle formule du vœu populaire, et il sera admis à poser deux couronnes sur le front de l'Homme de Décembre.

Le grand nom de la France fera l'éclat de l'une, le nom fatidique de l'Algérie rayonnera sur l'autre.

Quand un second plébiscite aura consacré la légitimité selon le droit révolutionnaire ; quand , ivre de confiance et de joie , l'inconstante nation se sera fatiguée à chanter la force et la perpétuité du pouvoir créé à son image , rien dans les choses ne se trouverait changé autour de nous , si la fécondation de l'Afrique ne devenait pas la gloire solide de Louis-Napoléon.

Impassible témoin des tumultueux entraînements de la génération qui succède à celle de 89 , à celle de 1830 , nous avons recherché loin de la scène où , depuis Février , se joue le drame historique dans les péripéties duquel la raison ne se retrouve plus , à quelles conditions l'Algérie pourrait être utilement pour elle , utilement pour sa métropole , transformée de gouvernement en royaume.

Le peu qu'on va lire est le fruit de nos méditations dernières aux pieds des images du condamné Louis XVI , mort sur l'échafaud ; du captif Napoléon , mort sur un rocher ; du proscrit Louis-Philippe , mort dans l'exil ; tous les trois dévoués aux intérêts de la marine ou des colonies françaises ; trahis par la fortune qui les avait faits grands quoiqu'elle soit aveugle ; trahis par la multitude qui les avait faits heureux , quoiqu'elle accepte rarement la reconnaissance pour inspiratrice.

L'OEUVRE accomplie déjà de l'autre côté de la Méditerranée par nos capitaines et nos administrateurs , est belle et grande. Nous honorons , plus que ne le fait personne , tous ceux qui ont attaché à ses hasards , ses périls , ses résultats , et leur initiative et leurs noms ; mais l'œuvre de Dieu nous touche plus que celle des hommes , et les premiers , peut-être , nous nous sommes rendu un compte fidèle et pieux des voies par lesquelles elle s'est produite en se déroband aux yeux du corps.

Ce qu'elle a été dans le passé , nous le montrerons dans un autre écrit ; ce qu'elle est dans le présent , un mot suffit pour le faire comprendre. La Providence nous a donné,

comme elle nous a livré tout le reste , à son heure , malgré nos faux systèmes , nos erreurs involontaires , presque malgré nous , tout à fait inopinément , la Kabylie et le Désert.

Les habiles nous raillaient sur la fantaisie épique de s'établir au centre du Goufi, du Babour, du Djurjura. La guerre coûte tant ! notre territoire est si vaste ! la domination d'un peuple de montagnards, orgueilleux de n'avoir jamais connu de maîtres , est une affaire si grosse de charges et de menaces ! Et par un jour de printemps, jour marqué de toute éternité, comme avait été chargé le canon qui enleva Turenne, quatre-vingt-douze chefs descendent des hautes cimes, et au nom des tribus puissantes qui tendent la tête au joug, baisent la main de nos généraux , triomphateurs sans combat, récompensés ainsi d'avoir vaincu dans cent rencontres !

Nous regardions le Désert sans espérer en lui ; nous l'avions sillonné d'expéditions hardies . terrifié par la plus brillante audace , ébloui par notre seule présence. Mais s'y maintenir serait folie ! Il manque d'eau , d'habitants , de terres cultivables ! Le sable et le vide, le soleil et l'horreur, qu'offre-t-il de plus ? Et voilà que le Désert , après avoir laissé surprendre tous ses mystères par nos savants porteglaives, étale devant la froide raison toutes ses merveilles à la fois ! L'eau court sous sa surface brûlée ! cette eau est potable et fécondante ; à son aide les sables se concrètent, et de leurs grains solidifiés s'élancent les arbres qui portent des fruits, les plantes qui multiplient les ressources alimentaires. A côté des jardins et des vergers, ceinture de ses villes, s'étendent les bancs de sel, riches de la substance qui donne aux troupeaux errants la vigueur et la joie. Le Désert, à son tour, nous appelle, et, lui aussi, nous demande une vie nouvelle.

Oh ! oui ! ces faits sont autrement remarquables que les travaux et les succès auxquels de justes louanges sont dues ! ces spectacles sont autrement splendides que les côtes de Mustapha, les rives d'Alger, la salubre , la guerrière,

la bien gardée ; les inépuisables flanes de *la mère du grain*, la Mitidja ; les pics de l'Atlas chargés de leurs manteaux de ueige ; les Mauresques belles et captives souriant sous leurs couronnes de fleurs, du haut des terrasses désertes, à la mer changeante, au ciel toujours bleu. Voilà qui parle plus haut et enseigne plus fortement que les obstacles déjà surmontés, les richesses déjà créées. Dieu le veut ! installons-nous en Kabylie ; Dieu le veut ! prenons possession du Désert ; Dieu le veut ! complétons au nord comme au sud une pacifique conquête ; et surtout réussissons à en convaincre tout le monde : le double but sera atteint sans que la France ait encore à se montrer prodigue de ses trésors et de son sang.

LES CONTRÉES portant le nom de Kabylie, ont à recevoir de nous une organisation définitive, et sous plusieurs rapports, le régime auquel il est désirable de les voir soumises, doit différer de celui qui nous a profité sur d'autres territoires.

Il est nécessaire, avant tout, de les repartir en groupes et de rattacher chacun de ces derniers aux centres de population regardés comme étant les têtes d'autant de corps distincts.

Dans la province d'Alger, un vaste périmètre s'étend entre le littoral au nord, la subdivision d'Aumale au sud, l'Isser à l'ouest, la limite du gouvernement de Constantine à l'est.

Il ne contient qu'une seule ville, Dellys ; sa superficie est à peu près égale à celle de trois départements français. Un commandement militaire et un centre administratif organisés dans sa capitale ; une place créée chez les Zouaoua à portée du nouveau kaïdat d'Illoula ; voilà, il est presque superflu de le dire, les premières créations auxquelles nous aurons à pourvoir.

La province de Constantine renferme, depuis la limite de celle d'Alger jusqu'à la frontière du kaïdat des Abd-el-Nour,

aux rivières Bouslha, Endja et au fleuve El Kébir, un triangle dont les pointes sont Bougie, Sétif et Djijelli.

Un autre triangle, beaucoup moins étendu, mais tout aussi digne de sollicitude, existe vers l'est à côté de celui que nous venons de circonscrire. Sa ville principale est Collo, Il a pour limites les territoires de Constantine au sud, de Philippeville à l'est, et l'Oued el Kébir à l'ouest.

Dans la Kabylie tout entière, la population est condensée, sédentaire dans des villages construits en pierres, bois et tuiles. La famille et le travail, la propriété et le gouvernement, y reposent sur des principes de sociabilité vrais, bien compris, respectés par tous. La culture y est méthodique et productive; le sol plaît et impose tout ensemble; ses habitants repoussent un peu par leurs allures mi-guerrières, mi-pastorales, un aspect disgracieux et rude; mais ils sont économes et industriels, ardents à la tâche, durs à la fatigue, fiers et fidèles à leur parole.

Ces données admises et appréciées, il ne peut pas être question d'un programme autre que celui-ci : étendre et fortifier tout ce que notre main a déjà fait sortir de terre; créer sur les limites et au cœur des tribus des établissements européens; ouvrir entre ces derniers et les masses indigènes des courants d'affaires et d'échanges; pousser aux achats, sur une grande échelle, des produits agricoles; entretenir partout un contact de tous les instants entre les deux populations, autrefois antipathiques et hostiles, aujourd'hui excitées, par leurs intérêts respectifs, à se chercher, s'attirer, se mêler sans se confondre.

AVANT de fixer les points du Désert sur lesquels l'action gouvernementale de la France a à s'exercer, il est indispensable de le faire remarquer : Teniet-el-Had, Boghar et Aumale dans la province d'Alger; Sebdou, Saïda et Tiarèt dans celle d'Oran; Bordj-Bouaridj, Bou-Saada et Biskara dans celle de Constantine, sont aujourd'hui nos centres de populations les plus distants du littoral.

Quelques-uns d'entre eux sont faibles ou à peine organisés; ils ne sont pas tous reliés par des voies de communication sans lacunes. De rares soldats ou officiers des administrations militaires, l'admirable personnel de nos bureaux arabes, çà et là quelques employés civils ou colons européens, voilà tous nos représentants sur l'immense ligne, rendez-vous où affluent chaque année les producteurs du Tell, les consommateurs du Sahara, et où commencent à paraître les trafiquants étrangers.

Les caravanes ont abandonné les routes qu'elles suivaient naguère dans le Sahara où notre drapeau ne flotte pas encore. Le commerce y deviendrait de jour en jour moins fructueux pour nous, si nous ne lui donnions pas une activité et des débouchés nouveaux.

Le petit Désert, dont on a si bien dit qu'il est *une peau de tigre mouchetée d'oasis*, est habité par une population qui se groupe dans celles de ses parties où l'ombre et la culture, les herbages et les troupeaux, la protègent contre le soleil et la faim; qui roule plutôt qu'elle ne stationne; qui aime le gain et les poétiques légendes. Ses affaires principales sont les courses lointaines, la guerre de tribu à tribu, les rivalités de famille à famille, le déplacement périodique de ses *silos vivants*, le négoce auquel elle se livre chez nous et au pays des nègres. Auprès d'elle est une autre population, étrangère à la vie nomade, toujours en éveil derrière les murailles de ses *Ksour*; race quelque peu déchuë, regardée comme servile, parce qu'elle se consacre à la garde des dépôts divers que la tente n'abrite pas. L'une et l'autre sont amplement pourvues des lumières et des ressources matérielles qui leur sont nécessaires pour se mouvoir dans le cercle tracé autour d'elles par les traditions, les instincts, les appétits auxquels elles obéissent en les aimant sans les juger.

Le double problème à résoudre consiste à rattacher fortement nos postes avancés, dans les trois provinces, à de

nouveaux centres organisés dans le sud, et à concentrer dans nos mains le commerce indigène.

Pour donner à ce second intérêt la satisfaction qu'il a trop longtemps attendue, il faut que d'autres nous-mêmes, aussi habiles et aussi heureux que, dans des circonstances moins favorables, l'ont été leurs précurseurs, s'établissent en économistes plutôt qu'en soldats, à l'est, dans Sonf et Temacin ; au centre, dans Gnouça et Metlili ; à l'ouest, dans Tiout et Bersina.

Les deux lignes sahariennes, celle du nord, tracée par nos avant-postes actuels, celle du sud, que nous venons de jalonner, auront pour point de rattaché, à l'est Témerna, à l'ouest Stitteum, au centre Ksar-Zaccar, el Gricha, Taguin :

Comment les portes de l'Afrique centrale peuvent-elles être ouvertes au monde, gardées par la France ? La réponse à cette question n'est rien moins qu'un plan de colonisation embrassant l'Algérie entière, et fondé sur des idées qui ne sont pas toutes rebattues.

CE PLAN est ce qu'il est. Nous l'exposerons sans fausse modestie, sans la moindre outrecuidance. S'il a quelque valeur, elle sera mise en relief par les critiques dont il sera très-naturellement l'objet. S'il ne mérite pas l'honneur d'être pris en considération, il restera de lui non pas une humiliation d'amour-propre pour nous, mais le souvenir du service que nous avons la douce espérance, le ferme vouloir de rendre aux deux terres les préférées de notre cœur : la vieille et la jeune France, la mère et la fille patrie.

Depuis que la prétention des publicistes est de se montrer habiles plutôt que nets, l'opinion n'a à se prononcer que sur des demi-projets, des expédients, des à peu près. Pauvres pratiques ! tristes labeurs ! notre foi ne s'accommode ni de la cause, ni des effets, qui sont également regrettables. Une idée juste, produite avec hardiesse, bien assise sur sa base, toute parée de ses détails, se fait accepter à grand

peine. Qu'y a-t-il à espérer pour celle qu'on farde, qu'on couvre d'un masque ? La voiler sur un point, pour la découvrir outre mesure sur un autre, c'est détruire l'harmonie de son ensemble, et quand ce charme lui manque, le reste périt bientôt. Ayons un respect entier pour le vrai. Sachons lui laisser son éclat toujours si pur. Qu'importent une opposition prévue par avance, les préjugés, les précédents, les partis pris contre lesquels iront se heurter des prémices ou des conclusions ? On n'écrit pas pour plaire, on écrit pour convaincre. La doctrine avant le calcul ; la démonstration accentuée et large, avant la convoitise d'un succès toujours lent et incertain. Puisque l'honneur des réformes, dignes de ce nom, est acquis à celui auquel l'initiative appartient, ouvrons sans hésitation, et à tous risques, la main que nous croyons pleine de vérités.

Nos idées générales se réduisent à trois.

L'armée d'Afrique est douée, comme agent de civilisation, d'une puissance plus grande que celle dont elle a fait preuve comme instrument de conquête.

Le moment est venu d'associer la population indigène à l'œuvre de la colonisation, et de faire naître de celle-ci des avantages qui lui soient particuliers.

L'élément religieux doit être appelé à rendre à la cause les services qui, par leur nombre et leur nature, hâteront le plus la transformation à accomplir dans les choses et dans les esprits.

Des préjugés contraires dominent la métropole et la colonie elle-même. Voici leur formule exacte.

L'armée est une charge accablante pour le trésor. Elle fait naître sans fin les occasions de lutte dont seule elle recueille les fruits. Elle pèse sur l'Européen qui désormais peut se passer du secours de l'insolente épée. Elle absorbe des ressources qui, affectées à un autre emploi, accroîtraient la richesse publique au lieu de l'épuiser.

L'indigène est autant que jamais notre ennemi, il n'a-

pire qu'à nous jeter à la mer. Si nous ne le refoulons pas dans les régions sahariennes, dans le Tunis, dans le Maroc ; si nous ne l'attaquons pas avec le désir de le détruire par le fer, la misère et l'avilissement ; si tout au moins nous ne le forçons pas à plier sous la double verge du despotisme et de l'intolérance ; regardons-nous comme ses vaincus, et résignons-nous au blâme de nos contemporains.

Le gouvernement seul peut coloniser, parce que seul il possède la science et les éléments d'un succès qu'il achète d'ailleurs chèrement.

Eh bien ! au risque de nous briser contre les écueils, nous allons droit sur eux et nous nous trompons bien fort, ou nous serons compris.

L'EUROPE le sait, et toutes ses cours en déposent à l'envi : l'armée d'Afrique est, notamment depuis que le maréchal d'Isly a été son digne et illustre chef, ce qu'elle ne peut pas cesser d'être : le plus riche ensemble de forces vives dont un homme d'Etat ait jamais rêvé l'existence et le manie-

Tous les genres de mérite militaire ont été successivement déployés et se perpétuent à sa tête et dans ses rangs.

La discipline y est forte. Le prix du temps y est connu. Le travail chaque jour nouveau y affecte sans cesse un haut caractère de moralité. L'imprévu y tient la responsabilité en éveil. La lecture solitaire ou la rédaction de mémoires sur le bien du service et l'état du pays sont le repos et le plaisir de ceux qui y portent le poids du commandement et du soleil, au milieu de sympathiques camarades. Aussi, cette armée finira-t-elle par avoir raison des jalousies qui la poursuivent encore ; s'est-elle constamment montrée au-dessus des mandats divers qui lui ont été confiés. Pendant qu'on discutait assez aigrement dans les hautes régions politiques le point de savoir si le soldat pouvait, sans déroger, être occupé de travaux publics, elle s'est partagée entre l'épée et le compas, elle a pris tour à tour le fusil et la

bèche, et nos routes, nos canaux de dessèchements, les immenses barraquements qui ont été, pendant des années, ses casernes et ses hôpitaux, des villes elles-mêmes se sont multipliés sous sa libérale et infatigable main.

Il en est pour elle ce qui est de ces gigantesques ouvrages qui, en s'élevant sous nos yeux, abaissent si étrangement les proportions de ceux que l'antiquité saluait du nom de merveilles, et pour lesquels chaque génération éteinte nous a demandé une admiration éternelle à titre de legs pieux.

Que les louangeurs du temps passé lui donnent pour modèle l'armée de Sambre-et-Meuse, l'armée du Rhin, l'armée d'Egypte; elle n'en a imité aucune. Elle servira d'exemple à toutes, et les chefs immortels de nos plus glorieuses phalanges lui rendent, du faite des demeures de l'âme immortelle, la justice qui lui est due. Celles-ci l'ont précédée dans l'ordre des temps; elles n'ont pas conquis d'autres avantages sur elle.

Jourdan, sous lequel ont fait leurs premières armes presque tous les généraux, par la main desquels les trois couleurs ont été promenées de capitale en capitale; Moreau, dont le quartier-général était le brillant foyer de doctes méditations; le héros incomparable qui marchait dans les sables brûlants d'où jaillissent les Pyramides, entouré de l'institut du Caire et d'un état-major où la science cotoyait l'héroïsme; ces trois incarnations du génie de la guerre inspiré par celui des révolutions, nous signalent par leur propre histoire ce que notre légèreté nous empêche d'admirer.

Après ce qu'elle a fait, il serait permis encore de ne pas tout attendre d'elle! En présence des monuments sans nombre d'une ardeur, la même sur les chantiers que devant l'ennemi, on feindrait de douter des destinées auxquelles elle est réservée, de s'abuser sur ce qu'elle est impatiente d'accomplir! Oh! non, non! et tant d'aveuglement,

tant d'ingratitude ne sera pas du moins notre irrémissible et personnelle faute !

Clausel, Vallée et Bugeaud ne sont plus ; Damrémont, Duvivier, Négrier sont tombés, le premier dans la tranchée de Constantine, les derniers sur les barricades de juin ; Lamoricière, Nemours, Changarnier, d'Aumale, Bedeau, Joinville, Cavaignac, sont aux prises avec le malheur ou la disgrâce ; mais sous le drapeau se dressent encore d'Hautpoul, Pélissier, St-Arnaud ; leurs lieutenants Létang, Marey-Monge, Esterhazzi, Jusuf, Daumas, Carbuccia, cent autres dont la renommée est faite ou commence, et tous répondent de l'avenir qui s'ouvre.

Le gouvernement, s'il s'arrêtait à la pensée de réduire un effectif duquel on a dit qu'il était monstrueux, duquel il faut penser qu'il est tout au plus en rapport avec la tâche dont il s'acquitte, commettrait une déplorable erreur.

70,000 hommes de toutes armes, et plus de 20,000 chevaux, voilà son effectif normal ; ne le discutez plus, Messieurs de Paris, reconnaissez-lui la valeur d'un fait irrévocablement acquis, et persuadez-vous bien qu'en vous inclinant devant l'expérience dont il est le produit, vous ferez preuve de mémoire et de sagesse.

70,000 hommes n'ont pas suffi, on le sait bien, quand la guerre sainte avait pour prédicant Abd-el-Kader. Nous pourrions en conclure que si la guerre sainte se rallumait, avec ou sans notre ancien ennemi pour instigateur et pour chef, il nous faudrait remettre en ligne les cent mille hommes si habilement remués autrefois. Nous ne le ferons pas.

Une guerre générale n'est plus à craindre en Algérie ; rien n'autorise à la prévoir. Elle n'a plus sa raison d'être. Nous n'en verrons pas moins, et longtemps encore, l'agitation éclater, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, aux jours du *ramadan* surtout, et demain nous brûlerons, comme nous en avons brûlé hier, quelques amorces là où

la poudre indigène aura chanté. Quand une population s'est levée dans l'ombre, emportant avec elle tentes, femmes, troupeaux, tout, moins le sol que Dieu retient en sa place, pour aller, à des distances quelquefois effroyables, frapper un coup de haine, de vengeance, de fanatisme; le droit et le devoir de la châtier commence pour nous, les grands, les hauts justiciers des tribus, les plus éloignées de nos postes, les plus frémissantes sous notre main paternelle même lorsqu'elle déchaîne la terrible razzia. Est-ce qu'en présence d'éventualités de cette nature, et se réalisant sans cesse, il est admissible que nous n'ayons pas partout et toujours une force organisée, disponible, prête à faire face instantanément aux glorieuses exigences de notre protectorat magistral, de notre arbitrage souverain?

L'Arabe le dit lui-même : il ne pourrait plus se passer de notre intervention vengeresse; le disait-il quand nous nous abritions derrière l'obstacle continu? O stratégie ridicule! quand nous supplions le Bey de Tunis d'accepter les investitures, dédaignées par lui, de Bône et d'Oran? O diplomatie folle! quand nous faisons d'Abd-el-Kader le roi de l'intérieur, à la condition de demeurer par sa grâce les maîtres du port de Barberousse, c'est-à-dire de rien? O politique petite! le dirait-il s'il ne nous payait pas régulièrement la part du lion selon ses idées, le tribut? s'il ne sentait pas la pointe de notre épée à chacun des mouvements insurrectionnels auxquels, de loin en loin, il s'abandonne, comme pour constater que notre vigilance ne peut pas être prise en défaut? Le dirait-il s'il ne voyait pas les bureaux arabes fermer de toutes parts son horizon, et derrière ces derniers, la chevaleresque nation à laquelle son Dieu l'a livré sans retour?

Soyons donc enfin, nous les érudits et les sages de l'Occident, aussi perspicaces et aussi judicieux que les Arabes. Reconnaissons que la mère-patrie ne peut pas assez se féliciter d'avoir à conduire successivement, enseignes dé-

ployées, le cinquième de son armée permanente sur l'immense arène qui n'est plus ni ensanglantée ni dévorante.

L'armée d'Afrique, c'est l'idéal de la force telle que la comprenaient Xénophon, César, Agricola ; c'est la Croisade du Moyen-Age, moins l'ignorance, le vice et la superstition ; c'est le siècle fait homme. Elle n'a pas seulement conquis le pays, elle l'a compris la première, et seule elle peut lui donner un nouvel être. Aucun pouvoir civil n'aurait procédé aussi-bien qu'elle l'a fait. Aucun ordre d'institutions ne peut actuellement se substituer à ses masses, suppléer à la prodigieuse aptitude de son personnel.

Ce n'est pas seulement parce que le plus vital des intérêts publics est que l'Algérie demeure pour notre armée de terre ce que les colonies sont pour nos officiers de marine ; parce que l'administration civile ne peut pas être l'élément prépondérant dans un pays où le territoire, soustrait à l'autorité militaire, ne se trouve pas pour cela rendu au droit commun ; parce que l'assimilation complète et immédiate de l'Algérie à la France est un mirage dont le moindre examen suffit pour désenchanter ; qu'il faut employer notre armée à mener à prompt et bonne fin la grosse affaire de l'occupation totale par la colonisation progressive.

Le fond des choses est ceci : l'armée exerce sur la race soumise une autorité morale indestructible. Entre elle et cette population, si mal jugée elle aussi, il existe des attractions, des liens tels qu'il serait difficile autant qu'insensé de les rompre.

AVANT que nos gouverneurs de provinces, nos commandants de subdivisions, nos chefs de bureaux arabes, eussent épuisé leur sagacité et leurs veilles à étudier les usages, les intérêts, les forces réelles, les couches hiérarchiques de la société musulmane, nous allions en aveugles, voulant sans pouvoir, doutant de tout et de nous-mêmes, luttant résolument sans croire à un succès durable. Tout est changé. Le

secret d'Abd-el-Kader, nous le possédons ; ses moyens d'influence , ses ressorts politiques , se sont déplacés pour aller de lui à nous. L'homme néfaste n'a pas d'héritiers possibles dans la souveraineté que sans nous il ne serait jamais parvenu à constituer, et pour se le persuader, il suffit de se placer en face des vaincus dont nous faisons des heureux.

Nous respectons profondément les convictions sincères ; il nous en coûte cependant plus que nous ne pouvons le dire , de ne pas flétrir d'une réprobation qui se sent éclairée, des théories plus sauvages que la barbarie elle-même.

Après l'avoir articulé dans les Conseils du Roi , à la tribune de la Chambre des Députés, on a osé l'écrire, depuis 1848, au cœur de l'Algérie : il n'y a que l'extermination des indigènes qui puisse sauvegarder notre conquête. Il n'y a ni paix , ni accord possible entre les communions qui se renvoient l'une à l'autre la qualification d'infidèles. Oh ! malheureux , taisez-vous ! la postérité vous entendrait , et ce n'est pas d'elle que vous obtiendriez une scandaleuse impunité ! Sophistes , ne donnez plus de conseils et humiliez-vous enfin devant la doctrine dont la pureté ne vous a pas touchés, dont la profondeur n'est pas mesurée par votre insuffisance ! Impies , n'offensez plus le Dieu de patience , de miséricorde , de charité ; il vous mettrait au nombre de ses réprouvés , vous qui parlez de sa justice !

On est dans l'horrible et dans le faux. Voici le noble et le vrai :

La France a toujours été la grande initiatrice , la glorieuse alliée, la magnanime souveraine. Toujours elle a mis son orgueil à soutenir la résistance des faibles contre la tyrannie des forts ; quelquefois sa vanité à attirer sur ses enfants des coups qui ne les cherchaient pas, à prendre à sa charge les frais d'une gloire que n'aurait pas amoindrie la modération dans le désintéressement. Elle a rempli l'histoire d'actes de dévouement et de générosité sans pareils, et

cependant c'est en Afrique que, sans bruit, elle donne des exemples plus beaux que tous ses triomphes passés.

Heureuse et nouvelle fécondité ! soyez mille fois bénie, car des désastres irréparables vous ont précédée ! Sur tous les points où s'était essayée notre fortune commerciale ou colonisatrice, le malheur avait été notre seul compagnon fidèle. L'Espagne, le Portugal, la Hollande, l'Angleterre ont réussi partout où nous avons fatalement échoué. Madagascar et le Mississipi, l'Inde et le Canada, l'Île de France et la Louisiane, l'Égypte et Haïti, Malte et la Jamaïque, que n'avons-nous pas perdu, abandonné, comme si notre drapeau n'avait pas été porté par des hommes de mer du premier ordre, par des administrateurs tels que Labourdonaye, Duplex, de Caën, Bouillé, Malouet, Dupuy ! L'Algérie nous venge des fautes et des revers d'un autre âge ; jouissons d'un bonheur si grand. Nous en sommes dignes.

Les colonisateurs ou conquérants d'outre-mer ont, à toutes les époques, cyniquement pratiqué le droit du plus fort, appliqué sans merci la politique du fer et du feu, de la rapine et de la superposition des races. Seule, la dernière venue, n'ayant devant elle ni préceptes, ni modèles, obligée de tout inventer, jusqu'à sa confiance en sa propre hardiesse, la France n'a pas craint de laisser aux vaincus, juridictions, culte, usages, coutumes, tout ce qui est constitutif d'une nationalité, attribut essentiel de la souveraineté. Elle s'est placée au milieu d'eux comme la garante de leur sécurité de l'accroissement de leur bien-être moral et matériel. Elle a dit : je puis noyer dans leur sang les derniers d'entre vous, vous étouffer sous les débris de vos demeures incendiées ; vous être sous ma main, je ne l'appesantis pas ; à mes pieds, je vous relève. Reposez-vous sur moi, aimons-nous les uns les autres. Si votre foi vous ordonne de me haïr, de me perdre, la mienne veut que je vous protège contre tous, et même contre vos frères.

Vos femmes sont sans droits civils, sans connaissances

acquises ; les nôtres sont nos égales devant Dieu et devant la loi , éclairées , actives , associées à notre pouvoir domestique. Vous en possédez plusieurs et n'en aimez aucune. Une seule est le digne objet de notre tendresse exclusive , et nous la voyons avec bonheur publiquement entourée des témoignages de l'estime qu'elle inspire à d'autres que nous. Comparez et profitez.

Avant la conquête, vos magistrats ont beaucoup abusé de votre confiance en eux ; gardez-les aussi longtemps que vous les préférerez aux nôtres. Vous ne souffrirez plus de leur cupidité ; à cet égard, notre voisinage leur sera un sage conseiller.

Vos grands chefs n'étaient ni justes ni modérés ; vous respectez en eux les représentants de vos lignées historiques. Nous leur laissons le droit qu'ils tiennent de votre déférence, de vous gouverner. Nous ne leur retirons que le pouvoir de s'emparer de vos biens, de toucher à vos personnes.

Vos prêtres sont pieux, enfoncés dans la retraite, dépositaires de ce que vous appelez la science et la sagesse, écoutés souvent, consultés toujours. C'est bien, c'est mieux que chez nous. Continuez à honorer vos prêtres. Nos propres hommages ne leur manqueront pas.

Vous êtes oisifs, travaillez et produisez ; nous achèterons ce qui sera pour vous le superflu ; rien de ce qui vous appartiendra ne vous sera enlevé par de plus forts ou de plus méchants que vous.

Vivons en paix, chacun suivant notre loi, sans querelles sur celle qui est la meilleure. La pratique sincère et humble de l'une et de l'autre montrera quelle est celle des deux races qui l'emporte sur l'autre en vertu et contentement.

Ne voyez jamais en nous des maîtres durs et avides. C'est assez, c'est trop que les Turcs l'aient été. Nous sommes les neveux de ceux que vos pères ont fait mourir sous le bâton, sur le pal. Ces nobles victimes nous demandent de vous

rendre le bien pour le mal, et nous sommes votre bouclier contre la misère et l'oppression.

Est-ce là quelque chose de vulgaire ou d'ancien dans le monde ? Est-ce là l'esprit de l'Évangile ou celui du moyen-âge ? l'utopie ou le culte de la déesse Raison ? Non, c'est la lumière d'en haut elle-même, et la barbarie ne se relèvera pas plus que l'intolérance, de la victoire que chaque jour nous remportons sur l'impossible.

L'Europe, qui niait la sincérité de ce langage et l'action de cette doctrine sur les faits, a raillé, prédit, blâmé. De leur côté, les Musulmans nous ont combattus avec rage, chaque fois qu'un imposteur s'est offert à eux pour les lancer sur nous. Mais, à cette heure, nous voici devant tous ce que, depuis 1847, nous avons été seulement devant Dieu. On ne se bat plus en Alger pour l'extermination du Roumi. Le soldat français y est le colon par excellence, l'indigène un citoyen, le conquérant un bienfaiteur.

Champions des préjugés d'un autre temps, laissez-nous donc à nos labeurs bien aimés ! Rhéteurs des écoles qui ont fait tant de bourreaux et de victimes, cessez de vous lamenter sur le sort de ceux dont une politique toute chrétienne arrête le dépérissement, refait la condition ! L'indigène dont nous n'avons voulu ni pour esclave ni pour martyr, marche dans nos rangs, ouvre son sillon à côté du nôtre, relève ou rapporte à nos ambulances les blessés qu'il achevait ou mutilait naguère. Il est uni à nous, et nous sommes unis à lui ; seul vous ne le voyez pas. Qu'il n'ait pas compris, lui, ce que nous lui réservions, avant que l'événement l'eût éclairé, cela s'explique, s'excuse même ; mais que vous ne battiez pas encore des deux mains aux résultats qui ne peuvent plus être perdus pour personne, c'est ce qui ne peut être ni pardonné, ni toléré.

Les éléments de sociabilité les plus contraires sont en présence. Un contact de tous les instants en met les oppositions en relief, sans que personne souffre de ces dernières.

Quelles leçons et quelles récompenses valent celles-là ! L'antagonisme s'est affaïssé, la liberté de conscience est pratiquée, aux lieux où le Coran conviait à l'assassinat, où la flamme de l'inquisition a dévoré Israélites, Musulmans et Chrétiens ! Où trouver un encens plus pur à offrir au Dieu du Thabor, au Dieu de Mahomet, au Dieu du Calvaire ? Est-ce que le prosélytisme aurait enfanté de tels miracles ? Est-ce que la servitude aurait mieux courbé les têtes, enchaîné les cœurs ? Qu'on rapproche par la pensée le terrain gagné par la France en Afrique, de celui que le système contraire a fait conquérir aux Romains sur Carthage, aux Espagnols chez les Incas, aux Anglais en Asie, aux Jésuites dans les contrées les plus diverses, et qu'on se juge soi-même !

MAIS DE CE que nous voulons que le gouvernement de l'Algérie soit conservé à l'école qui a su vaincre et convaincre, est-il permis de conclure que le mieux serait de suivre les errements adoptés en matière de colonisation ?

En ce qui nous touche, hâtons-nous de répondre, et sans hésiter : Non.

L'Etat a beaucoup fait. La spéculation nationale et étrangère auraient été impuissantes, pour les causes qui sont en général sainement appréciées, à nous conduire au point où nous sommes arrivés. D'immenses travaux ont été conçus, exécutés dans des conditions toujours étudiées avec soin, quelquefois au plus haut degré défavorables. Nous serions désolés qu'il s'échappât de notre plume un seul mot impliquant soit un blâme, soit un regret.

L'administration n'a pas réussi partout ; il y aurait déraison et imprudence à le taire ou à ne pas l'admettre ; mais les erreurs, les mécomptes, les fautes, si l'on veut, ont été profitables eux-mêmes. Ils ont signalé les écueils. Ils ont éclairé la route. Ils ont appris aux tard venus sans critique, aux explorateurs à distance, aux publicistes, aux commissaires et aux délégués qui n'ont rien vu par eux-

mêmes, et n'en ont pas moins poussé jusqu'à sa dernière limite le scandale des affirmations, ce qu'était la table rase primitive, quel est le dernier effort à s'imposer.

D'un autre côté, tous ces services rendus, tous ces édifices construits pour les colons, ces centres organisés et peuplés, ces familles fiévreuses et faméliques qu'on a dotées, secourues, sans les satisfaire jamais; tout cela n'est pas la colonisation; tout cela n'a d'autre valeur que celle d'essais plus ou moins rationnels, plus ou moins heureux; et pour en finir par une appréciation qui ne puisse être contestée sur aucune des deux rives de la Méditerranée, tout cela est trop lent, trop cher, ne rend pas assez pour l'inévitable dépense à laquelle il condamne en soins, en hommes, en numéraire.

Lorsque l'action du gouvernement s'arrêtait aux pieds des montagnes de la Kabylie et devant les premiers sables du Désert, elle était servie dans une mesure suffisante par trois généraux de division, commandant chacun une province; par quinze généraux de brigade, commandant chacun une subdivision; par trente-trois bureaux arabes, fonctionnant au centre d'autant de cercles.

Cette ordonnance, parfaitement appropriée à l'ordre de choses qui a fait son temps, appelle des modifications sur la nature desquelles il n'est pas difficile de se mettre d'accord.

Cinq provinces paraissent devoir être substituées aux trois existantes. Les deux nouvelles seraient Titeri et Sétif.

Celle d'Alger conserverait ses limites actuelles, depuis le littoral à l'ouest jusqu'au delà des bois de l'Ouarensenis.

Elle perdrait toute la partie de son territoire au sud de ces bois, et du massif de ceux des Beni-Zoug-Zoug.

A partir du point extrême de ces derniers bois, vers l'est, une ligne serait tirée et irait, à travers l'aghalik des

Braz et celui des Djendel, atteindre la limite nord du cercle de Boghar:

De ce point, la même ligne se prolongerait à travers le cercle de Médéah, jusqu'à l'extrémité ouest de la subdivision d'Aumale, laissant au sud le kaïdat des Abid, les bois des Rebaïa, des Soltane, des Ziana.

Elle suivrait ensuite la limite actuelle, au nord, de la subdivision d'Aumale, jusqu'à l'Oued Bêlid, et enfin ce cours d'eau jusqu'à l'extrémité de la province.

De ce dernier point on remonterait jusqu'au littoral sans dévier de la frontière actuelle.

Les parties centrales et occidentales de la province d'Alger, selon la circonscription actuelle, sont non-seulement pacifiées, mais hors d'état de se mouvoir d'une manière compromettante pour le moindre de nos intérêts. Il est donc sage de réserver forces et crédits pour la Kabylie où tout est à faire, et où on serait inexcusable de commettre des méprises, en l'émaillant de ces centres qui sont les oasis de notre conquête.

La province d'Alger s'étend au sud jusqu'à l'extrémité des territoires des Oulad-Sidi-Yahia et des Haghazlia. Si on n'a pas eu à le regretter dans le passé, il n'est pas possible de le trouver bon pour l'avenir.

Quand on remanie des circonscriptions, il y a à prendre garde de ne pas briser la trame dont les fils ont été rattachés aux points stratégiques, de se ménager des frontières qui soient ce que doivent être les marches militaires. Nous ne nous sommes donc pas trompés en indiquant pour lignes séparatives des bois et des cours d'eau.

Les subdivisions de la province d'Alger sont au nombre de six : elles ont leurs sièges à Alger, Blidah, Milianah, Orléansville, Médéah et Aumale.

Aucune d'elles ne commande la Kabylie. Celles de Blidah, Alger et Médéah, se trouvent trop rapprochées, et celle

de Milianah perd sa raison d'être si notre système est adopté. D'un autre côté, Aumale, ne peut plus appartenir à la deuxième ligne d'occupation générale, et la troisième ligne comporte un renfort.

Nous proposons de maintenir les subdivisions d'Alger, Orléansville, Médéah, et d'en créer une à Dellys, une autre au sud du groupe fédératif des Zouaoua, entre la limite du territoire de ces derniers, celle du kaïdat d'Illoula, le pays des Bendris, et celui des Illoula-Amalou.

Milianah et Blidah demeureront villes de garnison. Le chef-lieu de la division d'Alger ne peut pas être mieux placé qu'il ne l'est dans celle-ci. En conséquence, tous les bâtiments militaires installés à si grands frais dans l'une et dans l'autre, conserveront leur utilité tout entière.

Dellys deviendra le sommet du triangle dont les autres pointes seront Alger et Aumale; et le nouveau centre civil et militaire à créer dans l'est de la province rattachera les uns aux autres Dellys, Aumale et Bougie.

Pour remplacer les pertes qu'elle fait au sud, la subdivision d'Orléansville absorbera le territoire de celle de Milianah. Par les mêmes motifs, celle de Médéah s'emparera de tout le territoire de Blidah. La subdivision de Dellys se composera du pays des Isser, des Sébaou, des Kachna, des Fliça; et celle qui prendra le nom du nouveau centre, s'étendra sur le pays des Zouaoua et sur les débris de la subdivision d'Aumale, conservés par la nouvelle province d'Alger.

Les bureaux arabes, aujourd'hui trop rares partout, pourront être portés jusqu'au nombre de quatre par subdivision.

Ceux de la subdivision d'Alger seront placés à la Maison-Carrée, à l'Arba, à l'Afroun, à Mahelma; ceux de la subdivision d'Orléansville, à Orléansville, Milianah, Cherchell et Ténès: ceux de la subdivision de Médéah, à Médéah. Blidah, Sersou et chez les Beni-Bou-Oumane; ceux de la

subdivision de Dellys, chez les Kachna, les Fliça, et au nombre de deux chez les Sebaou. Dans la subdivision dont le centre nouveau sera le chef-lieu, il y en aura deux chez les Zouaona, un chez les Illoula, un chez les Azib.

OCCUPONS-NOUS immédiatement de la province de Titeri, afin d'aller au devant des difficultés que les esprits attentifs pourraient se poser, malgré les considérations déjà présentées.

Le nouveau commandement, après s'être emparé de tout le territoire perdu, au sud et à l'est, par la province d'Alger, s'attribuera, dans la province d'Oran, 1° le cercle de Tiaret; 2° le triangle formé sur la lisière de ce cercle par le petit pays dont Frenda est la clef, et que possèdent les Khallefa, Ouled-Zeckri, Haouâret, Beni-Ouëndjelles; 3° l'aghalik de Tiaret; 4° le khalifalik des Ouled-Sidi-Cheik; 5° le pays de Chamba; 6° le Beni-Mزاب; 7° le khalifalik d'Ouargla.

Du côté de la province actuelle de Constantine, il conservera les limites existantes.

La création de cette province est évidemment la conséquence de la politique que la France a déjà adoptée en ce qui touche le petit Désert et ses habitants. Boghar est la capitale naturelle du nouveau Titeri. Un simple rapprochement, effectué par la pensée, entre nos établissements militaires dans les provinces de Constantine et d'Oran et ceux qui auront à leur servir de lien et de point d'appui, indique Boghar, Aumale, Tiaret, Taguin, Kzar-Zaccar, pour chefs-lieux de subdivisions.

Boghar, Aumale et Tiaret deviennent le centre de notre troisième ligne d'occupation générale; ils se donnent la main; ils se relient à Médéah, au nouveau centre à créer en Kabylie, à Orléansville, dans des conditions si satisfaisantes, qu'il n'est pas même permis de donner un regret à la suppression de la subdivision de Milianah, et d'admettre un doute sur la convenance et les avantages du déclassement des territoires d'Aumale et de Tiaret.

La subdivision de Boghar sera formée : 1° de tout le pays détaché de la province d'Alger, à l'ouest, jusqu'aux limites septentrionales de l'aghalik de Tiaret ; à l'est, jusqu'à la limite de la subdivision d'Aumale ; 2° de l'aghalik des Ouled Chaïb jusqu'à l'Oued-Medremme ; 3° de l'aghalik des Bou-Aïc ; 4° de l'aghalik de Boghar ; 5° de toute la partie supérieure de l'aghalik du sud-ouest, y compris le pays des Mouïdate-Cheraba ; 6° de l'aghalik du sud-est.

Ses quatre bureaux arabes seront établis à Boghar, Teniet-el-Had, chez les Ouled-Olane, à l'est ; dans le pays des El-Aïn-Oucera, au sud.

La subdivision d'Aumale ajoutera au territoire qu'elle conserve : 1° le bach-aghalik du sud-est, jusqu'à la rivière qui coule de l'ouest à l'est, et sépare le pays des Djoubet de celui des Ouled-Dya ; 2° le pays des Ouled-Ameur jusqu'au point où la frontière actuelle de Constantine est touchée par la rivière qui, courant du sud au nord-est, se jette dans le Zharèz-Chergui.

Ainsi composée, cette subdivision, dont l'importance si grande à toutes les époques, s'est accrue depuis les derniers événements, se rattachera d'une manière normale à celles des provinces nouvelles d'Alger, de Titeri et de Sétif.

Ses bureaux arabes seront placés à Aumale, dans le Dira inférieur, chez les Ouled-Sidi-Hadjeres, entre les Ouled-Ameur du nord et ceux du sud ; et dans le kaïdat des Ouled-Mokhtar, chez les Sohari.

La subdivision de Tiaret sera composée de tout le pays détaché de la province d'Oran jusqu'aux limites, 1° du territoire des El-Arouatel-Ksel ; 2° de l'aghalik des Djebel-Amour ; 3° des kaïdats non classés ; 4° et au cours de l'Oued Seguer.

Son chef-lieu Tiaret, sommet du triangle dont les deux pointes sont Mascara et Orléansville, sera lié par Frenda à tous les postes avancés de la province d'Oran ; par Teniet-

el-Had, à Milianah ; par une route à créer, à Ammi-Mouça.

Ses quatre bureaux arabes seront placés à Tiarct, chez les Dahalsa, dans le bassin du Chergui ; et dans le khalifalik à Stitteum et à Bersina.

La subdivision de Taguin sera formée, 1° de l'aghalik des Ouled-Chaïb, au sud de l'Oued-Medremme ; 2° de la partie inférieure de l'aghalik du sud-ouest ; 3° du kaïdat des Ouled-Dya ; 4° de la partie de l'aghalik des Ouled-Nail-Gheraba, qui s'étend jusqu'aux rivières coulant dans des directions contraires, à l'est de Kzar-Gadra ; territoires tous détachés de l'ancienne province d'Alger ; 5° du pays des El-Arouatel-Kzel ; 6° du Djebel-Amour ; 7° des kaïdats non classés ; 8° du pays des Ouled-Sidi-Cheïck-Cheraga ; territoires tous détachés de la province d'Oran.

Elle dominera donc en son entier la région où nous n'avons fait qu'apparaître, où le temps est venu de nous asseoir.

Ses bureaux arabes seront placés à Taguin ; chez les Ouled-Dya ; à El-Gricha ; chez les Ouled Sidi-Cheïck-Cheragha, au point intermédiaire entre Bersina et Metlili, sur la limite des Chamba.

La subdivision de Kzar-Zaccar comprendra : 1° la partie méridionale du kaïdat des Ouled-Ameur ; 2° le pays des O. Aïssa-Cheraba ; 3° celui que commande Kzar-Medjboura ; 4° la partie méridionale de l'aghalik des O. Nail-Gheraba ; 5° le khalifalik de El-Agouath ; 6° les pays s'étendant entre ce dernier et la frontière actuelle de la province d'Alger ; 7° le Beni-Mzab ; 8° le Chaniba et les trois Chambet ; 9° le khalifalik d'Ouargla ; territoires tous détachés de la province d'Oran.

Ses bureaux arabes seront établis à Kzar-Zaccar, chez les Haghazlia, à Gnouça, à Metlili.

Ces indications en disent plus que de longs discours sur la prise de possession du Désert. Taguin et Kzar-Zaccar,

voilà nos deux étapes vers les dernières lignes sahariennes ; voilà les deux freins qui tiendront El-Agouath, la reine du bassin de l'Oued Mzi et de l'Oued Djeddi ; le siège du khalifalik que nous avons eu intérêt à fonder, que nous avons un intérêt plus grand encore à maintenir dans sa forme actuelle.

Ces deux chefs-lieux de subdivision, séparés l'un de l'autre par une petite distance, se rattachent le premier à Tiaret, à Teniet-el-Had et à Boghar ; le second à Aumale, à Bousada et Biskara.

Le Djebel-Amour est commandé par El-Grieha. Les Sidi-Cheik ont leur pays coupé par Stitteum et Bresina. Les hommes du Beni-Mzab sont contenus par le bureau des Hagbazlia ; ceux d'Ouargla par Gnouça ; ceux du Chamba par Metlili.

Quant à Aïn-Madhi, la citadelle contre les murs de laquelle le prestige et l'orgueil d'Abd-el-Kader se sont brisés, la ville de ces Tsijani, sujets si fidèles qu'ils ont mérité d'être traités en alliés, ce n'est pas elle dont la garde peut être enlevée au puissant chef dont l'influence politique et religieuse soutient avec tant d'efficacité notre politique, partout où florit un des *Kouan* les plus respectés dans tous les états barbaresques.

Le problème est donc résolu sous toutes ses faces, et nous serons réellement forts, là où il est devenu nécessaire de substituer une domination sérieuse au gouvernement à *longues guides* qui nous a d'ailleurs réussi jusqu'à ce jour.

Pour former la province de Sétif, nous enlevons à celle de Constantine tout le territoire compris entre la frontière actuelle de celle-ci à l'ouest, et la ligne que nous traçons, du nord au sud, depuis la mer jusqu'au Chot Hamza, à l'aide de : 1° l'Oued Kébir jusqu'à l'entrée de ce fleuve dans le kaïdat de Milah ; 2° la limite ouest du même kaïdat ; 3° la limite est du kaïdat des Oued Kehbad ; 4° la limite est du kaïdat des Abd-el-Nour ; 5° la limite sud du kaïdat des

Barrania ; 6° la limite ouest et sud du kaïdat des Zmoul ; 7° le cours de l'Oued Chemouro ; 8° celui de la rivière qui s'échappe du pays des El-Menasser, pour aller se jeter dans le Chot Hamza.

La province nouvelle aura ce lac pour limite au sud, et ses subdivisions auront pour chefs-lieux Sétif, Bougie, Djidjelli, Bathna, Bousada.

Le territoire de Bougie se composera, 1° de tout le cercle de Bougie ; 2° du cercle de Sétif jusqu'à la limite sud des kaïdats des Beni-Ourtilan, Beni-Yala et du Sahel-Guebli.

A ceux qui jugeraient cette circonscription bien restreinte, nous nous contenterions de faire remarquer la distance qui sépare Bougie de Dellys ; la difficulté des communications existantes entre ce chef-lieu de subdivision et les divers points stratégiques auxquels il se rattache ; les masses indigènes qui la couvrent, et y sont plus compactes que dans le reste du pays.

Sous l'empire de ces considérations, nous avons placé ses bureaux arabes à l'extrémité de la province, derrière la rivière des Zegfaoua ; chez les Gheboula, à la pointe nord du kaïdat des Beni-Yala ; chez les Beni-Jelkaï à l'est, et enfin à Bougie même.

Le territoire de Djidjelli se composera, 1° du cercle de Djidjelli ; 2° de toute la partie du cercle actuel de Constantine, incorporée dans la nouvelle province de Sétif.

Ses bureaux arabes seront à Djidjelli, Beni-Aïcha, Mouïa, et près de la frontière est des Abd-el-Nour, vers le Oued-Merdji-el-Ghêris.

Une observation commune aux deux subdivisions de Bougie et de Djidjelli est celle-ci : Le grand nombre des bureaux arabes paraîtra, lorsque toutes les parties de notre système auront été saisies par une vue d'ensemble, ce qu'il deviendra très-positivement, un avantage réel, et non pas une charge nouvelle pour le trésor.

Le territoire de Sétif se composera : 1° de la partie infé-

rière du cercle de Sétif ; 2° du kaïdat des Hodna-Cheraga ; 3° du kaïdat des Hodna-Gheraba , mais jusqu'au Rummel seulement ; 4° du cercle de Bordj-Bouaridj.

Nous plaçons ses bureaux arabes à Sétif , à Bordj-Bouaridj , chez les Ouled-Sidi-Sliman ; chez les Ouled-ali-Bou-Sabor , à l'est.

Le territoire de Bousada comprendra, 1° le cercle actuel de Bousada, moins la partie qui en a été distraite au nord du Rummel ; 2° les kaïdats des Ouled-Naïls ; 3° les pays des O. Sassy et O. Karkett , entre l'Oued Djeddi et l'Oued Tel ; 4° tout le pays à l'ouest de la ligne tirée depuis l'Oued Tel jusqu'à Dziuoua, et à la limite est du kaïdat des Oulad-Moulât.

Ces vastes contrées ne peuvent être efficacement surveillées que par des bureaux arabes établis à Bousada, chez les Bou-Azid-Rhaman ; chez les Ouled Sidi-Sliman , vers le point où l'Oued Tel reçoit son premier affluent ; enfin à Temacin.

La subdivision de Bathna comprendra tout le surplus de la province nouvelle, et ce sera sur son territoire que se résoudront ces deux problèmes : Que sortira-t-il du pénitencier de Lambessa ? Que deviendra le mouvement commercial à régulariser entre le sud et le nord ?

Ses bureaux arabes, glorieux jalons de la route du littoral au Désert, seront à Bathna, Biskara, Temerna, Kouïnin. Aujourd'hui Biskara a, dans sa circonscription, les deux kaïdats des Ouled-Moulât, tous les deux au sud de Tougourt I par le 33^{me} degré de latitude ! et séparés de lui par deux cents kilomètres ! De pareilles énormités se constatent, elles ne se discutent pas.

La création du commandement de Titeri n'entraîne aucun changement notable dans l'économie actuelle de la province d'Oran. Stitteum n'y était pas même un poste avancé ; Tiont et Bresina n'y ont reçu aucun classement.

Celle de la province de Sétif rend, au contraire, indispen-

sables des modifications profondes, mais faciles à réaliser, dans le nouveau gouvernement de Constantine.

Satisfait d'avoir donné la mesure du soin avec lequel nous avons cherché les lieux où, dans trois provinces, les bureaux arabes pouvaient être établis, nous laissons à de plus expérimentés l'honneur d'indiquer les sièges des cercles à fonder dans Oran et Constantine.

La province de l'est reprendra l'ancienne dénomination qu'il est rationnel de lui rendre : elle s'appellera la province de Bône.

Les chefs-lieux de ses subdivisions seront Collo, Bône, Constantine, Mdarououch et Tébessa.

Collo, parce qu'on ne peut pas trop faire pour s'asseoir solidement en Kabylie; Mdarououch, parce que l'expérience a appris que la frontière de Tunis n'est pas suffisamment couverte; Tébessa, parce que l'extrémité sud-est de la province ne peut pas demeurer privée de toute protection. Les Nemencha sont trop riches en bois, en lainages; trop heureusement placés entre nous, Tunis et le Sahara, pour qu'il y ait à se méprendre sur l'importance de ce dernier commandement.

En résumé :

L'Algérie a trois provinces, nous voudrions qu'elle en eût cinq; elle a quinze subdivisions, nous croyons qu'il lui en faut vingt-cinq; elle a trente-trois cercles, nous sommes convaincus que sa prospérité est intéressée à ce qu'on lui en donne jusqu'à cent.

Nous discuterons plus tard et la question du personnel et celle des voies et moyens; nous disons tout d'abord : Ce serait quelque chose que de n'avoir plus à regarder nos avant-postes que comme un point de départ nouveau. Ce serait quelque chose, après avoir complètement relié entre eux Sebdo, Daya, Saïda, Tiaret, Teniet-el-Had, Boghar, Aumale, Bordj-Bonardj, Sétif, Constantine et Mdarououch, que de descendre des contreforts de l'Atlas et de l'Aurès,

du Djebel-Amour et du Djebel-Mehargha, pour s'avancer, comme de degré en degré, d'étage en étage, vers l'Afrique centrale, par Frenda et Taguin, El-Kantara et Tebessa; par Stitteum, El-Gricha, Kzar-Zaccar; par Tiout, Bersina, Temerna; par Metlili et Gnouça, Temacin et Kouïnin.

Ce vaste classement devait laisser, et il a laissé en dehors de lui, les villes les plus importantes du petit Désert. El-Agouath et Gardaïa, Ouargla et Gnouça, Tougourt et El Guelea, sont enrichies par leur commerce plus qu'elles ne le seraient par nos établissements; sont trop populeuses pour qu'il nous soit possible d'installer dans leurs murs une force militaire quelconque.

Notre politique veut qu'elles demeurent abandonnées à elles-mêmes, et en même temps que nous ajoutions aux éléments de prospérité de leurs émules; que nous attirions sur les marchés de celles-ci le mouvement d'affaires qui aujourd'hui se porte ailleurs.

On le voit, la symétrie des territoires, l'harmonie des nombres n'ont pas créé pour nous d'illusions vaines. Nous n'avons pas pris les apparences pour le corps; mais le pouvoir! le pouvoir, de qui plus que jamais la France aime à tout attendre, lui qui est à la veille de réorganiser les services en Algérie, que nous réserve-t-il?

Va-t-il dire de notre initiative, humble et ferme tout ensemble: Les idées ne manquent pas de justesse, le plan est praticable, mais on ne franchit pas les grandes distances d'un seul bond, on va de proche en proche? Qui a jamais entendu parler d'un système adopté aussitôt que conçu? Toute réforme comporte le plus et le moins. Ne contestons pas les bases; ajournons les développements. Au lieu de dix subdivisions nouvelles, créons en six. Sur 67 bureaux arabes, organisons-en 30. Le progrès n'en sera pas moins réel, les privilèges de la routine seront sauvegardés, les esprits timides ménagés. Le continent voit assez de choses exceptionnelles; soyons, de l'autre côté de l'eau, fidèles au culte

de l'étroit, au fétichisme du petit. On peut perdre encore quelques années sans rien compromettre ; l'éternité est longue, le mieux vient, comme la justice, *pede claudo* et tout seul.

Cette sagesse gouvernementale, successivement en honneur auprès de tous les régimes, ne se perpétuera pas, nous en avons la confiance. Mais elle pèserait sur l'avenir autant qu'elle a, dans le passé, assombri notre patriotisme, sans que la plume tombât de nos mains. La droite raison, une énergie constante, sont des forces : elles seraient d'un côté, les partis pris de l'autre, et qui vivrait verrait. Ceux qui se découragent pendant la lutte, ne méritent pas les joies du succès. Il arrivera ce qu'il plaira à Dieu. Voici ce que seraient les nouveaux bureaux arabes.

Jusqu'à ce jour on a donné pour siège à ces admirables instruments de notre pensée politique et militaire, des centres de populations considérables ou des points stratégiques importants ; et en procédant de la sorte on s'est montré habile.

Le but qui a été atteint depuis la fondation de ces établissements est devenu un point de départ. Il s'agit donc d'obtenir désormais, à l'aide de créations analogues et non pas semblables, des résultats que les organisations actuelles sont impuissantes à procurer.

Autant que jamais, il y a à se préoccuper de la consolidation de la paix par la prévoyance des nécessités de la guerre ; mais l'intérêt capital est de se rapprocher assez des indigènes pour que, chez les plus prévenus d'entre eux, la confiance succède au doute, sans que la salutaire intimidation, sur le caractère et les effets de laquelle ils ne se méprennent plus, s'affaiblisse le moins du monde.

Nous ne pouvons donc pas paraître téméraires en conseillant d'établir un certain nombre de bureaux arabes au cœur du pays, loin des centres indigènes ou européens fortement constitués déjà.

Ce dont il s'agit pour nous, c'est de créer autant de foyers d'activité commerciale, autant d'ateliers agricoles et d'asiles pieux, que nous avons à mettre de postes en état de se défendre contre un soulèvement inattendu, et de faire respecter nos volontés et nos serviteurs.

Nous avons dit, sans nous inquiéter d'avoir les rieurs contre nous : foyer d'activité commerciale, parce que nous avons partout, et au Désert plus qu'ailleurs, des marchands, des échanges, du transit, du numéraire.

Nous avons dit : ateliers agricoles, parce que nous entendons que la propriété privée devienne la rémunération accordée par le pays au cultivateur et à l'ouvrier qui s'associeront à son œuvre, la révélation qui initiera l'indigène à tous les mystères de notre pacte social.

Nous avons dit : asiles pieux, car nous souhaitons ardemment que la mise en rapport du sol et de l'homme en Algérie soit en partie confiée aux ordres religieux dont les monastères nous rendraient les châteaux forts du moyen-âge, les hospices et écoles des bons et des mauvais jours, les fermes industrielles auxquelles notre siècle demande ce que la grande propriété assurait à nos pères et ne lui donne plus.

Ces idées, nous entendons les appliquer à l'aide de trois espèces de bureaux arabes.

La première sera celle des grands municipes ; la seconde, celle des petits municipes ; la troisième ; celle des bureaux actuels, complétés par des monastères.

Qu'est-ce qu'un grand municipe ?

Dans un carré, ayant une superficie totale de 225 hectares, et par conséquent un kilomètre et demi de côté, mis à l'abri de toute surprise par quatre blockhaus, élevés à ses angles, et croisant leurs feux sur ses faces, sera installée une population totale de 1,500 individus de tout âge, de tout sexe, de toutes origines, de condition et d'aptitudes soigneusement vérifiées.

Cet ensemble de personnes et de choses sera administré par des officiers militaires et civils, et des agents de l'autorité, choisis parmi les nationaux et parmi les indigènes.

Son grand état-major sera composé d'un commandant supérieur, homme public semblable à tous ceux qui ont si bien mérité déjà de la patrie absente, chef-d'escadron ou de bataillon, ayant sous ses ordres :

Un capitaine, pris dans les armes spéciales à l'Algérie, chef du service ayant pour objet exclusif le gouvernement des tribus indigènes, l'étude et l'administration des intérêts de la population musulmane.

A cet officier appartiendra le commandement des goums, l'inspection des makzens, le dressement des rôles de l'impôt arabe, la surveillance et la comptabilité des marchés.

Un capitaine pris dans l'arme du génie, chef du service des travaux publics de toute nature, des chemins, alignements, petite voirie, et investi du commandement des troupes civiles.

Un capitaine d'état-major, chef du service topographique et du cadastre, investi du commandement des troupes françaises et indigènes, ayant leurs quartiers dans le municipale.

Un sous-intendant adjoint, chef du service de la comptabilité, de l'ordonnancement des mandats à payer, de la vérification des pièces produites à l'appui des dépenses faites, service indépendant des attributions ordinaires de son corps,

Un porte-étendard, officier de la ligne, secrétaire-général, archiviste et bibliothécaire.

Feront partie du petit état-major :

Un interprète assermenté, professeur de français pour les indigènes, d'arabe pour les Européens, tenant une école d'enfants et une école d'adultes ; un vétérinaire en chef et son adjoint ; un premier commis, garde du matériel et des sequestres, ayant pouvoir de verbaliser en qualité d'huissier et de commissaire-priseur ; un préposé à la literie, aux ha-

billements et au campement ; un garde du génie ; un garde de l'artillerie ; trois triangulateurs, deux dessinateurs et un calculateur, attachés au service topographique.

Les fonctionnaires et employés civils placés sous la direction du commandant supérieur seront :

Trois prêtres de l'ordre des Lazaristes, chargés du service du culte, de l'enseignement primaire à donner aux enfants catholiques, et des œuvres de charité sans acception de croyances religieuses.

Trois dames de Saint-Vincent-de-Paul donnant leurs soins aux indigènes et aux Européens, chargées, l'une, du service à l'intérieur de la maison conventuelle ; l'autre, de celui de l'infirmerie du municepe ; la dernière, des visites au dehors.

Un khrethbib, un iman, un moëddin et un kennua, attachés à la mosquée du municepe.

Un comptable remplissant les fonctions de percepteur, trésorier, payeur, administrateur du domaine, enregistrant les actes publics et privés donnant ouverture à l'accomplissement de cette formalité.

Un cheik et un cadî, ayant pouvoir et juridiction sur les individus et les familles de leurs co-religionnaires domiciliés ; sur les indigènes du douair ou paraissant sur le marché ; chargés de la haute surveillance des condamnés musulmans subissant leurs peines dans le municepe.

Un docteur médecin, pratiquant la chirurgie et les accouchements, chargé de la tenue des registres de l'état civil pour la population tout entière, de la police municipale, du service de la statistique, de l'inspection des condamnés européens subissant leurs peines dans le municepe.

Un notaire arbitre, et non pas juge, des contestations civiles et commerciales, chargé des expertises, de toutes les constatations de faits ou de lieux et des transports judiciaires ; curateur aux successions vacantes ; commissaire aux ordres, distributions, faillites et liquidations.

Un notaire suppléant, premier clerc de ce fonctionnaire.

Un ingénieur civil, préposé à la surveillance et à l'outillage de toutes les machines fonctionnant dans le municipe ; à la vérification des poids et mesures ; à la police de tous les chantiers privés.

Une institutrice enseignant le français et l'arabe, le travail à l'aiguille, la conduite d'un ménage, les matières constituant le degré élémentaire aux jeunes filles et aux femmes adultes des deux races.

Une sage-femme, tenant une école d'accouchement, un asile affecté à la délivrance des femmes arrivées à terme, quels que soient leurs état civil et communion ; un asile ouvert aux femmes et filles déclassées.

Un infirmier en chef et ses deux aides.

Un consignataire chargé du service des postes, des débits du papier au timbre, des cartes à jeu, du sel et du tabac.

Enfin, un garde champêtre et un facteur de la poste aux lettres.

LE NOMBRE des dépositaires de l'autorité publique, la diversité de leurs attributions respectives, les voies et moyens de leur institution, soulèveront beaucoup d'incrédulité, de répugnances, de critiques. Tout cela passera vite. Le problème étant celui-ci : à une effrayante distance du sol sacré, du foyer paternel, du prétoire du juge, du bureau de l'administrateur, donner la vie et le bien-être, selon le génie français et l'esprit du siècle, à un corps composé d'éléments hétérogènes ; sa solution ne peut être complète que si ce corps pense, grandit, se meut à l'aise, sans que le trésor s'impose des charges trop lourdes, et de manière à faire dire : L'État et lui sont contents l'un de l'autre. Comparons ce qui est avec ce qui serait.

Le commandant supérieur d'un cercle est aujourd'hui, non pas l'arbitre, mais le juge des procès civils. Sa compétence a été longtemps sans limites connues. Son pouvoir l'a troublé lui-même. Le plus souvent son action est inefficace. Nous ne voulons pas croire que quelquefois elle a porté à

faux. Lorsqu'il n'aura qu'à exprimer un avis, comme chef du municipale, sur la moralité d'un litige, sur celle des plaideurs, sur le mérite du travail écrit d'un rapporteur arbitre, homme de pratique judiciaire, proposant la solution qu'il croit la meilleure, sans pouvoir être animé d'un autre intérêt que celui de la vérité et de la justice, le haut fonctionnaire et l'administré se trouveront heureux de leur condition nouvelle.

Les arbitrages formulés par le notaire, et revêtus des observations du commandant supérieur, seront soumis à l'exequatur des magistrats de droit commun, dont l'institution sera réglée ailleurs.

Le notaire ainsi transformé retrouvera en Algérie le prestige qui se retire de lui en France. Affranchi de la sujétion de l'honoraire, il dominera celui avec lequel il ne sera pas obligé de compter. Conseil austère et écouté, il ne paraîtra plus le complaisant de personne. Sans dommage pour sa fortune, il servira l'intérêt du trésor. Sans compromettre son repos, il fera respecter toutes les exigences de la loi écrite. Sa mission sera agrandie. Sa propre moralité s'élèvera. L'autorité, à laquelle il est presque suspect aujourd'hui, recevra de lui un concours précieux pour elle.

Au-dessus et non pas à côté de ces perfectionnements dans l'administration de la justice et la sauvegarde des intérêts matériels, nous avons placé le prêtre et le culte, l'enseignement et la charité. Rien ne nous choque plus que le petit nombre des ecclésiastiques qui, en Algérie, veillent autour des âmes. Nos centres de populations y demeuvent privés de pasteurs jusqu'à ce que cinq cents Européens y aient fixé leur résidence. Suivant nous, partout où la famille se groupe, les secours spirituels doivent aller la chercher. S'entretenir avec son Dieu, c'est bien s'entendre avec les hommes. La France, qui s'est honorée par des fondations et restaurations de synagogues ou de mosquées, a, partout où elle tient levés le glaive et la balance, à faire luire la

Croix qui, dans les siècles éteints, marchait devant nous vers l'Orient, qui demain illuminera notre route vers le Désert.

L'usage des deux langues à la fois ; les emprunts mutuels faits aux deux sociétés entre lesquelles tout est contraste ; les femmes musulmanes délivrées, à l'heure des mystères de l'enfantement, par nos habiles opérateurs ; l'art de ces derniers répandu là où son ignorance a déjà tant coûté à une race que tous les fléaux ont décimée ; tous ces progrès, tous ces bienfaits, on les devra aux municipes.

La double éducation arabe et française qui y sera donnée, instruira les jeunes filles musulmanes à vivre de la vie réelle, à se rendre utiles à leurs maîtres, à devenir supérieures à eux, secourables à elles-mêmes, par le travail de leurs mains, la culture de leur esprit, elles qui n'ont aujourd'hui en partage que la satiété des plaisirs dont une vieillesse hâtive dessèche trop tôt les sources, et l'incurable ennui qu'elles ne savent tromper qu'en embrassant de leur vague regard un horizon aussi vide que leur cœur.

Ces exemples donnés à tous, ces charités tombant sans fin des lèvres et des mains des Lazaristes et des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, voilà les trésors que nous avons à répandre au loin, les œuvres qui couronneront dignement les campagnes glorieuses, voileront les jeunes ruines d'une colonisation plus savante qu'heureuse, achèveront de nous gagner ces prétendus barbares, qui déjà préfèrent notre domination à celle de leurs chefs, et nous ont appelé, dès la première rencontre de notre fortune avec la leur, *les enfants de la puissance*.

La netteté des attributions respectives ; le caractère honorable de chaque mandat conféré ; les moyens de contrôle multipliés sans être blessants ; la simplification de tout le mécanisme administratif obtenue à l'aide de spécialités bien tranchées ; voilà ce que nous avons voulu réaliser. Parlons

maintenant de la masse d'individus que contiendra le cadre des grands municipes.

RECONNUS en Algérie les plus forts et les meilleurs, nous n'avons plus qu'à y renverser une à une toutes les barrières qui séparent les indigènes de la grande famille nationale, à placer des Musulmans dans nos nouveaux centres, à faire d'eux des travailleurs, des citoyens.

Une des plus belles troupes du monde est celle des Zouaves. Un des corps qui fait le plus de progrès dans l'estime des hommes de guerre, est celui des tirailleurs indigènes. Un des plus admirables appareils militaires, c'est l'Arabe, ferme en selle comme une colonne sur sa base, être en trois corps : homme, cheval et fusil.

Ayons donc pour forces actives, dans chaque municipe, une infanterie de Zouaves et de tirailleurs, et une cavalerie de Berranis.

Ne nous occupons pas, quant à présent, des cadres existants pour les deux premières armes ; nous innovons aussi bien en ce qui les touche qu'au sujet des cavaliers, qui seront dans notre armée ce qu'étaient, dans celle d'Abd-el-Kader, les réguliers qui lui auraient donné la victoire, si l'Émir avait eu un autre adversaire que la France.

ON COMPTERA autant de compagnies détachées de Zouaves et de tirailleurs que de grands municipes, et elles seront composées, chacune, de soixante soldats, sergents et caporaux, un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un adjudant instructeur, un sergent-major, un fourrier, deux tambours et deux clairons ; en tout soixante-dix hommes.

Ces deux compagnies seront formées, jusqu'à concurrence d'un tiers, par des indigènes : d'un tiers, par des Européens ; d'un tiers, par des Français. La même proportion sera gardée relativement aux officiers et sous-officiers ; mais les capitaines et les instructeurs seront toujours des nationaux.

Ces troupes seront employées, dans l'intérieur du muni-
cipe, à des travaux d'utilité publique, aux heures que ne
rempliront pas les devoirs du service ou le repos absolu
commandé par un ciel de feu.

LA TROUPE à cheval sera divisée en deux armes, celle des
courriers, celle des guides, et chacune de ses compagnies
aura un effectif de trente hommes dans le rang, un officier
commandant, un guidon et deux clairons ; en tout trente-
quatre hommes.

Leur personnel entier sera choisi dans la circonscription
du cercle, parmi les Musulmans les plus braves, les plus
intelligents, les plus en renom pour leur connaissance des
hommes et des choses dans les tribus.

Tous seront volontaires. On s'assurera de la bienveillance
ou de l'éloignement dont ils seront les objets de la part des
chefs indigènes. On leur fera subir des examens, des épreu-
ves. Admis, en qualité de soldats d'élite, au service de la
France, il faut qu'ils soient jugés dignes d'envie à cause de
cet honneur, entourés de considération par cela seul qu'il
leur aura été accordé.

Ceux d'entre eux qui posséderont le mieux la carte du
pays et la confiance de leurs co-religionnaires, entreront
dans les guides. Ceux qui réuniront la plus grande somme
de dévouement et de ressources guerrières, seront incorpo-
rés dans les courriers.

En toute circonstance, ces deux compagnies assureront
nos communications avec les chefs-lieux de subdivision et de
cercle, nos rapports avec les tribus. Dans les longues mar-
ches, elles nous mettront à l'abri des fausses directions, des
embuscades. Otages sous notre main, surveillantes autour
des agitateurs, elles se façonneront promptement à nos ha-
bitudes, à notre discipline ; elles apprendront à leur grand
profit, elles enseigneront au nôtre, ce que sont et la vie ci-
vile et la vie du quartier.

Leurs capitaines ou leurs guidons seront seuls Français.

Chevaux, harnachements, habits, tout sera leur propriété. Ils vivront selon leurs mœurs. Tous seront mariés, logeront dans des habitations particulières à chacun d'eux, ne se livreront à aucune main-d'œuvre pour le compte de l'administration. Cavaliers et cultivateurs, ils se consacreront exclusivement au service, et à l'exploitation de leurs domaines.

S'il en était autrement, ils ne conserveraient pas l'esprit militaire dans une mesure suffisante. Ils ne se rendraient pas un compte assez exact de l'immense transformation qui s'opère dans l'esprit et le cœur de l'homme quand le sens de la propriété s'est ouvert en lui.

Il nous devra, ce Berrani, devenu sédentaire, ce sous-officier ou soldat des guides ou des courriers, paré de notre cocarde, un immeuble qui sera sien, qu'il transmettra, suivant sa loi, à un enfant mâle ou à un proche. Cette propriété, qu'il aimera comme on aime une distinction, un privilège, sous quelque ciel qu'on vive, quel que soit le Dieu qu'on adore, se composera d'une maison et un jardin contigus, ayant ensemble cinquante ares de superficie, et d'une terre labourable, située hors de l'enceinte de la ville, ayant une étendue de neuf hectares et demi.

Ces deux parcelles lui seront livrées pour être par lui, l'une appropriée à son habitation, l'autre exploitée à son profit. Il paiera l'impôt selon le nouveau droit commun, que nous réglerons tout à l'heure; et à cause du temps que lui demandera son travail agricole, il ne recevra que moitié solde.

Quand il ne voudra plus de la vie militaire, ou quand il paraîtra n'y plus être apte, ou quand il aura aliéné son domaine à titre onéreux, il sera remplacé sous le drapeau par le fils, le parent, le tiers-acquéreur agréé par nous et des faits duquel il demeurera responsable. La permanence du titre de propriété sera subordonnée à la charge indéfinie du service. Cette charge ne pourra être acquittée que par les

légitimes possesseurs de la terre et du manoir, véritable fief salique, relevant du municipe.

ON ÉPROUVAIT autrefois plus que de la surprise quand on voyait les premiers venus admis dans les centres créés par le gouvernement. A quoi pouvaient être bons, dans notre Algérie, ces cabaretiers, ces débitants de liqueurs, ces cafetiers et tous les roués de bas étage, tous les échappés de mauvais lieux dont la marée montait sans cesse ? Quel défilé que celui de tous les indignes allant prendre possession des lots dont ils ont usé et abusé, au grand scandale des malheureux demeures honnêtes, au grand dommage du renom de la colonie ! On a compris la nécessité de n'accorder des concessions, de ne laisser le choix des résidences exceptionnelles, qu'à des cultivateurs et à des artisans ayant de la pratique et des épargnes, du sens et du cœur, et de ne mettre qu'eux en contact avec les indigènes, des sympathies et du respect desquels le plus humble de nos représentants ne peut pas se passer.

Puisqu'un municipe sera un spécimen de ville française, un raccourci de la société chrétienne, n'appelons à en devenir les citoyens que des travailleurs dont les bras et les professions y soient nécessaires, et ne manquons pas de classer en deux catégories les états et métiers dont la désignation est elle-même un point qui mérite attention.

L'une sera composée de ceux dans lesquels les indigènes excellent ou qui leur peuvent être réservés, parce que leur exercice est moins pénible pour eux qu'il ne le serait pour les Européens ; l'autre, des professions auxquelles ces derniers peuvent se livrer exclusivement sans compromettre leur santé.

Quarante-neuf métiers figurent sur nos listes, vingt-sept appartiennent à la première série, vingt-deux à la seconde. Presque toutes autorisent à penser qu'un seul maître ouvrier ne suffirait pas à la demande. Rien, par conséquent,

ne sera plus facile que la formation du double cadre normal de soixante artisans habiles et estimés.

Les agences centrales de la colonisation à Alger et au chef-lieu de la subdivision dans laquelle sera créé le municipe, indiqueront sûrement les Européens ayant des droits à une préférence. La chance des mauvais choix sera bien petite relativement aux indigènes, sur le compte desquels nos fonctionnaires et les chefs arabes seront toujours parfaitement éclairés.

On établira ces cent vingt chefs de famille et d'atelier sur des propriétés semblables à celles des Berranis, et nous arriverons ainsi une fois de plus à rendre tout égal entre nos frères selon le Christ et nos frères selon Mahomet; entre les deux races qu'il faut juxta-poser et non pas fonder, moraliser parallèlement, enrichir l'une par l'autre.

Nous entendons qu'un séjour de huit années dans le municipe soit exigé des uns et des autres, avant que leurs concessions deviennent définitives. Si, pendant cette période, ils s'éloignent ou ne remplissent pas les devoirs de leur état, les immeubles feraient retour au Domaine. En cas de mort, ceux-ci passeraient au contraire, et de plein droit, à leurs héritiers naturels ou institués.

On devine certainement pourquoi nous ne faisons aucune place aux Israélites dans les municipes. Cette intéressante partie de la grande famille se complait dans ces contradictions bizarres : innover le moins possible quant à ses habitudes d'intérieur et de caste ; se confondre de la manière la plus absolue, quant aux apparences, dans nos propres rangs. Depuis la conquête, elle s'est toujours montrée peu désireuse de s'établir dans les lieux où ses anciens n'ont pas vécu, et préoccupée de la crainte de compromettre le bien-être dont elle est en possession, et dont elle sait honorablement jouir.

Les travailleurs propriétaires dans les municipes seront soumis au régime de la milice, tel qu'il est aujourd'hui cons-

titué. Pour tous, il est le bon parce qu'il laisse à l'homme une arme qu'il est fier de porter, le maintient dans une espèce de milieu guerrier qui va au pays et à ses mœurs, le place sans équivoque, sans capitulation avec le préjugé, sous les ordres de l'autorité militaire.

Leurs chefs et sous-officiers seront les marchands et artistes, au nombre de douze, dont la désignation répondra strictement aux besoins publics, et dont la réunion anra été par avance assurée au municipe.

L'Etat n'accordera des concessions à ces derniers que s'ils en sont jugés dignes. Au début, ils seront purement et simplement des hommes placés dans les conditions les plus favorables pour vivre heureux en travaillant; des contribuable; les locataires des édifices créés et appropriés par l'Etat, pour l'accroissement de son propre domaine et l'amélioration du revenu public.

Il en doit être ainsi pour ceux à qui est offerte une certitude de gain. Il en sera autrement pour les industries qui exigent des approvisionnements de matières premières, des usines, des machines. Les capitaux, les connaissances, la condition sociale dont les établissements de cette nature impliquent la possession, obligent à reconnaître qu'il serait déraisonnable d'espérer pour les municipes le concours gratuit et spontané d'hommes distingués en France par de tels avantages. Force est donc de compléter par des créations et un personnel à la charge du trésor, l'ensemble dont toutes les parties doivent être mises en équilibre.

L'ÉTAT ne doit être ni marchand, ni entrepreneur de travaux. Cela est vrai pour l'Europe, cela est faux pour l'Algérie. Les municipes ne possèderaient jamais, si nous laissions pour sauver le principe la colonie en souffrance, ni un moulin à blé, avec la machine à battre de MM. Renaud et Lotz et une minotorie perfectionnée; ni une boulangerie selon la méthode Rolland; ni abattoir, brasserie, moulin à huile, pressoir, bains et buanderies, filatures à

métiers. Puisqu'on ne peut pas se passer de ces usines, construisons-les, exploitons-les en régie.

La nécessité bien comprise est toujours la meilleure des conseillères.

Une des richesses naturelles de l'Algérie est la laine. Par notre grâce, la soie et le coton s'échappent déjà de la terre et de l'air, en même temps que le fil et la garance. Les femmes et les enfants indigènes sont toujours oisifs, quelquefois sans ressources aucunes. La débauche ou une activité sans but rendent trop souvent dangereux ou dégradent ceux qui n'étaient qu'inutiles et dignes de pitié. Une filature par bureau arabe donnera un encouragement à la production, un élément de circulation de plus au numéraire, une occasion de gain à une race avide, une source de bénéfices pour nous qui, placés à portée de l'offre, n'aurons à acquitter des frais de transport qu'après avoir acquis un premier et large bénéfice.

La filature, établie d'abord sur l'échelle la plus modeste, grandira vite; et ses opérations auront à la fois pour objet, la laine et le fil, la soie et le coton.

Dans les climats tempérés eux-mêmes, la fabrication du pain est achetée au prix de souffrances physiques dont avec raison l'humanité s'est émue, et pour lesquelles la science a enfin trouvé un remède. Dans les municipes, où il faudra pousser loin l'économie des forces, du combustible et de l'espace, une manutention unique est au plus haut point désirable, et un directeur commissionné peut seul répondre d'un aussi important service.

Les raisons de décider ne sont pas aussi puissantes en ce qui touche les moulins à blé, les pressoirs à huile, cidre et vendange. Elles sont cependant de nature à être prises en considération. Des établissements ayant cette destination seront quelque chose de plus que des modèles, dans un pays où la mécanique est à peine connue; ils seront pour les po-

pulations qui broient le grain entre deux pierres, et gâtent leurs olives au lieu de les épuiser, un secours dont elles se montreront empressées de profiter au prix équitable que nous mettrons nous-mêmes à sa distribution.

La buanderie placée près du lavoir, présentera les mêmes avantages, et on ira, moyennant une petite redevance, y faire bien et à bon marché, ce qu'on ferait mal et coûteusement chez soi, ou à l'aide d'un intermédiaire. Tout ce qui peut être ramené au caractère banal dans la préparation des choses qui se consomment ou sont en usage dans les intérieurs modestes, est toujours laissé mal à propos au compte particulier des ménages.

Les bains maures et français seront établis dans le même corps de bâtiment que le lavoir, afin qu'un seul fourneau desserve ces trois absorbants de calorique, qu'une seule source alimente étuves et baignoires, piscines et bassins.

Leur régisseur prendra le titre de maître de l'eau, parce qu'il veillera à l'entretien des puits, aqueducs et fontaines, à la conduite et à la distribution des eaux dans les maisons, les rues et les jardins.

Au sujet de l'abattoir, nous nous contenterons de dire que l'administration ne pourrait se reposer sur aucun intérêt privé du soin qui, plus que tous les autres, engagera sa responsabilité, celui d'assurer les subsistances, d'apprécier les consommations.

La brasserie ne fournira pas seulement un liquide rafraîchissant et une boisson fortifiante de plus, elle sera un débouché pour les orges, que le pays produit en si grande abondance.

Dans toutes les usines, on emploiera surtout des indigènes ; c'est notre intérêt, parce que c'est le leur ; c'est aussi le moyen le plus sûr et le plus moral d'égaliser les salaires, dont la disproportion est aujourd'hui un malheur et un scandale. L'Arabe insoucieux et ignorant y apprendra à

la fois qu'il n'est pas de bonheur sans prévoyance, pas de sécurité sans épargne, et que le travail honore plus que l'aumône ne soulage.

Il est facile de comprendre que ces divers établissements donneront des produits nets, et que leurs régisseurs seront chargés d'un mandat assez important pour avoir droit à la qualité d'employés de l'Etat, qui, suivant nous, leur doit être conférée.

Ils enrichiront doublement le trésor ; car, après avoir, pendant huit années, pourvu non-seulement aux dépenses entraînés par leur administration, mais encore à l'amortissement d'une partie du capital employé à les créer, ils seront vendus par la voie de l'adjudication, quand le municipal, devenu une ville se suffisant à elle-même, pourra faire succéder l'industrie privée aux régies.

Le législateur ne doit rien dédaigner, rien laisser en dehors de son action. Il ne lui appartient pas d'abandonner à tout un avenir de souffrance et de honte, une classe quelconque de la société. Au-dessus de l'opinion impitoyable, il place sa mansuétude éclairée, sa paternelle austérité. Le mendiant et la prostituée, le vagabond et le repris de justice, tout individu dégradé, malfaisant ou dangereux, lui rappelle avant tout le devoir étroit qu'il a à remplir, l'honneur qu'il a à gagner, en faisant sortir de la paresse et du vice un enseignement, du désordre un régime régulier, d'un mal inévitable une institution de rapatriement municipal.

Ces considérations nous sont inspirées par les infortunées que la misère ou l'irréflexion, les entraînements physiques ou une fatalité sans contre-poids, livrent à la prostitution. Nous leur avons ouvert un asile spécial confié à la direction de la sage-femme attachée au municipal, et nous ne nous excuserons pas d'avoir poussé la prévoyance aussi loin. Ces femmes sont plus nombreuses et moins protégées en Afrique qu'ailleurs ; et ce qui constitue leur abjection a sa

raison d'être, hélas ! en Algérie plus qu'ailleurs. Nous n'ajouterons pas un mot de plus, et nous réservons pour l'autorité locale un travail particulier sur cette délicate matière.

LES partis politiques ont abusé longtemps d'une phraséologie contre laquelle nous n'avons pas cessé de protester. Ils dissimulaient sous les mots, opinions avancées, leur désir de renverser l'ordre alors établi. Ils réussissaient, en faisant d'elle un voile et un drapeau, à décliner la responsabilité des doctrines pour lesquelles les classes moyennes se montraient justement sévères ; à échapper au péril de s'expliquer nettement sur les réformes nécessaires, suivant eux, dans l'organisation sociale.

Il n'y a pas d'idées avancées pour les hommes loyaux ; il n'y en a pas davantage pour les hommes sérieux. Les idées sont justes ou fausses. Parmi les premières, il en est d'immédiatement applicables : ce sont les seules dont il y ait à prendre souci ; le reste n'est bon qu'à défrayer les bureaux d'esprit. Les secondes font d'autant plus de mal, qu'elles sont produites avec plus d'art et de circonspection, qu'elles sont combattues avec plus de mollesse ou traitées avec plus d'indifférence.

La meilleure des assurances mutuelles est celle qui unit entre eux les hommes dont le caractère et la parole ont de l'autorité, dans le double but de préserver les masses de la contagion des doctrines inconciliables avec les principes sur lesquels la morale et l'ordre reposent, et de les éclairer sur le caractère des changements que le lendemain fait subir à la condition de la veille.

Nous traiterons bientôt la réforme pénitentiaire dans ses rapports avec les condamnés européens. Nous voulons à cette heure envisager la même question en ce qui touche les indigènes.

Français, étudiez l'Afrique française, ce soin vous por-

tera bonheur. C'est parce que vous ne l'avez pas pris assez tôt que vous ignorez presque tous l'existence de deux faits énormes.

La juridiction civile condamne, chaque année, plus de onze cents individus pour délits, plus de deux cents pour crimes; et la juridiction militaire frappe en outre deux cents indigènes. Que fait-on de ces coupables? On les transporte en France; là, s'ils sont Européens ou Israélites, on les répartit entre nos bagnes et nos maisons centrales; s'ils sont Musulmans, on les confine dans une forteresse du littoral.

Les bras et les forces que cet état de chose enlève à la colonie seraient au plus haut point utiles à celle-ci. Le droit commun serait moins cruel pour les indigènes qu'une détention sous un ciel qui les glace, dans un lieu où le désespoir s'empare fatalement de leurs âmes, jusqu'à ce que la mort les guérisse du mal du pays.

Pourquoi tous ces indigènes ne subissent-ils pas leurs peines en Algérie? N'y sont-ils pas répartis plutôt qu'enfermés dans des établissements spéciaux?

Ni le régime cellulaire, ni celui de l'emprisonnement simple, ni celui de nos bagnes anciens et nouveaux, ne peuvent leur être appliqués sans que l'humanité n'en gémissé, ou que la raison n'en murmure. Ils préféreraient les châtimens corporels les plus durs à la vie du prisonnier, et un travail épuisant et continu ne sera jamais supporté par eux, les rêveurs et les indolents par excellence.

Innocent ou coupable, captif ou libre, tout indigène est scrupuleux observateur des pratiques de son culte, soumis à la direction de ses prêtres, jaloux d'apprendre par l'œil et par l'oreille, dédaigneux de toute occupation qui ne lui est pas commandée par ses besoins physiques ou son amour du trafic. On dira de ce portrait tout ce qu'on voudra, il est ressemblant. On modifiera ou on ne modifiera pas, sur ces données, l'ordonnance qui nous paraît vicieuse; mais on y

peut compter : des natures fortes et étranges ne seront pas de si tôt changées par la contrainte.

Nous croyons être dans le vrai en conseillant à ceux qui peuvent, nous à qui il est donné seulement de vouloir, de classer ces condamnés en trois catégories : celle des forçats, celle des réclusionnaires, celle des correctionnels. On divisera ensuite la première en trois sections, dont chacune aura son bague au siège des nouveaux bureaux arabes de la subdivision d'Alger, afin d'être employée aux travaux de dessèchement et d'assainissement de la Mitidja. On formera, à l'aide des deux autres, des groupes de quarante individus relégués chacun dans un espace où l'air, le soleil, l'horizon ne soient pas mesurés par une main trop avare. Mettons-les dans les municipes sous la garde des ministres de leur culte attachés aux mosquées et de deux Tolba ; laissons leurs familles et leurs amis pénétrer jusqu'à eux ; façonnons-les peu à peu à l'étude et au travail, et on verra bientôt ce que la prière et la résignation, le repentir et la règle feront d'eux.

Nous ne souhaitons pas que ces condamnés soient appliqués à la culture du sol, parce que, subie dans ces conditions, la peine n'aurait pas à leurs yeux le moindre caractère expiatoire. Nous pensons qu'aucun salaire ne doit rémunérer leur travail, parce qu'il n'y a pas à s'inquiéter de ce qu'ils deviendront quand l'heure de la liberté sonnera pour eux. Aucun mépris ne les attend. Ils retourneront aux lieux d'où ils étaient venus, ils y retrouveront, les mêmes pour eux, les amis qu'ils y avaient laissés. Dans les pays que foule la tyrannie et que désole l'arbitraire, la condamnation ne déhonore pas. Les peuples se vengent ainsi des juges qu'ils craignent et méprisent en même temps, et en Algérie l'effet survivra à la cause.

En réalisant ce programme, l'Etat procurera à l'industrie privée des bras qui lui manquent, formera des ouvriers dont la nourriture, l'entretien et la garde lui coûteront fort

peu. Chacun de nos municipes recevra deux groupes, un de réclusionnaires, un de correctionnels. La transportation dans la terrible citadelle, de l'autre côté de la mer, serait le châtiment de l'insoumis, de l'évadé, du récidiviste, et il sera rarement applicable.

Après de ces véritables maisons de correction, seront ouverts aux familles des condamnés, des asiles qui, administrés par le Cadi du municipe, aux frais de ceux qui y seront recueillis, n'imposeront aucune charge au trésor. Ils détruiront l'usage qui convertit les mosquées en logement pour la nuit; ils rapprocheront les indigènes, séparés par la distance, le malheur et la faute, et qui ne sont que trop disposés, en toute circonstance, à rompre par le divorce les liens si lâches du mariage musulman.

Qu'on ne s'étonne pas si nous épuisons cette matière sans paraître nous occuper des condamnés israélites. Un établissement unique suffira pour ces derniers. Il contiendra peu de détenus. La direction en sera remise aux rabbins. En 1849, dernière des années dont les statistiques ont été publiées, ces proportions étaient acquises : accusés au grand criminel : Israélites, treize pour cent ; Musulmans, quarante-trois pour cent ; Chrétiens, quarante-quatre pour cent. Au petit criminel, c'est à n'y pas croire, et nous ne pouvons pas en rendre assez de grâces à Dieu. La race que la persécution avait tant abaissée, et contre laquelle la prévention conserve tant de puissance encore, ne figure que pour soixante-dix-sept de ses enfants sur un état général de quatorze cent trente-sept prévenus.

LES POMPIERS du municipe seront au nombre de quinze, leur chef d'escouade compris. Deux appareils complets leur seront remis, et seront toujours en état de fonctionner. Le service ordinaire des sergents de ville et des troupes de police entrera aussi dans leurs attributions. Ils seront propriétaires, mais à la condition d'employer des indigènes à la culture de leurs champs.

TRENTE-DEUX artilleurs seront détachés de leur régiment pour assurer le jeu de deux obusiers de seize, et fabriquer sur place les munitions dont le transport à de longues distances est difficile et dangereux. Dans ce nombre, deux trompettes seront compris.

Les obusiers ne quitteront jamais le municipe, et ils seront installés dans deux des blockaus par lesquels sera protégé celui-ci. Les deux autres blockaus seront les postes des Zouaves et des tirailleurs de service, et ils seront garnis de carabines à la Delvignes, de tromblons, de fusils de rempart. Sur les quatre faces du carré, les feux croisés seront donc plongeants et rasants.

Huit passages gardés donneront seuls accès dans la ville. Ils déboucheront sur le chemin de ceinture qui, à ses quatre angles, sera coupé par les blockaus.

Quatre grandes chaussées plantées d'arbres se relieront au chemin de ceinture, sur les points mêmes où s'élèveront les blockaus, afin qu'elles puissent être enfilées par les feux de ces derniers.

Au delà du chemin de ceinture seront circonscrits en face de chacun des côtés du municipe quatre emplacements de quinze hectares de superficie. Ces périmètres seront divisés en cinq bandes de trois hectares. Là seront créés au centre : un douair, un marché, un fondouk, un parc, disposés de manière à être en regard les uns des autres ; à droite et à gauche : des pépinières et des jardins maraichers.

LE DOUAIR, c'est la tribu sur le seuil de la commune, le nomade à portée du citadin, l'homme du sud ayant sa main dans celle de l'homme du nord. Dans les tentes, les gourbis, iront se presser les trafiquants, les cultivateurs, les journaliers donnant et retirant leur présence, libres de suivre leurs résolutions en sens contraires, et de nous montrer, toujours avec profit pour nous, le flux et le reflux de leurs volontés capricieuses.

LE MARCHÉ est le lien le plus solide que l'Européen puisse

établir entre lui et l'indigène. Fonder un centre de population, sans y ouvrir un marché périodique, ce serait manquer tout-à-fait le but. La multiplicité des uns et des autres est le moyen de redressement le plus prompt et le plus sûr des lois de la vie nomade et de nos rapports commerciaux.

Sur ce marché un agent indigène exercera l'autorité que nous lui délèguerons, et comme il n'aura à en user qu'à des intervalles plus ou moins rapprochés, il sera chargé en outre de la surveillance du parc et des jardins.

LE FONDOUN, complément nécessaire du marché, sera la source de produits fiscaux s'élevant à mesure que s'accroîtra le bien-être de tous. Il aura aussi un régisseur particulier.

LE PARC planté en arbres forestiers et fruitiers, d'essences en rapport avec la latitude des municipes, sera par conséquent une promenade ouverte à tous, et une propriété utile.

ON PLANTE beaucoup en Algérie, on n'y peut pas planter assez. La science l'a proclamé : un tiers de la superficie de ce beau pays appelle un boisement régénérateur. Quatre pépinières sont nécessaires dans chaque municipe. Elles seront administrées par un jardinier en chef, et affectées, une aux mûriers, une aux arbres résineux, une aux essences forestières sèches, une aux variétés de fruitiers. Tous les pieds qui en sortiront seront l'objet d'une vente. Des primes seront accordées aux planteurs.

LES QUATRE potagers seront soumis à un régime analogue.

Tous ces établissements seront aménagés, pour le compte de l'Etat, par les deux compagnies de Zouaves et de tirailleurs. Ces braves soldats, n'ayant pas de propriétés privées à cultiver, concourront, par cette espèce de travail, à l'œuvre qui, profitant à tous, demande un effort à chacun.

La comptabilité des uns et des autres, tant en recettes qu'en dépenses, se centralisera à l'intendance.

CES PREMIERS périmètres extérieurs seront séparés par

une avenue parallèle au chemin de ceinture, d'autres terrains faisant face, à leur tour, aux quatre côtés du municipe; chacun d'eux aura une superficie de quarante-cinq hectares, et recevra le nom de grande ferme.

A droite et à gauche des quatre chaussées aboutissant aux blockaus, seront les terres arables où les propriétaires du municipe recevront chacun un lot de neuf hectares cinquante ares, et sur lesquelles pourront être employés comme *khammas*, et même en qualité de fermiers, les hommes du donair et de la tente.

Au point où le boulevard extérieur coupera les quatre chaussées, seront placés les cimetières catholique et musulman, la poudrière et le château d'eau, la glacière et la voirie, les silos et la maison d'arrêt.

LA FRANCE renaît à la foi. Les uns s'en étonnent, les autres s'en glorifient. Il serait plus sage d'étudier le grand mouvement sur la nature duquel se méprennent, et ceux qui ne l'avaient pas pressenti, et ceux qui n'ont pas l'habileté de s'en emparer.

Nous avons vu d'abord le goût des manifestations extérieures, plus encore que celui des pieuses pratiques; succéder à l'esprit irréligieux qui, pendant un siècle, avait joui, auprès des hautes classes, d'une véritable faveur.

A cette même époque, c'était celle de la Restauration; la bourgeoisie continuait à s'inspirer d'un déisme froid, hautain et railleur.

Beaucoup plus tard, après la chute de la monarchie de juillet, un subit ébranlement a précipité aux pieds de la chaire et de l'autel les notables des classes moyennes, des penseurs éminents, des hommes publics mis en lumière ou foudroyés par la tempête de février.

Aujourd'hui le nombre des fidèles est plus considérable qu'il ne l'a été dans le pays depuis le schisme de 91; rien n'est moins contestable. Il faut cependant que la sur-

faute soit plus agitée que le foudre, puisque beaucoup de nos paroisses demeurent sans desservants, puisque les gentils-hommes sont si rares dans notre clergé.

Les circonstances sont au plus haut point favorables à l'accroissement du personnel ecclésiastique, et les ordinations n'augmentent pas d'une manière sensible. De belles natures semblent toujours prêtes à se détacher des biens de la terre pour ne plus appartenir qu'à Dieu, et ni les besoins du saint ministère, ni l'éclat des dignités sacerdotales, ne les émeuvent assez pour les jeter hors du monde.

Qu'attendent donc ces tièdes ardeurs, ces vocations paresseuses ? Elles attendent l'appel surhumain, qui un peu plus tôt, un peu plus tard, s'échappera des profondeurs qu'elles sondent trop timidement.

Ce cri, quand tout à coup il retentira dans l'espace, leur causera un tressaillement formidable, les rendra semblables à ces ressuscités dont parle l'Écriture, qui, poussant d'un pied superbe la pierre brisée du sépulcre, surgissent transfigurés, maîtres d'eux-mêmes, beaux de leurs auréoles.

Vous les verrez alors toutes ces demi-vertus, aujourd'hui en peine plutôt qu'en travail; toutes ces âmes que troublent, au lieu de les épurer, les désirs sans flammes, les projets sans grandeur; vous les verrez, ces jeunes hommes, qui ont à la fois l'orgueil de la race et la conscience de leur néant; et ceux dont l'indépendance et l'austérité se sentent mal à l'aise dans les liens des charges publiques; et ceux qu'effraie l'impuissance d'utiliser, pour le bien de tous et pour leur propre fortune, les ressources intellectuelles, fruit d'études mal dirigées; vous les verrez, tous, emportés à la même heure par un même élan, se ruier, sans s'être demandé si on les suit ou si on les abandonne, vers le but que le doigt invisible leur aura marqué.

Et quel serait-il ce but, s'il n'était pas le port majestueux dans lequel la fille aînée de l'Eglise et le glorieux Pie IX recueilleront demain les membres épars du corps symboli-

que , les derniers débris des ordres de Malte et de la Merce, les réformés de la Trappe et de St-Jean-de-Dieu , les néophytes de St-Eloi, les continuateurs de l'œuvre de Bérulle?

Oui , que la nation libératrice et le pontife délivré, unissent leurs volontés et leurs voix , et des flancs de notre société malade, haletante, épuisée, s'échappera une phalange prédestinée, qui , mesurant l'obstacle d'un coup d'œil, le franchissant d'un seul bond, la croix dans une main, la pioche dans l'autre, la charité au cœur, l'enseignement aux lèvres, s'emparera à son tour du sol sacré de l'Algérie.

Fils des croisés , fouillez les trésors des souvenirs héroïques ; l'ordre de Malte va rallier et remettre en ligne ces évangéliques chevaliers, recomposer ses langues et ses baillages , expression suprême des anciennes mœurs, dernier reflet d'un soleil disparu.

Jeunesse discoureuse et vide , laissez là les mesquines tendances et les fades plaisirs ; les frères de St-Jean-de-Dieu vont moraliser les condamnés , et , à l'aide des bras trop longtemps mal employés, élever au loin des constructions, ouvrir des routes, fertiliser le sol.

Martyrs de fantaisie, assez de vaines chimères et de lamentations apprises par cœur. Les orphelins, les abandonnés, les enfants sans famille et ceux qui pèsent à la leur, languissent, souffrent, crient sous l'étreinte de maux réels, sous la terreur vague mais poignante d'un avenir semblable à leur passé ; saint Eloi veut qu'ils aient son manteau pour abri, ses disciples pour bienfaiteurs.

Vous qui obéissez à l'amour désintéressé de l'étude , au généreux besoin d'apprendre pour instruire , à la douce règle de vous entourer de tout ce qui rappelle les mystères de la vie du Christ et de la Vierge, sa mère ; hâtez-vous, l'oratoire va renouer la chaîne des bons exemples et des doctes leçons.

Lâches sans honte ; écrivains sans pudeur, coupables sans repentir, courez où se sont réfugiés de moins mauvais que

vous, qu'à succéder les lauréats de l'abnégation et du courage. A la Trappe, la réhabilitation vous attend; la Trappe ramue les cœurs desséchés, aussi-bien que la froide terre.

Esprits fermes, âmes tendres, que le prosaïsme de la vie réelle humilie, qu'altère la soif des périls qui seraient profitables au monde; il vous est enfin donné de braver les hasards, de comparer institutions et races; les frères de la Merci vont apparaître à la fois en Chine, en Abyssinie, en Irlande, au Soudan, sur tous les points du globe où ils ont des chaînes à rompre, des victimes à sauver, des infortunés à recueillir.

Allez tous, car le champ qui vous est ouvert est immense, et l'esprit de Dieu sera avec vous !

Le MUSULMAN connaît et honore les associations religieuses; mais tout est différence entre les siennes et les nôtres, et la comparaison qu'il s'empressera d'en faire, le jettera dans un ordre d'idées tout nouveau. Pour celles-là, il s'agit uniquement d'une prière courte et sacramentelle, dont la récitation multipliée constitue la pratique à laquelle se sont astreints, le mérite par lequel se distinguent, tous les *khouan* portant la même rose. Pour celles-ci, la régulière et stricte observance des exercices du culte, est la moindre des obligations contractées avec bonheur, remplies avec amour. Le membre des ordres français renonce à sa personne elle-même. Holocauste s'offrant jusqu'à la dernière heure d'une vie dont ni la durée, ni le terme, ne sont l'objet de son désir, il donnera la mesure véritable de la supériorité des *hommes jaunes* sur les plus fervents adorateurs du Prophète.

La présence et l'action des ordres en Afrique, achèvera de faire comprendre combien sont sages ceux qui ne veulent pas que le prosélytisme y usurpe sur la puissance de Dieu, et ravive le fanatisme, rallume la guerre, là où nous avons organisé la tolérance et la paix.

L'effet des prédications peut n'être pas excellent; celui des exemples répond toujours aux saintes espérances. Laisser l'indigène à sa foi, nous rendre admirables devant sa conscience par la manière dont nous obéissons à la nôtre, c'est tout ensemble le plus noble et le plus sûr. Dieu n'a pas besoin de son serviteur, pour toucher celui qui doit devenir son instrument ou son élu, et nous ferions en vain lui rendre sa grâce aux yeux de l'esprit autour duquel il épaissit les ténèbres.

Précisons maintenant le bien que les ordres ont à faire en Algérie.

Notre Gouvernement n'est pas parvenu à y attirer, par masses, individus et capitaux, et cependant la population y doit être augmentée dans des proportions énormes; et les millions qu'y emploiera une politique sage et hardie, ne lui seront pas fournis par les contribuables français.

Puisque nos concitoyens préfèrent la condition de laquelle ils se plaignent avec tant d'amertume, à celle qu'une administration, pleine de sollicitude et d'habileté, leur a préparée en Afrique; puisque nos finances engagées s'opposent même à ce que la métropole renouvelle dans l'avenir les sacrifices devant lesquels elle n'a pas reculé dans le passé, nous ne pouvons compter que sur les ordres et sur la colonie elle-même.

MALTE gardera les routes qu'il jalonnait de ses commanderies, et tiendra en respect les tribus qui hasardent les violences réciproques, parce que nous sommes loin d'elles. Il sera, dans le même esprit que nous, le conseil et l'arbitre des chefs indigènes. Il liera, avec eux et par eux, plus facilement et plus sûrement que ne le pourraient faire les compagnies puissantes, les financiers renommés, de vastes, de fructueuses opérations sur les matières premières et les produits manufacturés, dont le marché regorge. Il remplira ses bazars des objets fabriqués en France, dont l'Arabe a déjà contracté le goût, dont notre commerce le laisse ap-

provisionner par Tunis, Maroc, Tripoli et l'Angleterre. Il sera le banquier de nos bureaux arabes, le facteur du change de notre trésorerie. Il se livrera mieux que nous ne pourrions le faire, à l'élevage et à la reproduction de toutes les races d'animaux dont l'homme se sert ou se nourrit. Il boisera tout le territoire dont ses établissements seront le milieu. Il aura pour serviteurs et pour journaliers tous les malheureux arrachés, par l'ordre de la Merci, à la faim, à l'esclavage, à la mort.

Nous assistons à la fois au spectacle désolant de l'émigration permanente d'Irlandais, pleins de haine contre le maître dont ils se séparent violemment, et qui ne font que changer de misère en se confiant à l'Amérique inhospitalière; au spectacle admirable des achats multipliés par de simples religieux, sur les bords du Nil, de la Mer-Rouge et de l'Océan indien, des jeunes négresses qu'elles préservent des dégâts du harem, des souillures de la promiscuité; au spectacle qui commence à peine des succès de la sainte enfance sur la côte du grand Empire, où une barbarie qui s'ignore, livre au flot qui les doit engloutir, des myriades de petites créatures; au spectacle qui se prolonge trop de deux escadres s'usant à poursuivre d'insaisissables négriers, et perdant navires et marins, parce qu'un traité mal conçu a été surpris à la loyauté nationale; mais l'ordre de la Merci offrira un passage gratuit et un patronage incessant aux Irlandais, recueillera les préservées des saintes Sœurs de l'Égypte, les victimes innocentes des traditions de l'Asie; changera en travailleurs libres, sages et heureux, les noirs réduits à l'esclavage par le vol, la fraude ou la guerre; dans l'intérieur de l'Afrique.

Quand de tant de points divers, la Merci aura conduit, ou sur les navires de Malte, ou à l'aide de ses propres caravanes, tous les échappés du malheur et presque de la tombe, dans l'Algérie aux bras caressants, aux mamelles puissantes, il ne croira pas sa mission spéciale remplie; il créera

sur le littoral une inscription maritime, qui permettra à Malte de recruter ses matelots chez nous. Il rendra à la vie du marin ces populations musulmanes, toutes surprises de se sentir utiles sur l'élément qui paraissait, avant 1830, aux navigateurs les plus intrépides, moins redoutable que les forbans dont elles descendent. Il préparera à la vie catholique les enfants qui n'auront appris ni à honorer ni à bénir aucun Dieu; les noirs adultes qui aspireront à secouer le double joug de l'ignorance et de l'idolâtrie. Il placera ces derniers dans ses exploitations du Sahara, qui seront pour eux la patrie, moins ses misères et ses périls. Il ouvrira ses écoles navales aux enfants qui, dès le berceau, sourient à la mer. Il aura enfin un toit et un foyer pour les forçats et réclusionnaires libérés, qui, lorsqu'ils veulent revenir au bien, ne trouvent dans la société, qui les avait frappés justement, qu'indifférence pour leur malheur, dédain pour leur repentir.

UNE loi juste et trop longtemps combattue, a fermé nos bagnes sans retour. Elle attend son application aux prisonniers pour crimes ou délits. Grâce à la réforme des ordres de la Trappe et de Saint-Jean-de-Dieu, les maisons centrales se videront à leur tour, et des bras nombreux seront utilisés là où les bras manquent.

Pour des réclusionnaires eux-mêmes, la règle de la Trappe est d'une excessive dureté; celle de Saint-Jean-de-Dieu sera facilement combinée avec le régime normal des simples emprisonnés. La gradation entre les peines, ce qui est essentiel, sera plus nettement tranchée alors qu'elle ne l'est dans l'état actuel de la législation. Le système cellulaire, absolument impraticable en Algérie, ne sera infligé qu'aux condamnés récidivistes dont la peine sera subie en France.

On a cherché en vain le secret de ménager une condition acceptable à ces pauvres enfants qui connaissent ce que la souffrance humaine a de plus amer, à l'âge que les heureux du monde savent être celui où les jouissances morales ont

le plus de douceur et de durée. Chose plus triste encore ! jamais un ordre religieux ne s'est proposé d'en finir avec le mal que la civilisation engendre , et pour lequel elle n'a pas de remède. L'inépuisable Église va nous le donner cet ordre, et il se placera sous l'invocation du Saint qui fut habile ouvrier , docte évêque , homme d'état sagace , du bon Eloi, dont tout le monde sait le nom, dont si peu de gens honorent la mémoire , en servant, comme il aimait à le faire, les malades et les malheureux. L'association nouvelle ira chercher dans les hospices les enfants-trouvés ; dans les villes et les campagnes, les enfants abandonnés ou orphelins ; dans les bras du travailleur pauvre et résigné, un enfant sur les quatre qu'il s'épuise à élever ; partout les disgraciés de la nature, les affligés d'infirmités permanentes, de maladies inspirant autant de dégoût que de pitié ; tous ceux qui, à l'heure du repos et à l'heure du réveil, se demandent avec angoisse s'ils ne sont pas des sujets perpétuels de sacrifice et de souci pour leurs familles éprouvées.

On sait maintenant ce que signifie pour nous la vie monastique, et quels services seraient rendus à la patrie, à l'humanité, à la foi, par les ordres religieux qui viennent de nous occuper.

LES GRANDS municipes seraient complétés par les monastères de quatre d'entre eux ; quatre et non pas six ; puisque la place des frères de la Merci est marquée sur le littoral et dans les régions Sahariennes ; celle de l'Oratoire, dans les centres de population européens les plus considérables de l'Algérie.

Il n'appartient qu'aux dignitaires ; aux assemblées générales de chacun de ces ordres, à la cour de Rome et au Conseil d'État, de dire quels pourraient être les statuts, futures lois de ces grands corps ; mais il est permis de conjecturer ce qui suit :

Les maisons conventuelles dans les municipes seraient composées à peu près ainsi .

Ordre de Malte. — Hommes : Cinq membres du Chapitre, sept Chevaliers, cinq Donnès, six Novices ; en tout vingt-trois. — Femmes : Une Prieure, deux Chanoinesses, deux Sœurs d'obédience, quatre Novices ; en tout neuf.

Ordres de Saint-Jean-de-Dieu et de Saint-Éloi. — Hommes : Sept membres du Chapitre, douze Gradués, six Frères, cinq Convers ; dix Novices ; en tout quarante. — Femmes : Une Abbesse, huit Sœurs, quatre Converses, quatre Novices ; en tout dix-sept.

Pour l'ordre de la Trappe, dans lequel les femmes ne sont pas admises, le nombre des religieux serait de vingt.

Des prêtres seraient membres de tous ces ordres. Les vœux n'y engageraient que pour cinq ans. Personne ne serait reçu à en solenniser avant d'avoir atteint sa vingt-cinquième année. Les époux qui, semblables à ceux des premiers siècles de l'Eglise, voudraient, en même temps et d'un désir égal, s'élever de l'amour humain à l'amour séraphique, continuer leur union au sein de Dieu et non dans le monde, ne seraient pas exclus du bonheur d'en contracter.

Les ordres auraient à la fois un monastère à l'intérieur du municipe, un autre dans les grandes fermes dont nous avons parlé plus haut.

Malte aurait à la ville ses magasins, arsenaux de paix, ses auberge et hospice traditionnels. Auprès des premiers serait le pavillon des Chevaliers, Donnès et Novices. Dans les derniers serait installé le Collège des femmes. Le service de l'hôpital, les honneurs de l'hôtel, seraient son affaire exclusive. Les Dames de l'ordre ne verraient les Chevaliers qu'à la chapelle, dans les assemblées générales, au chevet des malades, auprès du fauteuil des visiteurs de la Commanderie.

A la campagne, où elles ne paraîtraient que lorsqu'il serait interdit aux religieux de s'y rendre, seraient les haras, bergerie, vacherie, porcherie ; les parcs, vergers, vignes,

jardins et herbages. A l'extrémité de la banlieue se trouveraient les bois, dont la création, la garde et l'aménagement seraient un des modes d'activité de l'ordre.

Saint-Jean-de-Dieu et Saint-Éloi auraient leurs maisons d'hommes dans les grandes fermes; leurs maisons de femmes dans l'intérieur des municipales; et l'indépendance des unes, relativement aux autres, serait absolue.

La Trappe aurait, dans les mêmes lieux, deux monastères parfaitement semblables et sans liens entr'eux.

Les laïques seraient nombreux dans ces établissements divers. On compterait vingt hommes de service dans la Commanderie, et quarante-huit dans la grande ferme de Malte; quarante condamnés dans la grande ferme de Saint-Jean-de-Dieu, quarante condamnées dans son monastère à la ville; quarante-huit enfants mâles dans la grande ferme de Saint-Éloi, autant de petites filles dans son monastère à l'intérieur du municipale; vingt réclusionnaires cultivateurs dans la grande ferme de la Trappe; vingt réclusionnaires ouvriers dans sa maison à la ville.

Les femmes condamnées, soit pour crime, soit pour délit, seraient toutes remises aux dames de Saint-Jean-de-Dieu, non-seulement à cause de l'organisation particulière à la Trappe, mais parce que le nombre des femmes frappées par la justice est assez inférieur à celui des hommes pour qu'un seul ordre suffise à les recueillir et à les moraliser. Elles ne seront ni réunies, ni soumises au même régime. La flétrissure crée des inégalités dont les conséquences sont déterminées avec moins de peine que celles qui ont pour principe nos qualités et nos mérites.

La réforme pénitentiaire qui consiera les condamnés européens catholiques à la garde des associations religieuses, sera plus féconde encore que celle dont les condamnés indigènes sont appelés à recueillir les bénéfices.

Or, que infiniment préférable à l'état de choses qu'il remplaçait, le régime actuel de claustration pénale a incom-

plètement résolu la question du travail dans la géôle ; et s'est montré impuissant à épurer les cœurs ; au fond desquels il avait à réveiller le sens moral.

Nous lui substituerions un ordre d'idées et de faits tout entier.

La réforme pénitentiaire de la Restauration et celle de la monarchie de Juillet ont échoué, et c'était justice, parce qu'elles refusaient, l'une et l'autre, la jouissance de douceurs légitimes, la satisfaction de besoins naturels, à des individualités que le vice avait surexcitées avant que la captivité les aigrit.

L'homme et la femme qui entraient, sous leur empire, dans les maisons centrales ou cellulaires, n'ayant su rien refuser à leurs passions, au temps où ils étaient libres, y sentaient eux-mêmes leur perversité croître par le seul effet des privations cruelles auxquelles personne ne compatissait, accessoire innommé, négligé, de la peine justement subie.

Si cet homme ou cette femme étaient engagés dans les liens du mariage, une épouse, un mari demeurait au loin dans l'isolement, oublieux quand il ne devenait pas hostile ; et quand l'heure de la vie commune venait à sonner de nouveau, les scandales se découvraient, les antipathies éclataient, les ressentiments succédaient aux dédains, trop souvent les vengeances épouvantaient ceux qui n'avaient su ni prévoir ni empêcher.

Pour que le but soit atteint, il faut qu'un condamné se marie avant de mettre le pied dans le lieu où sa peine sera subie ; et s'il est marié, que son conjoint se place en présence du terrible seuil, à la même heure et pour le même temps que lui, non pas pour s'imposer une captivité volontaire, non pas pour prendre une part dans la déchéance à l'abri de laquelle il est mis par la générosité de nos lois et de nos mœurs, mais parce qu'il est la moitié d'un corps dont la vie se retirerait s'il était séparé en deux ; parce qu'il est de son

honneur et de son devoir de ne pas sortir du cercle tracé autour de lui par le mariage chrétien ; parce que rien ne peut relever de l'engagement qu'on contracte quand on prononce et qu'on écoute les grandes paroles que gravent dans toutes les consciences et dans toutes les mémoires le ministre de la loi et le ministre de la religion.

La famille ne périt que dans la mort, et son lien ne peut se relâcher que dans la mesure déterminée par le juge. Une condamnation frappant l'un des deux époux, crée pour tous les deux la situation la plus imprévue, la plus anormale, la plus intolérable. Ne pouvant pas être modifiée dans son principe, celle-ci doit l'être dans ses caractères.

L'intérêt social est toujours en souffrance quand la vie de famille s'altère ; la considération des personnes toujours compromise, quand le devoir qui ne cesse pas d'être obligatoire, cesse d'être rempli. La doctrine exposée par nous mérite donc qu'une place lui soit faite dans les institutions de l'Algérie.

L'intimidation exercée par un système répressif, est un des éléments d'appréciation par lequel on est le moins trompé. Quelle intimidation aura autant de puissance que cette règle : la faute commise sera expiée auprès de ceux qu'on doit aimer, de ceux par lesquels on veut être aimé, de ceux dont cependant on a détruit le repos, défloré la vie, qu'on a sacrifiés sans pitié quand on s'est rendu coupable ?

Cette puissance est telle que jamais une femme, une mère, n'acceptera la responsabilité d'une complète perturbation dans la vie de tous les siens, et que le mari qui n'aurait pas reculé devant elle, ne pourrait pas être ramené au bien sans la présence et les soins de ceux que la nature et la société ont rivés à lui.

Il n'y a pas de milieu acceptable entre ces deux termes : ou le mariage doit être dissous à cause de l'indignité constatée, irrémédiable autant qu'irrémissible ; ou il doit continuer à produire tous ses effets civils et naturels. Puisqu'on

est d'accord pour ne pas admettre le premier membre de l'alternative, comment ne le serait-on pas pour se résigner à dire du second qu'il exprime le vrai et le juste, disons mieux, le rationnel et le fatal ?

La femme, blessée dans ses affections, atteinte dans l'honneur du nom qu'elle porte, n'hésitera pas une minute à accepter un changement de lieu, de condition, d'habitudes; comment, pourquoi l'homme serait-il protégé par son égoïsme à lui, par nos préjugés à nous, contre les suites de l'acte à la perpétration duquel, on le sait bien, il est rarement étranger ?

Tout est égal entre deux époux, sauf la suprématie qui, de droit divin, appartient à l'homme. Cette suprématie, on veut qu'elle demeure entière après comme avant le crime ou le délit dont le chef de la communauté porte la peine. La soumission de l'homme à la loi du mariage : la prolongation de la vie à deux, ne peut donc ni logiquement, ni humainement, être chose mauvaise ou regrettable, quand le coupable est la femme.

Tout ce qu'il est possible d'objecter, nous nous le sommes opposé, et il nous semble certain que la fortune des époux, le sort des enfants qui en sont nés, le relief des uns et des autres, souffriraient moins en Afrique du régime nouveau qu'ils ne souffrent de la pratique des usages contraires; et la seule concession que nous ayons à faire à cet égard, c'est que s'il s'agissait de la France, et non de l'Algérie, si les ordres n'étaient pas relevés, si leurs maisons ne devenaient pas la terre promise de tous ceux qui ont besoin d'espérer, nos conclusions seraient autres sur quelques points.

Le condamné célibataire contracterait mariage, soit avec une personne plus honnête que lui, union qui le relèverait à ses propres yeux, le placerait dès le commencement de l'expiation, sur la voie du repentir et de la réhabilitation; soit avec une personne rachetant ainsi le malheur d'être demeurée ou d'être descendue à son niveau par le crime ou par la débauche.

Ces choix réciproques, quelque étranges qu'ils puissent paraître du point de vue ordinaire pour nos théoriciens, ne ressembleront jamais en Algérie à des fautes nouvelles. Là existe une admirable maison de préservées et de repenties ; de victimes du sort ou d'imprudences gratuites. Les religieuses du Bon-Pasteur d'El Biar qui, chaque jour, disposent ces infortunées à rentrer, pour y bien vivre, dans le monde dont elles n'avaient connu que les périls et les fanges, continueront leur œuvre en réalisant notre propre pensée ; et avec leur concours, le succès ne saurait être un seul moment douteux.

Ces unions entre condamnés ou entre un condamné et une femme déclassée, apporteraient avec elles consolations et espérances. Elles auraient un caractère particulier de gravité et de douceur. Elles feraient vite comprendre ce qui a été perdu, ce qui est à reconquérir. Elles entretiendraient l'esprit de patience et de paix, bon génie des prisonniers.

Les maisons conventuelles dans lesquelles seraient placés, suivant leur sexe, ceux ou l'un de ceux qui les auraient contractées, s'ouvriraient une fois la semaine, pour les rendre et les laisser pendant trente-six heures l'un à l'autre, et l'aménagement des lieux répondrait à toutes les exigences de la dignité extérieure. Les religieux qui ont renoncé à toutes les jouissances dont la possession tente les hommes, jusqu'à leur faire oublier repos et bienséances, intérêts et principes, n'en seraient pas plus émus que ne le sont aujourd'hui les ecclésiastiques dépositaires des secrets de nos faiblesses, témoins involontaires de nos tristes plaisirs. Les saintes filles qui n'acceptent de la vie humaine que les épines dont le plus grand nombre évite d'aiguillon, n'en seraient que mieux inspirées dans l'art si difficile de consoler en purifiant ; et le Français qui rit de tout, et volontiers des choses de cœur, s'inclinerait avec respect sur le passage de l'épouse, fidèle quand même, prodiguant au mari frappé par la justice des hommes, l'assistance et le dévouement

promis aux jours de la jeunesse confiante et de l'amour vertueux.

Des enfants naîtront à la lueur de cette sombre étoile. Toujours tendue à l'avance, la main de la Religion les recueillera, et elle leur réserve mieux que n'avait assuré à ses pupilles le prêtre-ange, saint Vincent-de-Paul, plus grand dans notre Algérie que dans le reste de la chrétienté; car c'est là que sa charité s'est chargée des fers qui, depuis la conquête, n'y pèsent sur personne.

Un ordre de pieuses filles vit à peu près inconnu dans un des diocèses de France où la foi est demeurée douce et vive: c'est celui des Dames de Saint-Joseph-la-Providence. Il a sa maison mère à Limoges. Qu'on fasse un signe, qu'on dise un mot, et l'asile où les familles des condamnés européens trouveront, dans des conditions inespérées pour elles, la satisfaction de tous les besoins d'une vie désanchantée, l'aura pour directeur et économ. Trois de ces religieuses suffiront, dans chaque municipe, à la noble tâche; et les indigènes auront à comparer encore la tenue de ce refuge avec celle de l'établissement du même genre, particulier à leurs co-religionnaires.

Dieu donne donc à la terre deux fois française tous ces hôtes nouveaux; ils y seront les bienvenus, et leur agglomération lui sera aussi utile que son ciel leur sera clément.

Il nous est possible maintenant de dresser le relevé général des âmes et des conteneances dont l'ensemble constituerait un grand municipe.

Nous avons compté, dans le grand et le petit état-major, dix-neuf officiers ou employés militaires; dans les cadres civils, quinze ministres des deux cultes, et vingt fonctionnaires ou employés, européens et indigènes. Vingt gagistes ou chaouchs seront attachés aux uns ou aux autres. L'arme des Zouaves et des tirailleurs donne cent quarante hommes: celle des Berranis, soixante-huit; celle des artilleurs, trente-deux. Nous avons cent vingt artisans, quinze pompiers,

douze artistes ou marchands, cent soixante condamnés européens et indigènes de l'un ou de l'autre sexe, et quatre-vingt-seize orphelins. Nous savons que le nombre des religieux est de cent quarante-trois pour les hommes, de quarante-trois pour les femmes. Aux soixante-huit laïques des deux maisons de Malte dont nous avons parlé, il y a lieu d'ajouter douze soldats pour la garde du commandeur. Le personnel des maisons d'hommes de St-Jean-de-Dieu et de la Trappe sera grossi, à son tour, de six gardiens des prisonniers, commissionnés et rétribués par l'État. Au pénitencier indigène deux Français seront attachés au même titre. On arrive donc, en évaluant à cent personnes les membres des familles qui seront admises à se presser autour des condamnés européens ou indigènes, à une population connue de mille quatre-vingt-onze individus. Les familles des fonctionnaires, employés, habitants civils et militaires du municipe, et les individus qui ultérieurement viendraient s'établir auprès d'elles, dépasseront le nombre normal de quinze cents individus, coté par nous au début de cet exposé, plutôt qu'ils ne demeureront au-dessous de lui.

L'enceinte du municipe comprendrait deux cent vingt-cinq hectares ; ses blockaus, chemins de ceinture, chaussées et boulevards, en représenteraient vingt-quatre et demi ; les quatre périmètres, cent vingt ; les quatre grandes fermes, cent quatre-vingts ; les concessions dans la banlieue, dix-huit cent quatre-vingt-dix et demi ; les bois de Malte, cent ; le terrain réservé pour le parcours, cent soixante. Total : deux mille sept cents.

Enfin, demeureraient disponibles, dans l'intérieur du municipe, soixante-seize hectares, qui permettraient à l'administration d'accorder successivement cent cinquante-deux concessions urbaines.

Faisons maintenant connaître les petits municipes et les différences existant entre eux et les futurs bureaux arabes.

Les petits municipes comprendront : 1° le personnel ac-

tuel de nos bureaux arabes ; 2^e deux compagnies de Berranis, dotées de soixante-quatre concessions ; 3^e un monastère de Maïte et un de la Merci, y compris leurs grandes fermes ; 4^e un douair ; 5^e un marché ; 6^e des bois ; 7^e des terres de parcours. Leur population civile sera composée des étrangers réunis par l'ordre de la Merci, et leur force militaire, en infanterie, sera représentée par la garde du commandeur. Celle-ci sera de cinquante hommes, partout où la France n'entretiendra pas de troupes de cette arme.

Les petits municipes seront préférables aux grands dans les parties méridionales du Sahara, et sur les autres points de notre territoire où, pour un motif quelconque, les Européens nous manqueraient.

Les simples bureaux arabes dont il nous reste à parler, seront, au contraire, particulièrement utiles dans les localités où nous n'avons ni pression à exercer, ni exemples à multiplier, et où les influences atmosphériques sont les plus bénignes.

Ils se composeront du personnel actuel de nos bureaux arabes, n'auront pas d'établissements de Berranis, et seront complétés par les monastères de Saint-Éloi, spécialement affectés aux malheureux autres que les orphelins ; par les monastères de la Merci, ouverts aux Irlandais et aux autres émigrations du Nord, ou aux condamnés libérés.

Ceux de Saint-Éloi seront aussi de deux espèces : l'une ne contiendra que les aveugles et les sourds-muets, les infirmes et les disgraciés ; l'autre, les incurables et idiots, les vénériens, les épileptiques et les fous.

L'ALGERIE ne possède aujourd'hui que trente-trois bureaux. Tous sont établis dans le Tell. Les seuls qu'elle possède sur la lisière de celui-ci ont pour sièges Sebden, Salda, Tiaret, Teniet-el-Haad, Boghar, Bousada, Batma et Biskara. On se rappelle les indications que nous avons données sur les points divers où nous a paru désirable la fondation de centres nouveaux.

Pour arriver au nombre normal de cent, ou de quatre par subdivision, soixante-sept organisations seraient nécessaires. Par deux motifs, le Gouvernement n'y procéderait pas instantanément : l'urgence n'existe pas pour elles toutes. Les ressources financières dont il peut disposer, ne lui permettent rien de pareil. Il jouirait des avantages qui lui manquent, qu'il n'aurait pas à user de sa liberté d'action sur une échelle aussi large. Jamais un municipale, grand ou petit, ne sera installé dans un chef-lieu ancien ou nouveau de subdivision. Le nombre effrayant s'abaisse donc tout d'abord jusqu'à celui de cinquante-cinq.

Comme tout ne peut pas se faire à la fois, il y a une préférence à donner aux lieux sur lesquels l'effort serait le moindre et le bien le plus grand ; et nous en avons compté quarante-deux.

Quarante-deux grands municipales pourraient donc être répartis, savoir : trois dans la province d'Oran, un dans la subdivision de Dellys, un dans celle d'Iloula, quinze dans la province de Titteri, autant dans celle de Sétif, un dans la subdivision de Collo, trois dans celle de Mdaourouch, autant dans celle de Tébessa.

Ces indications se justifient toutes seules. Où des essais doivent-ils être profitables, si ce n'est dans la Kabylie, à l'est et à l'ouest de Bougie ? sur les frontières du Maroc et de Tunis ? dans les deux provinces nouvelles ? sur le théâtre des campagnes qui viennent de finir, des représailles que nous avons eu à exercer, des troubles suscités par l'ambition ou les intrigues de quelques chefs ?

On trouvera cependant que c'est trop encore, et nous céderons de nouveau. Composer avec le présent, ce n'est pas renoncer au bénéfice de l'avenir. Ce qui se trouvera insuffisant comme réseau, aura son immense valeur à un autre titre. Cotons donc le nombre de vingt pour les grands municipales, celui de vingt-deux pour les petits. Que les uns et les autres sortent de terre dans un ordre qui permette à la

France de se rapprocher de plus en plus : en Kabylie, de la lisière du Tell ; au Désert, des grandes villes du sud, et dans cette dernière région, à l'aide de lignes convergeant de l'est et de l'ouest ; nous ne regretterons rien.

Réduite à ces termes, la question d'argent de principale devient secondaire ; nous n'en avons pas moins à montrer que les charges du trésor seraient infiniment moins lourdes pour les soixante-sept municipes eux-mêmes, que celles devant lesquelles on n'a pas reculé lorsqu'on a voulu fonder les colonies de 1848 et de 1849.

Qu'on veuille bien y prendre garde : en Kabylie les matériaux de construction abondent. Au Désert, on bâtit avec le pisé et la brique, quoique la pierre n'y soit pas rare. Presque partout les surfaces seront planes ou dégagées de palmitos ; les eaux à une petite profondeur. Quand celles-ci ne seront pas jaillissantes, elles n'exigeront à peu près aucun travail d'art ou de conduite. Les frais de main-d'œuvre seront relativement très-faibles.

Les monastères et les fermes en dépendant s'élèveront sans que l'Etat ait à y pourvoir.

Les condamnés militaires, les compagnies de discipline fourniront, dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour, les travailleurs qu'on leur a empruntés déjà. La métropole ne perdra rien, et nous gagnerons beaucoup à ce que toutes les forces de cette nature soient concentrées en Algérie.

Nous ne parlerons pas des libérés français et des émigrés étrangers, qu'on trouvera plus tard autour des Pères de la Merci ; mais nous pouvons regarder comme acquis les bras des Européens et indigènes condamnés en Algérie, à l'égard desquels il est si facile de prendre des mesures transitoires.

Les Berranis, qui approprieront eux-mêmes les immeubles formant leurs concessions ; les futurs tirailleurs et Zouaves, une partie des ouvriers miliciens et les pompiers, peuvent être, et par conséquent seront immatriculés assez tôt pour participer : les uns moyennant salaire, les autres

avec une solde anticipée, aux travaux dont la durée sera de deux années au moins.

Ce n'est donc pas une illusion : les municipes seront créés avec plus de facilité et d'économie qu'on ne le croira communément ; et quand nous nous tromperions à cet égard, quand il serait vrai que quarante-deux municipes, étalant à la fois leurs chantiers au soleil, sont une de ces entreprises devant lesquelles un gouvernement hésite, nous dirions encore : semez de nouveau, puisque vous avez peu recueilli ; comprenez et hâtez-vous. Voir les choses telles qu'elles sont, doit être un stimulant à les vouloir telles qu'elles peuvent être.

Est-ce que ce n'est pas un malheur public, que la persuasion dans laquelle est la France, que l'Algérie est insatiable, et que les plus amères déceptions seront l'unique prix de tous les sacrifices dont cette dernière est l'objet ? Le fait triomphant peut seul la guérir de cette cécité morale. Laissons donc à l'écart le rendement annuel et de l'impôt arabe et des taxes locales et des produits divers, et calculons ce que le trésor peut demander à l'Algérie quand il le jugera opportun.

Le vœu d'une assimilation complète de la colonie à la métropole, vœu si indiscret, si peu réfléchi, a exercé sur l'opinion une influence regrettable. L'assimilation, à la condition que les fonctionnaires de l'Algérie continuent à recevoir des traitements fort élevés ; à la condition que l'armée soit réputée en état de guerre quand elle ne se bat pas ; à la condition que l'Européen ne paie aucun impôt, tandis que le citoyen français donne à l'État le huitième ou le cinquième de son revenu foncier ; c'est à faire sourire, en effet, ou à provoquer de sévères récriminations. Aussi un publiciste éminent a-t-il attaché son nom à cette incroyable hyperbole : « L'État dit à Jacques Bonhomme : Je te prends cent » sous pour bâtir une chaumière en Algérie, sauf à te prendre cent sous de plus, tous les ans, pour y entretenir un

» colon, et autres cent sous pour entretenir un soldat qui
 » garde le colon, et autres cent sous pour y entretenir un
 » général qui garde le soldat. » Que Jacques Bonhomme se
 rassure, les nuages ne tarderont pas à se dissiper. On n'agit
 bien que quand on sait, et en agissant on apprend encore.
 La France a connu tard ce qu'il lui fallait étudier tout d'a-
 bord : l'indigène ; mais elle commence à se rendre compte
 des rapports qui avaient existé entre ce dernier et ses anciens
 maîtres en matière d'impôt.

Le Maure et l'Israélite, l'homme de la plaine et celui du
 désert, ont autant d'expérience et de résignation que les
 peuples les plus accablés par les charges publiques. La
 métropole se gardera d'en abuser ; mais elle mettra fin
 à une générosité mal entendue. Ceux que nous avons crû
 ménager n'ont pas payé un boudjou de moins qu'avant
 la conquête ; et les grands chefs d'hier, si peu semblables à
 ceux d'aujourd'hui, se sont enrichis de nos portes volon-
 taires.

Le Français et l'Européen acquittent la patente pour tout
 impôt direct. Cote personnelle, cote foncière, portes et fe-
 nêtres, mobilier, toutes les charges, si onéreuses sur le
 continent, leur sont inconnues.

Le jour où le pouvoir dira : Les indigènes sont soumis
 à l'impôt, il est juste que les colons acquittent l'impôt,
 les honnêtes gens répondront : Nous sommes prêts à nous
 faire cette application du principe de l'égalité devant la loi.
 Le jour où le pouvoir dira : Les propriétés que j'ai concé-
 dées gratuitement ou à charge de reute jouissent d'immu-
 nités trop grandes depuis que les annuités qui les grèvent
 ont été à plusieurs reprises amoindries ; ce jour-là, la pro-
 priété sortira d'un état jugé précaire par ceux même que cet
 état favorise. Ce jour-là, le cours des ventes se relèvera ; les
 capitaux, au lieu de se refuser par peur de l'inconnu, se
 confieront à la terre. Ce jour-là, tout le monde reconnaîtra
 que le privilège vaut moins que le droit commun.

L'impôt doit être supporté par chacun dans la proportion de sa fortune. Quand il est progressif, son véritable nom est confiscation ; quand il est somptuaire, il s'appelle entrave et mécompte. En Algérie, comme dans toute colonie, l'impôt doit être inférieur de beaucoup à celui qui pèse sur la mère patrie, être réparti avec l'intelligence et modération, être élevé avec circonspection et lenteur à son plus haut rendement.

L'achour représenté le dixième des produits du sol ; ce dixième est évalué par notre fisc à 2 fr. 50 cent. pour chaque hectare de terre en culture. Nous acceptons cette base.

La superficie du Tell est de 13,800,000 hectares, sur lesquels 1,500,000 sont labourés par les tribus indigènes qui ne sont pas Kabyles. La France ne voudra pas croire à la réalité de différences aussi monstrueuses ; en Algérie, l'évaluation des terres cultivées, que nous hasardons après n'avoir rien négligé pour arriver à croire en elle, paraîtra plutôt large que faible. Nous laissons en dehors d'elle les terres que couvrent les cultures des Kabyles, tout renseignement officiel manquant sur ces dernières. Les 1,500,000 hectares produiraient un achour de 3,750,000 francs.

Le surplus du territoire du Tell présente une contenance de 12,300,000 hectares, et nous avons à défalquer de celle-ci les 1,675,824 hectares sur lesquels s'étendent les forêts et les propriétés domaniales, les propriétés européennes et les *melk* indigènes.

Les 10,624,176 restants sont passibles de l'impôt appelé l'hokor. Ce mot signifie loyer de la terre.

Liquidé sur le pied de 25 cent. par hectare, l'hokor rendrait pour cette partie de l'Algérie 2,656,044 fr.

La contenance totale du Sahara est de 25,200,000 hectares, et nous ne distinguons pas entre les cultures et les terres de parcours qui entrent dans sa formation. Celles-ci sont immenses, celles-là fort restreintes, mais remarquable-

ment productives. Assis sur le territoire entier, l'hokor donnerait 6,300,000 fr.

Le zekket est l'impôt qui frappe les troupeaux et les animaux domestiques. Généralement il se perçoit en nature, et ses bases sont : un bœuf sur trente, un mouton sur cent, un chameau sur quarante. Nous ne réclamons pas, mais il y a lieu d'ajouter un cheval sur cinquante, un mulet sur soixante, une chèvre sur quatre-vingts, un âne sur quatre-vingt-dix, et de régler que les mots bœuf et mouton signifient bœuf, taureau ou vache, bélier ou brebis.

Les quantités d'animaux possédés actuellement par les indigènes non Kabyles semblent pouvoir être évalués au minimum à :

1,084,438	bœufs, vaches ou taureaux.
7,947,678	moutons ou brebis.
948,570	chèvres.
221,102	chevaux ou juments.
152,820	mulets.
559,294	chameaux.
2,000,000	d'ânes.
12,913,902	au total.

Supputé sur ces minimums, le zekket produirait donc :

36,147	bœufs, vaches ou taureaux.
79,476	béliers ou brebis.
9,485	chèvres.
4,422	chevaux ou juments.
2,547	mulets.
13,982	chameaux.
22,222	ânes.
168,281	têtes au total.

A tous égards, il est mieux de lever cet impôt en nature, que de le percevoir en numéraire ; mais pour donner les moyens d'apprécier l'importance de ses produits, nous

allons coter la valeur moyenne des têtes d'animaux dont il nous mettrait en possession.

Sur le pied de 100 fr., les bêtes à cornes	
donnent.	3,614,700
De 7 fr., les bœliers et brebis.	556,332
De 6 fr., les chèvres.	56,910
De 300 fr., les chevaux.	1,326,600
De 120 fr., les mulets.	305,640
De 160 fr., les chameaux.	2,237,120
De 40 fr., les ânes.	888,880
Tous ensemble, la somme de.	8,986,182

Indépendamment de l'incertitude qui résulte toujours des calculs par la moyenne, et des variations étranges du cours de ces animaux suivant les localités et les saisons, l'intérêt du contribuable, plus respectable encore que celui du trésor, veut que nous réalisions le zekket en nature, et rien ne nous sera plus profitable que cette équité.

L'EUSSA est une espèce de patente ; il est perçu en raison des marchés que les gens du Sahara vont périodiquement tenir dans le Tell. Tout indigène est trafiquant ; cet impôt doit donc peser sur les habitants du nord, qui font le commerce des produits agricoles, des matières premières fournies par le sol, des objets manufacturés par eux ; aussi-bien que sur ceux du Désert, qui se livrent au commerce du bétail, de la laine, des dattes, et de tous les objets créés par leur industrie ou tirés de l'Afrique centrale.

Payé par les hommes seulement, et il ne peut raisonnablement atteindre que cette partie de la population, il pèserait sur 750,000 individus environ, et liquidé à six francs, il rendrait 4,500,000 fr.

La *lezma* est un impôt sans quotité fixe ; il est perçu discrétionnairement sur les tribus dont l'organisation n'est pas complète, ou que nous croyons avoir intérêt à ménager :

Il semble naturel de la convertir en une cote personnelle égale à l'eussa ; elle produirait donc 4,500,000 fr.

Avant la conquête, il n'existait de maisons que dans les villes du Tell, les Kzour du petit Désert, sur la surface de la Kabylie, et sur quelques domaines affectonnés par l'aristocratie musulmane ou les consuls. Aujourd'hui les indigènes en construisent sous notre impulsion jusque dans le cœur du Sahara. Gardons-nous bien de ralentir un mouvement inespéré par des exigences fiscales ; donnons, au contraire, la tente pour base à l'impôt qu'il est rationnel d'appliquer aux habitations ; encourageons à bâtir, en décidant que la tente et la maison, le *gourbi* et le palais, sont des unités égales devant le fisc, et liquidons cet impôt à 6 fr. par habitation de toute nature ; 500,000 à peu près se dressent sur nos possessions ; cet impôt donnerait donc 3,000,000.

L'équivalent de notre cote mobilière consiste au Désert dans la contribution de 40 centimes qui frappe chaque pied de palmier ; nous maintenons cet impôt ; mais comme le nombre des dattiers du Sahara est inconnu, nous ne pouvons liquider son produit que sur une base essentiellement provisoire. Perçu sur un million de dattiers, il rendrait 400,000 fr.

Les tribus sédentaires ou nomades du nord ou du sud, peuvent donc payer, aux divers titres que nous venons de mentionner, un impôt total de 34,092,226 fr.

Réparti sur 3,000,000 de têtes, cette masse donne la cote moyenne de 11 fr. 36 c., plus une fraction répartie entre les 750,000 indigènes mâles, seuls appelés à la payer, elle donne une cote moyenne d'un peu plus de 45 fr. ; il est donc bien certain qu'aucune exagération ne peut nous être reprochée, qu'aucune difficulté de perception ne saurait être redoutée.

Pour que tout le monde en soit bien convaincu, il nous suffira de faire ressortir les différences existantes entre les

bases que nous venons d'établir et l'état actuel des choses. On pourrait continuer de percevoir l'achour sur le pied de 25 fr. pour la *Djebba* comme pour la *Zouidja*, c'est-à-dire pour l'unité de 8 hectares, comme pour celle de 10; tandis qu'il sera demandé par hectare) et non pas par série d'hectares. Un dégrèvement considérable sera, dans la province de Constantine, le résultat de cette réforme.

L'hokor remplace dans cette même province le zekket, et il y est liquidé, toujours par *djebba*, à 25 fr. payés en numéraire. La mise en vigueur du nouveau tarif y favorisera donc le contribuable à ce point qu'il, grevé d'un impôt nouveau, l'hokor, il aura moins à payer qu'il ne paie aujourd'hui.

Partout, en Algérie, une somme de 5 fr. est ajoutée au principal de 50 fr. dû au fisc, et elle est acquise aux collecteurs indigènes; cette taxe ne sera plus perçue, et sa suppression disposera d'autant mieux à accepter les impôts de création nouvelle.

L'eussa, substituée aux perceptions essentiellement vexatoires et d'une inégalité révoltante, faites dans chaque tribu sur son marché à son profit, sera un véritable soulagement pour les indigènes, auxquels elle ouvrira tous les marchés français et tous les marchés arabes à la fois.

Un livret, dont ils seront munis par les bureaux arabes, constatera leur libération, leur servira de passeport et de carte de sûreté, sera pour nous un mode de recensement et une garantie en cas de crime ou de délit.

La lezma sera la même pour tous ceux qui acceptent une même condition, et l'arbitraire cessera d'en régler le taux.

Occupons-nous maintenant des terres et troupeaux possédés à titre particulier par des Arabes.

On dit que ces *metk* couvrent une surface de 131,655 hectares. Comme toutes les évaluations précédentes, celle-ci est trop faible; nous l'acceptons sans la discuter.

Cette contenance totale donnerait à peu près un achour de 79.137 fr., un hokor de 25,000 fr., un zekket de 500,000 fr.; au total 604,137 fr.

Nous ne voulons pas distinguer les maisons que les indigènes ont construites autrefois de celles qui seront par eux édifiées à l'avenir; le même tarif les embrassera toutes; mais les indigènes habitant les villes doivent supporter l'impôt locatif dont nous ne tarderons pas à parler, comme s'ils étaient des Européens. Dans les villes du Tell, les seules où celui-ci puisse quant à présent recevoir son application, leur nombre est de 84,000. Conformément aux bases qui tout à l'heure seront fixées, cette perception produirait 840,000 fr. Nous ne coterons cependant que la moitié de cette somme. Les Musulmans établis dans les grands centres sont les uns fort riches, et ils occupent presque tous, avec un nombreux domestique, des demeures fastueuses; les autres sont pauvres, et ils se passent assez volontiers de logements fixes. Ces diversités dans les conditions et les habitudes, peuvent entraîner des non-valeurs considérables dont nous avons à tenir compte.

L'impôt à la charge des tribus étant liquidé à 34,092,226; celui qui porterait sur les melk étant de 604,137 fr.; celui qui aurait pour base les locations étant de 420,000 francs; l'impôt arabe représente, dans son intégralité, un produit annuel de 35,516,363 fr.

Qu'on se récrie autant qu'on y prendra plaisir; qu'on dise et qu'on répète: ces nombres sont bien gros; ils heurtent toutes les idées reçues. Il n'en demeure pas moins certain que l'achour sera, dans beaucoup de lieux, perçu avec plus d'équité qu'il ne l'est aujourd'hui; que le hokor sera sensiblement abaissé partout; que la peréquation de l'impôt sera effectuée à l'aide de l'abaissement des cotes les plus élevées au niveau des cotes les moins fortes; que les nouveaux tarifs rendront impossible toute concussion aux forts et aux prédateurs; que l'impôt sur les habitations, le seul qui

soit inconnu des indigènes, est précisément celui qui les chargerait le moins; que la lezma unitaire sera par eux acceptée comme un bienfait, et que le zekket placera sous notre main les têtes de bétail, dont une partie sera mise en cheptel dans les propriétés européennes; dans les melk et dans les *Belad* dont nous aurons bientôt à parler; une autre, vendue sur les marchés des municipes; une autre, employée en primes distribuées à nos colons; une autre, placée dans les grandes fermes des monastères; une autre, affectée aux équipages et aux transports des bureaux arabes; une autre, à la remonte de notre cavalerie.

Abordons l'impôt européen.

On ne peut pas s'éloigner beaucoup du vrai, en estimant que cinquante-quatre mille individus seraient passibles, en 1853, sur le territoire algérien, de la cote personnelle.

Ce rôle produirait donc 324,000 fr.

L'achour porterait sur les 458,585 hectares représentant les immeubles acquis directement des indigènes, les terres concédées par l'État, les territoires des premiers centres de population, les territoires affectés aux colonies agricoles de 1848 et de 1849, et par conséquent il produirait 1,146,462 fr., s'il devait être perçu à l'avenir comme il le serait aujourd'hui; mais il serait déraisonnable d'appliquer exclusivement l'achour à des exploitations qui contiennent nécessairement des terres de parcours. Il semble donc juste de grever de l'achour une moitié de cette contenance seulement, et de hokor l'autre moitié. Calculé sur ces données, l'achour serait de 573,230 fr. et le hokor de 57,323 fr.

Le zekket porterait sur plus de 200,000 têtes de bétail; mais l'acquittement de cet impôt, même en numéraire, serait pour nos colons une charge sans raison d'être.

Nous n'avons pas hésité à affranchir les indigènes de l'impôt proportionnel sur les propriétés bâties. Il nous semble équitable d'affranchir les Européens de l'impôt du zekket;

La patente et la licence sont l'œuvre des Européens; leur dernier produit connu s'est élevé à 349,847 francs. Nous retenons cette somme quoique, depuis 1849, elle se soit certainement accrue.

L'impôt sur les habitations ne peut pas être le même pour les Arabes et les Européens. Nous proposons le système suivant en ce qui touche les derniers. Il ne laisse pas subsister le rôle des portes et fenêtres, si justement critiqué.

Toute habitation est envisagée par le fisc sous deux rapports différents : la propriété, l'usage. Le maître d'une maison doit un impôt; le tiers qui y loge à ses côtés ou qui l'y remplace, en doit un autre. Tous les deux pèsent trop lourdement en France sur ceux qui ont à les acquitter. Le contribuable algérien a d'incontestables droits aux plus grands ménagements. Le haut prix des capitaux qu'il emploie, les chances que lui font courir les entreprises dans lesquelles il se jette, lui créent une situation difficile et intéressante. Si sa construction lui a coûté 10,000 fr., il a échangé un revenu certain de mille francs contre des produits éventuels. La location sur laquelle il compte, lui rendra le double, peut-être de la rente à laquelle il a renoncé. Tant mieux mille fois; mais le trésor n'a pas à en tirer avantage pour rendre l'impôt plus productif. Un impôt dont le tarif n'est pas modéré ne contribue pas à l'accroissement de la fortune publique. Voyons dans les mille francs, ancienne rente du capital transformé; le formage annuel de l'immeuble créé, et attribuons-en le vingtième à l'Etat. L'impôt foncier sera donc de cinquante francs pour un revenu de mille francs, et ce tarif s'appliquera dans les campagnes aussi bien que dans les villes.

Il est superflu de le dire : tous les bâtiments accessoires des maisons, se confondront avec celles-ci dans une même unité imposable, et dans les calculs de prix de revient, il ne sera tenu aucun compte de la valeur du sol.

Que produira cet impôt? Personne ne le sait. Il n'existe

aucun relevé officiel du nombre total des maisons existantes en Algérie ; c'est incroyable, mais c'est ainsi. Nous coterons, en conséquence de données et de calculs qui nous trompent peut-être, dix-huit mille maisons, comme matière imposable actuelle. Ce nombre est au-dessous de la réalité. Ce qui importe, c'est de ne pas errer en sens contraire.

Si on évalue cette nature de propriétés, en capital, à 210,000,000 fr., en revenus à 21,000,000 fr., le produit de l'impôt foncier sera de 1,050,000 fr.

Nous innovons encore relativement à l'impôt locatif, substitué par nous à l'impôt mobilier, si mal combiné, si mal réparti en France.

C'est un vingtième de la valeur constatée que nous entendons attribuer au trésor ; mais ce vingtième sera celui du prix stipulé dans le bail consenti, et non celui de l'intérêt du capital employé à la construction. Ainsi, le locataire dont le bail s'élèvera à la somme de 500 fr., acquittera un impôt de 25 fr.

Le bail sera produit et affirmé sous serment par les deux intéressés. Quand il sera au-dessous de 120 francs, aucun impôt ne sera dû. Quand une fraude au détriment du fisc sera découverte, une amende égale à la somme qu'elle aura eu pour but de détourner au préjudice du trésor, sera payée en même temps que cette dernière.

Nous admettons que cent trente-deux mille Européens dépensent en Algérie, pour location, 200 fr. en moyenne ; et nous avons amoindri jusqu'à ce point cet élément de calcul, afin de n'avoir rien à déduire, pour faire face aux non-valeurs, sur la masse de 26,400,000 fr. que nous composons à son aide. Le produit de l'impôt locatif sera donc de 1 million 320 mille francs.

Le fisc aurait à se montrer plus exigeant, s'il voulait, comme on le fait en France, assez vainement d'ailleurs, atteindre, par une voie détournée, le revenu du capitaliste. La dissimulation et la ruse sont mal à leur place dans les

pratiques gouvernementales. D'un autre côté, le capital est rare en Algérie, et le fisc n'y a rien à lui demander, soit directement soit indirectement.

Sans nul doute, le capital est partout une propriété possédée et transmise à l'égal de la maison et du champ. Il produit comme eux, sans se dénaturer plus qu'eux. Son corps est facilement saisissable, sa valeur exacte facile à déterminer. Sous quelque point de vue qu'on l'envisage, il est au premier chef une matière imposable; mais puisque nous avons besoin de lui en Algérie, puisque nous avons à l'y attirer, à l'y retenir, ne préparons pas, en ce qui le touche, la réforme qui nous paraîtrait sur le continent aussi honnête qu'utile, et qui y soulèverait moins de critiques passionnées et de répugnances bruyantes, si, au lieu de la qualifier tantôt impôt du capital, tantôt impôt du revenu, on lui attribue sa véritable appellation : impôt mobilier.

Notre travail aboutit donc à demander pour le trésor à la population européenne une ressource totale annuelle de 3,674,400 fr.

Est-ce tout? Non. En 1853, l'État ne retirera pas moins qu'il n'a retiré, en 1849, des branches de revenu suivantes :

Enregistrement, timbre et domaine.	2,136,817 fr.
Forêts	8,016
Douanes et sels.	1,818,255
Contributions indirectes	892,338
Postes	432,357
Produits divers.	3,805,973
Recettes de différentes origines	150,293

Nous ne mentionnons pas les autres sources du revenu de 1849 : les unes seraient, les autres paraîtraient des doubles emplois avec les sommes que nous attendons des tarifs nouveaux.

Est-ce tout encore? Non. Car les produits locaux et municipaux ne sont entrés dans les 9,244,049 fr., total des

sommes que nous venons de relever, que pour un dixième de leur montant, et ces produits ont été, en 1849, de 4,894,552 fr.

Réduit d'un dixième, ce dernier total doit être porté en ligne pour 4,405,097 fr.

L'impôt européen serait donc, dans son intégralité, de 3,674,400 fr. pour les tarifs nouveaux, de 9,244,049 fr. pour les produits empruntés à l'exercice de 1849, de 4,405,097 fr. pour les neuf dixièmes des produits locaux et municipaux réalisés pendant le même exercice; au total de 17,323,546 fr.

35,516,363 fr. d'une part, 17,323,546 fr. de l'autre; voilà donc ce que rendrait l'Algérie, malgré la faiblesse de toutes les évaluations sur lesquelles ont porté nos calculs; malgré la taxe exceptionnelle sur les propriétés bâties des indigènes; malgré la suppression du zekket en ce qui touche les Européens; malgré la substitution du hokor à l'achour dans le Sahara, et l'élimination de la Kabylie de tous nos relevés, celui du hokor excepté.

Ces choses bien comprises, nous invitons les puritains budgétaires à dire de combien de départements français il faudrait cumuler les produits fiscaux, pour retrouver ce total de 52 millions; à dire si le reproche éternel du milliard dévoré en Afrique ne perd pas singulièrement de sa gravité en présence d'un revenu colonial dépassant le revenu de ce milliard tant pleuré; à dire enfin si, en présence de ces 52 millions, il est judicieux, habile et digne, de regarder comme une énormité et un scandale l'allocation de 72 millions faite à l'Algérie par la dernière loi de finances.

A quand la réalisation de ces 52 millions? La demande est nette; la réponse sera précise.

Ce recouvrement s'opérerait dès 1853, sur les points du territoire dont l'organisation est complète, et dans les proportions correspondant à celui-ci, sans même qu'il fût besoin de recourir à des mesures transitoires.

Partout ailleurs, il sera effectué avec une facilité non moins grande, mais au fur et à mesure que seront créés les divers centres nouveaux, sur l'importance desquels tout le monde est éclairé.

Dans la partie du Tell où l'administration coloniale fonctionne d'une manière normale, les rôles des tribus existants seront révisés et complétés par un recensement des propriétés bâties, des tentes, des gourbi. Ces rôles sont confectionnés par nos bureaux arabes avec le concours des chefs indigènes. Il est maintenant facile de les rendre à peu près exacts. Ce travail rectifiera les évaluations insuffisantes ou erronées, et il fixera définitivement les bases sur lesquelles les taxes nouvelles seront perçues. Enfin, il sera réglé que celles-ci seront acquittées, savoir : l'achour et le hokor, en numéraire ; le zekket, en nature ; l'eussa, la lezma et l'impôt des propriétés bâties, en journées de travail d'hommes et d'animaux, quand ce dernier mode de réalisation sera préféré par les indigènes.

Les tribus et les propriétaires de melk qui se libèrent aujourd'hui du zekket en espèces, seront libres de continuer à le faire.

En Kabylie, dans la partie sud-est de la province de Constantine, dans tout le Sahara, on procédera de même, mais plus tard, et en se résignant à se contenter du possible jusqu'au moment que tous nos vœux appellent, car il n'y a pas d'impôt arabe à répartir et à lever, là où les bureaux des cercles n'exercent pas leur action dans toute son étendue.

La réforme qui sera si facilement acceptée par les tribus dont elle ne froisse pas les habitudes, est-elle de nature à soulever, dans les masses européennes, une opposition ardente et durable ? Nous ne saurions le craindre et nous nous en inquiéterions médiocrement.

Celles-ci se composent de colons habitués à vivre du trésor et par le trésor, peu intéressants pour cette cause et pour d'autres ; et de colons, hommes dignes, luttant contre l'usure,

le haut prix de la main d'œuvre, les accidents de toute sorte. Nous honorons la persévérance, nous respectons le malheur des derniers ; mais il s'agit du droit commun et de l'avenir du pays ; les sympathies qu'ils inspirent, et dont ils sont entourés, ne pourraient être, dans aucune hypothèse, un insurmontable obstacle.

L'impôt qui frappera l'Européen sera le plus libéral qu'on puisse concevoir.

Dans la métropole, la propriété bâtie est atteinte par le fisc trois ans après son achèvement ; en Algérie, elle ne le sera que cinq ans après.

Dans la métropole, l'impôt qui grève les campagnes, se liquide par parcelle, et quand le mode d'exploitation d'une surface change, la taxe s'élève ou s'abaisse. En Algérie, le sol possédé par l'Européen sera invariablement classé, pour une moitié, au rôle de l'achour, pour l'autre moitié au rôle de l'hokor, afin que l'immutabilité des tarifs soit un stimulant perpétuel à l'amélioration des cultures, à l'accroissement des produits.

Ce sol ne sera atteint pour la première fois par l'impôt, s'il a été l'objet d'une concession, qu'à partir du délai accordé pour sa mise en rapport ; s'il a été l'objet d'un achat à titre onéreux, que cinq ans après l'accomplissement de la mutation.

Dans les futurs municipes, il en sera autrement : le propriétaire devra l'impôt grevant la terre et l'édifice à partir du moment où commencera pour lui la jouissance d'un immeuble, et cet impôt sera proportionnel, même à l'égard des constructions indigènes.

Là, et partout où ils s'établiront, les ordres seront soumis au droit commun français, relativement à l'impôt de main morte ; au droit commun de la colonie, en ce qui touche la lezma, l'achour et l'hokor ; leurs bois seront frappés par l'hokor. Malte acquittera, en outre, un eussa exceptionnel.

C'est avec ce qu'elle retire aujourd'hui, et avec ce qu'elle

retirera plus ou moins prochainement, et sous une forme quelconque, des taxes anciennes et nouvelles, que la France créera, en dix années environ, les divisions, subdivisions et cercles, qui compléteront l'œuvre algérienne; et jamais crédits spéciaux n'auront mérité plus d'applaudissements, n'auront été plus glorieux pour un souverain, plus utiles à ses peuples.

La France a d'autres ressources essentiellement applicables à ces créations, nous voulons parler du produit des ventes d'immeubles, auxquelles le domaine procède chaque année en Algérie. Le nombre et la valeur de ces propriétés de l'État sont considérables. Les édifices qui en font partie seront aliénés avec une facilité de plus en plus grande, dans des conditions de plus en plus favorables, puisqu'un accroissement subit de population donnera naissance à des besoins nouveaux. Sans encombrer le marché, sans nuire à la spéculation privée, il sera donc possible d'obtenir une forte masse de capitaux à l'aide des maisons qui sont occupées, à titre onéreux par des particuliers, à titre gratuit par des fonctionnaires.

Si on veut faire, on peut faire; mais il est beaucoup plus aisé, nous nous empressons d'en convenir, de simuler l'irritation, de se permettre le sarcasme. Du fond de notre retraite, il nous semble déjà entendre dire : Cette Algérie est la caricature de la France. Elle s'ingénie à nous emprunter des institutions et des formes qu'il serait sage d'abandonner sur le continent. Ici nous avons trop de fonctionnaires et d'agents salariés, là bas on ne cesse d'augmenter le nombre des hommes publics. Cinquante-quatre dépositaires de l'autorité pour administrer une population de quinze cents individus, cela ne se discute pas! et ces ordres religieux, ombre sur laquelle on était tout un fragile échafaudage, dont on compte les frères, les novices et les serviteurs, comme si quelqu'un pouvait penser à aller vivre saintement en Afrique! Est-ce que cela est sérieux? Des terres à fé-

conder, dans des contrées où le travail est interdit, sous peine de mort, aux Européens ! Des masses vivantes à transplanter, là où la créature humaine ne peut être attirée, ni par la cupidité, ni par le patriotisme ! voilà qui dispense de traiter la question financière, et celle-ci suffirait pour motiver le rejet des plans présentés. On voit mal quand on regarde tout à travers des verres grossissants.

Ce sont les objections qui ne sont pas sérieuses, et elles tomberont une à une après le court examen auquel nous allons les soumettre.

S'il est vrai qu'on se plaigne souvent de l'épaisseur des rangs des dépositaires de l'autorité publique en France, il est certain que personne ne trouve les agents du pouvoir en Algérie trop nombreux, trop peu actifs, trop largement rétribués. Les hommes graves, quand leur attention sera dirigée sur ce personnel, éprouveront autant de regret que de surprise en voyant comment la mère patrie y rémunère ceux qui la servent le mieux. Nous serions en droit de parler des juges de paix comme exemple. Nous indiquerons de préférence les officiers d'élite qui dirigent nos bureaux arabes. Rien dans leur condition matérielle ne répond à la diversité des devoirs qu'ils accomplissent, à l'importance du mandat dont ils se montrent si dignes, à l'étendue des sacrifices qu'ils s'imposent pour aller faire les plus nobles preuves, loin de tous ce que nous aimons.

Ce n'est pas trop que ces cinquante-quatre titulaires d'emplois, puisqu'aucun de ces emplois ne peut être réuni à un autre, éliminé du rôle que nous avons dressé. Sur ces cinquante-quatre salariés par le trésor, il n'en est que trente-cinq qui soient étrangers à l'armée, et sur ces trente-cinq, on en compte quinze spécialement affectés au service des deux cultes, aux établissements d'instruction et de charité. Les vingt autres toucheraient des traitements dont les plus élevés seraient de deux mille quatre cents francs, les moindres de six cents francs. Les Lazaristes et les reli-

gieuses de Saint-Vincent et de la Providence ne coûteraient rien à l'État ; l'association de la Propagation de la Foi leur ouvrirait les crédits dont une abnégation sans égale rendrait la charge assez légère pour elle. La France administre elle-même les biens auxquels la ferveur musulmane a assigné de pieuses destinations ; elle n'aura donc qu'à ouvrir celle des deux mains que le contribuable n'a pas remplie, pour en laisser tomber ce qu'absorberont et les frais du culte, et ceux du séjour des familles des condamnés dans les municipes, et ceux du retour dans les tribus des libérés et de leurs proches.

En Afrique, beaucoup plus que dans la métropole, on ménage la santé et les forces du cultivateur et de l'ouvrier. L'expérience qu'on y a acquise sur les chantiers administratifs ou privés, ne permet plus qu'on s'écarte des règles hygiéniques, devenues le Code de la discipline civile. Les principales sont : ne pas coucher sur la terre ; laisser un certain intervalle et des courants d'air entre le sol et les planchers des barraques ; orienter les tentes sous lesquelles on s'abrite ; suspendre le travail à certaines heures et pour un temps déterminé ; choisir les aliments et les boissons, en mesurer strictement les quantités ; ne pas s'exposer à la rosée du matin, à la fraîcheur de la nuit. Si on fait des terrassements ou des rigoles, si on défriche ou si on canalise, s'abstenir de passer la nuit ou de prendre des repos dans les lieux où le sol vient d'être remué. L'Europe a laissé une couche de cadavres au fond de tous nos sillons, autour de tous nos centres, qui le nie ? mais la mortalité n'est plus en Afrique que ce qu'elle est partout ; qu'on le croie bien.

On l'a appris encore et assez chèrement pour ne plus l'oublier : la culture des céréales est le lot des indigènes, l'agriculture industrielle est le nôtre. La main d'œuvre qui, dans nos fermes, est donnée par les Arabes ou les Kabyles, est à tous égards préférable à celle que nous nous obstinons encore à demander aux Européens ; et après les indigènes,

nos meilleurs travailleurs ruraux ou métayers sont les Mahonnais et les autres Espagnols.

Les colons installés dans les grands municipes seraient incontestablement les plus heureux de l'Algérie.

On veut poser de nouveau la question d'argent. Qu'on fasse donc avec nous le compte de ce que produirait au trésor chaque grand municipe.

Cent quatre-vingt-dix-neuf propriétaires au moins de maisons, représentant en moyenne un capital de 2,500 fr., et par conséquent un revenu imposable de 250 fr., payeraient un impôt chacun de 12 fr. 50 cent., tous de 2,487 fr. 50 cent.

Cent quatre-vingt-dix-neuf propriétaires au moins de dix hectares payeraient un achour, chacun de 25 fr., tous de 4,975 fr.

Soixante propriétaires indigènes au moins payeraient un cussa de 30 fr. et un zekket de 1,500 fr.

Quarante fonctionnaires employés, marchands ou artistes, au moins locataires d'immeubles domaniaux, au prix moyen de 300 fr., payeraient ensemble 12,000 fr.

Les mêmes personnes payeraient une cote locative chacune de 1 fr., ensemble 600 fr.

Quatre monastères, dotés chacun de trois hectares en ville et de quarante-cinq à la campagne, payeraient un achour de 80 fr.

Les moines, pour l'impôt des propriétés bâties qui en moyenne présenteraient, soit à la ville, soit à la campagne, un capital de 30,000 fr., et un revenu imposable de 3,000 francs, acquitteraient un impôt, chacun de 150 fr., ensemble 600 fr.

Les cent quatre-vingt-six religieux ou religieuses qui y résideraient payeraient autant de cotes personnelles de 6 fr., et par conséquent 1,116 fr.

Trois cent quatre-vingt-dix personnes au moins payeraient pour cote personnelle 2,340 fr.

Les Berranis qui, militaires, n'auraient pas à payer la cote personnelle; sédentaires, n'auraient pas à payer l'eussa, acquitteraient, en numéraire, un zekket chacun de 25 fr., ensemble 1,600 fr.

Le hokor dû par Malte pour les cent hectares que couvriraient ses bois, et celui dû par le corps des propriétaires pour les cent soixante hectares affectés au parcours, donneraient 65 fr.

Et dans le total de toutes ces sommes, lequel est de 28,123 fr., ne figurent ni l'eussa exceptionnel de Malte, ni les patentes à la charge des Européens; ni le revenu éventuel de l'usage de la machine à battre le blé, de la boulangerie, du lavoir, de tous les établissements créés pour le service de tous; ni les droits de place et de marché, de mesurage et poids publics; ni les amendes de police et de voirie; ni tous les autres produits municipaux.

Nous demeurons donc de beaucoup au-dessous du vrai en évaluant à 30,000 fr. le revenu annuel de chaque grand municipe.

Quand on aura créé vingt centres de cette nature, on aura donc augmenté le revenu de la colonie de 600,000 fr. au moins.

Le revenu des petits municipes sera, en ce qui touche les Berranis, de 4,000 fr. pour soixante-quatre maisons et autant de lots de dix hectares de terre; en ce qui touche les deux ordres, de 804 fr.; pour le hokor du parcours, 20 fr.; pour le hokor des bois 25 fr. Au total de 4,849 fr., l'eussa de Malte en dehors.

Lorsqu'on aura créé vingt-deux de ces centres, le revenu de la colonie se trouvera donc augmenté de 106,678 fr.

Trente mille francs étant le revenu à cinq pour cent de 600,000 fr., et 4,849 fr. étant le revenu au même taux de 96,980 fr., on n'a pas à craindre d'engager ses finances dans cette entreprise, et de mal placer les capitaux qui y seront employés.

Les futurs bureaux arabes produiront eux-mêmes 924 fr. chacun, et quand ils seront au nombre de treize, le revenu colonial se trouvera augmenté de 12.012 fr.

Il faut aussi parler de nouveau des ordres religieux à instituer ; ne nous en plaignons point, le débat ne se prolongera pas sans s'élever.

Douter de la résurrection de Malte, c'est douter de la justice d'en haut, et nous sommes mieux éclairés par notre foi que nos adversaires ne le sont par leur sagesse.

Napoléon I^{er}, dans un jour de titanique démence, a dépouillé l'ordre de la souveraineté que plus tard il a vaieusement travaillé à lui reconquérir. Napoléon III doit, selon les voies de Dieu, réparer la faute à laquelle l'histoire attache le nom qui fait sa force et sa grandeur ; associer à sa propre fortune la milice éternellement illustre pour laquelle l'Europe injuste et jalouse est demeurée sourde en 1815, et dont elle se flatte d'avoir détruit l'importun souvenir.

Les derniers débris de l'ordre que la mort a épargnés, vont disparaître de ce monde. Il est temps que des successeurs soient bénis par leurs mains défaillantes. Il leur en va venir. D'où ? de tous les points où frémissent les sociétés décrépites et peureuses, ne lisant pas mieux dans les annales, qui leur jettent en expiation des fautes et des hontes du présent, les récits et les splendeurs du passé, que dans l'avenir, qui avance sur elles sombre, sinistre, inévitable, *quærens quem devoret*. Ils viendront de toutes les terres d'exil, du pied de tous les échafauds et de tous les piloris politiques, des profondeurs de toutes les prisons d'état. Ils viendront comme on court à la bataille quand on est valeureux ; comme on se précipite dans le sein de Dieu, quand on n'a plus que lui à aimer ; comme on se venge du repos et de l'obscurité, quand on a vu l'âge des grandes choses se passer sans que la moisson de gloire fût faite ; quand on a trouvé la patrie impitoyable pour un dévouement incompris ou mal inspiré. Ils viendront de tous les pays où l'on souffre sans

nourrir aucun espoir; de tous les châteaux qui croulent sur ceux que les ruines navrent plus encore que leur propre malheur; de tous les abîmes au fond desquels on roule, du haut des cimes, d'où on regardait en haut, et où on aspirait à être vu d'en bas.

Comment ne seraient-ils pas nombreux, les futurs chevaliers? Il n'est pas une seule nation chrétienne qui ne se rattache par un lien d'honneur à l'ordre envers lequel il leur serait donné de s'engager, et il n'en est pas une seule qui veuille, dans un temps prochain, rouvrir ses bras à ceux qu'elle a proscrits.

On doute, et l'Irlande est presque en feu parce que les haines religieuses y attisent les haines sociales! On doute, et les enfants de la Pologne vieillissent, loin les uns des autres, dans l'oisiveté, la misère et le désespoir, frémissant sous le joug des habitudes imposées par la nécessité, subies malgré la révolte du sang qui gonfle leurs cœurs ulcérés! On doute, et les Magyars, dépouillés de leurs terres et de leurs privilèges, errent sans plan et sans but, troublés par leurs souvenirs, accablés par leur impuissance!

Ces hommes, et avec eux une autre foule, pressés autour de celui qui demain sera l'Empereur, ébranleront toutes les basiliques en y chantant le *Resurrexit!* Tous, hommes de foi et d'œuvres, de patience et d'élan, seront ceux qui, héritiers des traditions antiques, iront prendre l'épée sur l'autel, pour se répandre sur les plaines infécondes et désertes qui, semblables, sous ce flot humain, à l'Égypte après le débordement du Nil, se couvriront bientôt de moissons et d'heureux!

On doute; mais tout cela sera, parce que cela est beau; tout cela sera, parce que cela est grand, parce que cette génération maudite finira par découvrir le secret de sa propre destinée, ne pouvant pas éternellement rouler de la monarchie à la république, du socialisme à l'autocratie; prodiguer tour à tour les transports d'un enthousiasme toujours le même, aux représentants des principes les plus contrai-

res ; traîner le lendemain aux gémonies ceux qui, la veille, étaient ses héros et ses idoles ; affirmant et niant, selon sa fantaisie, les vérités éternelles ; plus mobile et moins fatiguée de sa mobilité que ne l'est d'elle-même cette mer qui monte et s'affaisse, sans savoir où la main de Dieu la pousse et la ramène.

Tenez donc le fait pour certain, vous qui doutez, et laissez-nous vous dire comment cette nation de saints et de preux se croira chez elle sur la noble terre où l'Église d'Afrique poussa si profondément ses racines, éleva si haut la gloire des Cyprien et des Augustin.

Si on entamait des négociations avec l'Europe, dans le but de reconstituer l'ordre, l'Europe répondrait ce qu'elle dit toujours : à demain les grosses affaires.

La France n'attend personne : quand il y a du bien à faire, elle l'accomplit ; puis on l'admire dans son œuvre, sans qu'elle en conçoive le moindre orgueil. Pour raviver une des forces, pour restaurer une des gloires de la chrétienté, elle n'a besoin que de Rome, et Pie IX s'entendra toujours avec la fondatrice du patrimoine de saint Pierre.

Chaque chevalier apportera sa dot au trésor, et sera incorporé dans une des langues de l'ordre. La France avait formé trois de celles-ci, et le reste du monde cinq ; elle en instituera cinq de plus sous les noms d'Alger, Oran, Bône, Sétif et Titteri. A la même heure, elle recevra, sur les rives de la Méditerranée et de l'Atlantique, l'hôte illustre qui deviendra presque son fils. Au grand bailliage de la langue de Provence, elle affectera l'étang de Berrhes ; à celui de la langue d'Auvergne, l'étang de Bouc ou la rade de Port-Vendres ; à celui de la langue de France, la baie d'Arcachon ; à tous les trois, les terres domaniales qui bordent ces plages.

Les cinq langues d'Afrique, les cinq langues anciennes d'Aragon, de Castille, d'Italie, d'Allemagne et de Bavière, créeront leurs grands bailliages là où la côte algérienne offre

de sûrs mouillages ou des ports dont l'importance est encore secondaire, à Nemours, Merset-Sidi-Djelloul, à Mersat-Tider, à Ras-el-Kannis, en Oran ; à Dellys, en Alger ; à Bougie et Djijelly, en Sétif ; à Collo, Takouk et la Calle, en Bône.

Le Magistère de l'ordre, ce temple auguste qui abritera encore le trône électif d'un religieux, se donnant à Dieu sans renoncer à l'art et à la puissance de créer et de distribuer les richesses temporelles, aura pour siège Sidi-Ferruch, la plage qui vit notre Armada triomphante de la tempête et du Croissant.

En attendant que d'autres destinées commencent pour l'ordre, les chevaliers de toutes les nationalités seront confondus dans les maisons conventuelles d'Afrique, et leurs noms seuls seront classés suivant leurs langues respectives. Les sujets des puissances dont aucune langue ne porte le nom, seront immatriculés dans celles des huit langues françaises dont les raugs seraient les moins épais, où les occasions de bien faire seraient les plus nombreuses.

Chaque grand bailliage, en Afrique, sera complété par un arsenal et une fonderie, un atelier de constructions maritimes et un noviciat. Toutes les commanderies seront réparties entre les cinq langues européennes et les cinq langues algériennes.

Les chevaliers nobles étrangers à notre nation, seront admis en faisant les preuves qu'ils auraient produites autrefois, selon les usages particuliers à leurs anciennes langues. Les preuves seront complètes, pour le chevalier français, quand il aura été justifié de la réception, avant la capitulation de l'île de Malte, d'un membre de la famille à laquelle appartiendra le novice, ou d'un anoblissement octroyé, soit par l'Empire, soit par la Restauration, soit par la monarchie de Juillet.

Les trois états de l'ordre seront maintenant ; mais le clergé recevra une hiérarchie, dont les degrés correspondront aux dignités chevaleresques, et l'anoblissement deviendra pour

le tiers le prix des services rendus, afin que l'accès des bénéfices et des honneurs auxquels la naissance donnait seuls des droits en d'autres temps, soit ouvert à tous les mérites.

L'Ordre battra monnaie; il sera investi de la plénitude des droits régaliens. Il exercera dans l'enceinte de ses monastères et domaines la juridiction civile et criminelle, pour les actes accomplis par ses nationaux ou entre eux. Il ne jouira ni du droit d'asile, ni d'aucune autre immunité. Tous nos règlements de police et de sûreté l'obligeront. Des cartels d'extradition seront passés entre la France et lui. Il acquerra, possèdera et aliènera terres et édifices à titre de personne privée et non pas eu qualité de souverain. Le droit commun, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, lui sera applicable; il serait tenu de vider notre sol, en Afrique et en Europe, à la première réquisition qui lui en serait faite. Comme allié de la France, il sera toujours prêt à concourir au maintien de la sécurité publique, et à la défense du territoire algérien en cas de guerre au dedans, en cas d'attaque sur le littoral.

Il entretiendra des forces militaires permanentes. Il ne pourra élever aucunes fortifications sans l'agrément de la France et sans que leur plan n'en demeure déposé à nos archives. Celle-ci mettra une garnison, ou entretiendra un commandant de place ne relevant que d'elle, partout où l'ordre sera en état complet de défense.

Le drapeau de l'ordre sera écartelé des armes de Malte l'Ancien, de celles de France, de celles de Pie IX, et de celles du grand-maître régnant.

Le drapeau de la France sera placé seul sur le point le plus élevé de tous les établissements fondés sur notre territoire.

Chaque langue aura un pavillon spécial, portant en chef les armes de Malte, telles qu'elles viennent d'être décrites; en pointe, celles de la nation dont elle sera sortie.

La monnaie, les poids et mesures, le système de numé-

ration de l'ordre, seront les mêmes que les nôtres ; sa langue officielle sera le latin.

Les chapitres seront tous formés de manière que toujours un chevalier d'origine française en soit membre ; aucune commanderie ne pourra être érigée sans l'avis préalable du Gouvernement français.

Le sol sur lequel l'ordre élèvera ses constructions de toutes sortes, et celui que couvriront ses grandes fermes et ses bois, lui seront concédés par l'Etat à titre gratuit. Les propriétés bâties, aujourd'hui domaniales, dont il obtiendrait l'aliénation à son profit, lui seraient vendues sur le pied de leur valeur réelle, et il se libérerait de leur prix par annuités. Chacune de celles-ci serait composée d'un pour cent du principal et de l'intérêt du principal entier, intérêt calculé sur le pied de 2 p. 0/0 par année.

Indépendamment des pelotons ou compagnies d'infanterie formant la garde des commandeurs, il aurait, au chef-lieu de chacun de ses grands bailliages, un corps de cent hommes, et au siège de son gouvernement, un corps de cinq cents hommes.

Les cadres de sa cavalerie, de son artillerie, de ses forces de mer et de son matériel naval, demeureraient illimités.

Les pouvoirs du grand-maitre et du grand-conseil seront provisoirement exercés par des commissaires, dont les deux tiers seront à la nomination du Gouvernement français, et un tiers à la nomination du Saint-Siège. Ces commissaires procéderaient, dans les termes des nouveaux statuts, à la réception et au classement des membres des trois Etats, à la collation temporaire des dignités et bénéfices.

Aussitôt que mille chevaliers nobles auront été classés, l'ordre se déclarera constitué, ouvrira un emprunt à la Bourse d'Alger, mettra immédiatement à la disposition du Saint-Père treize bataillons d'infanterie et treize escadrons de cavalerie. Cette troupe, commandée par ses dignitaires et chevaliers, sera à perpétuité entretenue et soldée par lui

dans les états romains, afin que la France et l'Autriche puissent être relevées de la charge d'occuper militairement, dans l'intérêt du gouvernement pontifical, une partie de ce territoire, et que la chrétienté tout entière, si bien représentée par l'ordre, jouisse du glorieux privilège, dette de tous envers le père commun des fidèles.

« A la même époque, des négociations seront ouvertes par la France et le Saint-Père avec les puissances intéressées, dans le but d'obtenir d'elles, 1^o la reconnaissance de l'ordre comme état souverain et indépendant; 2^o la déclaration de la neutralité perpétuelle de l'ordre sur terre et sur mer, relativement à tous les états européens et à leurs colonies; 3^o la liquidation des biens et rentes que l'ordre possédait autrefois sur leurs territoires ou trésors; 4^o un règlement sur la jouissance des droits civils et politiques conservés à leurs nationaux engagés dans l'ordre.

« Si alors la Belgique, qui n'a pas su encore donner au delà de ses étroites limites une direction à la sève catholique par laquelle elle est travaillée; si le royaume de Naples, que le bouillonnement des passions révolutionnaires épouvante autant que le faisaient autrefois les éruptions volcaniques; si la Sardaigne, menacée par les déchirements d'un schisme, dominée par la très-réelle importance de ses rapports commerciaux avec l'Algérie, veulent, elles aussi, attacher leurs noms à des langues nouvelles, la France trouvera des havres pour trois grands bailliages de plus.

« Lorsque Malte ne conservera en Algérie que les huit langues françaises, il affectera au service exclusif de ces dernières, purement et simplement, sans exception, sans indemnité à son profit, les constructions et domaines alors existants.

« Assez sur les difficultés de droit international, et avant d'expliquer comment s'exercera l'activité commerciale de Malte, donnons les indications annoncées ailleurs sur les établissements de la Merci.

Les deux ordres, dans notre pensée, se complètent

l'un l'autre. Malte construira, armera des navires ; la Merci lui créera un personnel maritime. Malte généralisera entre les indigènes et nous les rapports commerciaux qui assureront aux plus humbles une part dans la richesse qu'attirent à eux tout entière aujourd'hui les plus fourbes et les plus forts ; la Merci aura pour mission spéciale d'augmenter la population de l'Algérie, d'aller au loin nous chercher de nouveaux sujets, de renouveler pour eux le miracle de la manne, rosée du Désert.

Un mouvement remarquable se prononce enfin. Quelques conseils généraux commencent à s'apercevoir que le transfert en Algérie des enfants trouvés ayant atteint l'âge de douze ans au moins, est un acte d'excellente administration. L'exemple donné par un petit nombre d'entr'eux sera suivi par beaucoup d'autres ; mais l'idée fort peu neuve qu'on semble maintenant disposé à réaliser, n'a pas reçu sa formule complète.

Il y a des enfants trouvés dans tous les départements ; mais vingt-deux de ces derniers ont une frontière maritime, et nous voudrions que les enfants à la charge de ceux-là fussent remis à l'ordre de la Merci, tandis que les enfants nés dans les départements qui ont de toutes parts la terre pour limites, seraient seuls confiés à l'ordre de Saint-Eloi. La vocation des premiers pour la mer doit être soigneusement encouragée. L'état actuel de notre inscription maritime est l'objet des préoccupations de tous ceux qui envisagent de sang froid le retour possible des éventualités si fatales dans d'autres temps, et la reconstitution de l'ordre de Malte accroitra nécessairement une pénurie de mousses et de matelots déjà trop grande. La Merci ralliera donc, 1° les enfants trouvés nés sur le littoral français ; 2° les enfants que lui fournira la côte de l'Algérie ; 3° les enfants des donnés de Malte ; 4° les enfants chez qui se déclarera l'amour de la navigation ; et il les répartira en six écoles de mousses. Ces instituts seront placés à Arzen et Mers-el-Kébir,

en Oran ; à Ténès et Mers-el-Djeddi , en Alger ; à Stora et Mers-el-Zitoum , en Bône. Dans chacun de ces centres , les enfants seront classés en autant de quartiers distincts qu'ils présenteront de races et de communions différentes, et tous les soins qu'ils pourraient obtenir d'une famille tendre, leur seront prodigués par les dames de l'ordre.

La création de huit ports nouveaux, un accroissement de population et d'activité notable dans quatre de nos ports actuels, un immense mouvement d'affaires et de circulation dans sept autres ; seraient donc les conséquences premières de l'introduction de Malte et de la Merci en Algérie.

Le commerce indigène se fait, en gros, à l'aide des caravanes, beaucoup moins nombreuses aujourd'hui qu'autrefois ; en détail, sur les marchés de la frontière du Tell et des grandes villes sahariennes du sud.

Dans une mesure de plus en plus grande, il tend à se déplacer pour notre malheur ; il peut devenir immense à notre profit ; pour que nous nous emparions de lui, il nous faut la possession des principaux passages entre l'Algérie, Tunis et le Maroc. Notre devoir est donc d'appeler sur les tracés suivants l'attention, sans doute épuisée, des sceptiques et des indifférents dont, hélas ! la France est pleine.

Nous partons de la Calle, siège du premier des grands bailliages de Malte dans l'est, pour atteindre le chef-lieu de la nouvelle subdivision de Mdaourouch, nous tenant toujours entre la frontière de Tunis et les bassins de la Maf-frag, du Bonna-Moussa, de l'Adjar et du Senab.

Arrivés à Bordj-Ali-Bey, nous nous jetons dans les vallées de l'Alloufa-Drea, du Zitoum, de la Louledja, la Bouguerma, le Meyhah et l'affluent du Cédra. A partir de Souk-Arrhas, la route des étapes militaires conduit au premier but que nous nous étions fixé.

Là, nous sommes à cheval sur la route arabe qui est, au nord, la communication principale entre l'Algérie et Tunis, et qui rattache Constantine à El-Kef.

De Mdaourouch à Tébessa, nous suivons, presque en ligne droite, une voie déjà ouverte, au travers des bassins du Dammous, du Mellegue et du Chabro. Tébessa est le point extrême de ce premier tronçon, dont le développement, depuis la Calle, est de deux cent vingt kilomètres environ.

Entre Bordj-Aly-Bey et Souk-Arrhas aucun centre de population n'existe. Entre Souk-Arrhas et Mdaourouch, on trouve Aïn-Tamatmat. L'espace est vide de Mdaourouch à Tébessa. Du point de départ au point d'arrivée, on traverse les groupes des Hanencha et des Oulad-Si-lahia. Neuf commanderies ou monastères de St-Eloi suffiront pour donner la vie à ces contrées où la France n'a à peu près rien créé.

A Tébessa, la grande route des caravanes, dans les cinq provinces, se divisera en deux branches : l'une conduisant à Tougourt, et qui nous occupera plus tard ; l'autre conduisant à Bousada, le plus grand centre commercial arabe de la région centrale à l'est.

Entre Tébessa et El-Kantara, nous touchons à Aïn-Krenchela l'extrémité de la route militaire venant de Bathna ; à El-Kantara nous croisons celle qui mène de Bathna à Biskara. Arrivé à Bousada, on se trouve avoir traversé le groupe des Nemencha, l'Aurès, les kâïdats des Sohari, des Hodna, des Derradj-Garraba, et cotoyé le grand Sebkhât, une des parties de l'Afrique les plus pittoresques et les plus dignes d'intérêt que l'œil humain puisse saisir.

Entre Tébessa et Bousada, la distance est de 280 kilomètres environ, et onze commanderies ou monastères de Saint-Eloi y sont nécessaires.

De Bousada à Taguin, on parcourt 90 kilomètres environ, sans sortir du pays des Ouled-Ameur et des Oulad-Naïl, et frayant à tous une route entre le Zharrès-Chergui et le Zharrès-Gherbi, les deux lacs salés, anneaux intermédiaires de la chaîne septentrionale des Chotts. Quatre commanderies ou monastères de la Merei trouveront leur place sur ce tronçon.

Nous reviendrons à Taguin ; c'est là que se croisent nos grandes lignes, de l'est à l'ouest et du sud au nord.

De Taguin à Frenda, on compte 63 kilomètres, et on traverse l'aghalik de Tiarct. Deux commanderies ou monastères s'y élèveront.

Entre Frenda et Sebdou, on n'a pas à dévier de la route militaire qui lie tous nos avant-postes en Oran, et sur laquelle on trouve trois centres organisés, neuf gîtes d'étapes, et les extrémités des voies qui conduisent à Mascara, Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen. Neuf commanderies ou monastères de la Merci devront être établis sur cette section, dont le développement est de 239 kilomètres.

A Sebdou, la ligne que nous jalonnons se brise encore. L'une de ses branches se dirige vers le nord, l'autre vers le sud. La première conduit, le long de la Haute-Tafna, entre la frontière du Maroc et le territoire de Tlemcen, à Lalla-Maghrnia, sur une longueur de 60 kilomètres environ, et deux commanderies y seront fondées.

Entre Lalla-Maghrnia et Nemours, on n'a à franchir que 48 kilomètres, et Médroma, aujourd'hui placée entre les deux villes, en sera séparée, d'un côté par une commanderie, de l'autre par un monastère de St-Eloi.

Voici le cadre du Tell achevé ; 1,000 kilomètres parcourus ; trente-neuf commanderies ou monastères jetés à travers l'espace ; Malte rayonnant dans toutes les directions ; St-Eloi établi seulement sur les lignes du nord au sud, et le tronçon de Tébessa à Bousada ; la Merci échelonnant ses fondations depuis Bousada jusqu'à Sebdou, mais en nombre moindre que celui des commanderies.

Pensera-t-on que commanderies et maisons conventuelles seraient mieux placées ailleurs que sur la ligne horizontale, où, entre les indigènes et nous, les habitudes de trafic sont déjà régularisées, et où les caravansérails, les maisons de commandement et les smalas de spahis, répondent de la sécurité de tous ? Eh bien ! ménageons les forces qui plus loin

trouveront leur emploi. Allons nouer dans d'autres lieux les deux bouts flottants de la ceinture du Désert.

Nous suivrons successivement les trois lignes, partant de Tébessa, de Sebdou et de Taguin.

De Tébessa à Tèbesbest, on coupera les territoires des Nemencha, des Bracha, des Amamra; la plaine d'El-Ouazaren, l'oasis du Ziban, et on rencontrera les points intermédiaires de Frekkan, El-Fid, Ourlana-Kébira.

A Frekkan, on croisera la route arabe de Gafza à Biskara, grande artère commerciale du sud, et on la suivra jusqu'à El-Fid, une des portes du bassin de l'Oned-Djeddi. Ourlana est dans l'Oued-Rir une place moins importante que Temerna; mais la France aura dans cette dernière un bureau qui entraînera dans son orbite toute la partie orientale du pays. C'est donc à Ourlana, centre par lequel est commandée la partie occidentale du district de Tougourt, que les deux ordres ont à prendre position. Entre Ourlana et Tèbesbest, les kzour sont plus nombreux qu'entre Temerna et Tougourt. La condition est la même pour Tèbesbest, relativement au bureau de Temacin, que celle d'Ourlana relativement au bureau de Temerna. Le point de jonction naturel de deux routes conduisant, l'une dans le sud-ouest de l'Oued-Rir, l'autre dans le Souf, est encore Tèbesbest.

L'orgueilleuse Tougourt ne demeurera donc plus la souveraine de cette belle et riche partie du Désert. Les municipalités de Temerna et Temacin, les maisons conventuelles d'Ourlana et de Tèbesbest, détourneront bientôt les courants d'affaires qui y affluent aujourd'hui; et Kouïnin, chef de la route de Nefsa à Gnouça, deviendra le point de départ des caravanes de l'ouest pour Tunis, Rhédamès et le Tripoli.

Le champ d'opération n'est pas moins favorable sur la grande ligne de l'ouest. Entre ses têtes de pont, Sebdou et Methili, elle aura pour stations principales Aïn-Goutiffa, Tiout et Ommograr, en Oran; Ouad-Orris et Aïn-Gouffafa

sur les cours d'eau qui s'échappent du Djebel-Mahiguen.

A Ommograr, on rencontre la route arabe qui va de Fiquig dans le biad Sidi-Cheik, la même que nous avons traversée, dans l'est, à Frekkan, et qui, par le milieu du Sahara, dessert le Maroc et Tunis.

Placés dans l'est, à Koufinin ; au centre, à Gnouça ; dans l'ouest, à Metlili ; les bureaux arabes et les deux ordres domineront à la fois le petit et le grand Désert, fermeront le cercle dont El-Agouath est le milieu ; et c'est à El-Agouath que se croisent les routes allant de Brésina et du Mزاب à Boursada et Biskara ; et c'est de Metlili que partent les voies qui mènent dans le Maroc et dans l'oasis d'El-Guelea ; et c'est Metlili encore qui sert de lien entre le petit Désert et le Touat, où s'organisent les caravanes de l'ouest pour Monrzkou et Ghrat, Aghadès et Tombouctou.

Il ne nous reste plus à décrire que la ligne centrale qui, partant de Gardaïa, nous ramène à Taguin. Elle suivra le tracé arabe jusqu'à El-Agouath, à travers le pays des Oulad-Sidi-Yaha. Elle s'en écartera ensuite pour tourner le Djebel-Amour, en touchant Tadjemont, El-Ghrieha, Berkennar, Tamedda.

Entre Taguin et Boghar, la distance est de 150 kilomètres environ, et le point intermédiaire, la fraîche et riante Souagli. Au delà de Boghar, les communications actuelles suffisent. Elles sont non-seulement ouvertes, mais gardées sur les 166 kilomètres qui séparent cette ville d'Alger. Aucun monastère n'y sera établi ; c'est dans d'autres lieux et dans les municipes que les ordres ont à multiplier leurs fondations.

Nous nous étions promis de ne pas préciser les distances à franchir dans le sud ; et on ne manquerait pas d'abuser de notre réserve ; qu'on le sache donc : c'est de 1,050 kilomètres environ qu'il s'agit pour l'ensemble des trois lignes. Si nous ne nous trompons pas, leur développement est, entre Tébessa et Tébésbest, de 320 kilomètres ; entre Sebdu et

Metlili, de 420; entre Gardaïa et Taguin, de trois cent dix.

Le long de ces trois lignes, il faut une commanderie ou un monastère par chaque série de 60 kilomètres, et entre deux maisons conventuelles, il faut un fondouk:

Les matières diverses, objet du commerce indigène, sont lentement trainées de ville en ville, de marché en marché. Plusieurs d'entre elles sont d'un fort volume ou d'une grande pesanteur. Toutes se transportent à dos de chameau à des distances énormes. Plus les commanderies se rapprocheront du colporteur fatigué, heureux de réaliser l'intégralité de ses bénéfices, en traitant pour tout son chargement à la fois, et plus seront nombreuses les occasions réciproques de trafic et de gain.

Les vols à main armée se commettent dans tout le Sahara, non-seulement d'individus à individus, mais de tribus à caravanes. Celles-ci se gardent elles-mêmes, comme le font les troupes bivouaquant à portée de l'ennemi. Mais il arrive trop souvent qu'elles sont pillées et même détruites. Campant en rase campagne, elles sont toujours exposées à devenir les victimes d'un coup de main ou à demander merci.

Nous avons délivré le Tell de ce reste de barbarie; mais on voit peu de caravanes, hélas! dans le nord de notre Afrique. Les ordres en délivreront le Sahara; ils y ramèneront ces curieuses agrégations d'hommes et d'animaux qui faisaient la richesse, l'orgueil et la joie des deux contrées, et auxquelles les fondouks rendront la sécurité qui leur manque, et dont le commerce ne peut pas se passer.

Ces postes répondront à deux ordres d'idées différents; ils seront des lieux d'asile et de protection; ils seront un moyen de communication rapide et continu, non-seulement entre les maisons conventuelles, mais entre le littoral et la lisière du grand Désert.

Le fondouk s'ouvrira devant toutes les caravanes et tous les colporteurs, non pas gratuitement, mais suivant un tarif s'abaissant ou s'élevant dans la proportion de la distance

qui séparera de la lisière du Tell le lieu où il recevra son application.

En tout temps, il entretiendra avec la commanderie voisine dont il sera le complément, une correspondance du genre de celle dont la gendarmerie est chargée en France, et il sera la sentinelle avancée du monastère de la Merci, placé à 30 kilomètres de lui.

Dans son enceinte, les marchandises de toute nature seront en sûreté et sous les yeux de l'acheteur par excellence, l'ordre de Malte. Si leur vente ne s'y consommait pas, elles iraient plus loin vers le nord ou sur les marchés de nos bureaux arabes, dans d'autres directions.

Quand un fort convoi entrera dans le fondouk, une garnison y arrivera de son côté. La moitié des forces disponibles dans les deux monastères, la composerait immédiatement.

En cas d'alerte, d'attaque ou de désordre, un homme monté sur un mehari, un autre sur un cheval de race, seront dépêchés vers le double voisinage, pour y apporter la nouvelle, en ramener un secours.

Le brigandage cessera donc, et le commerce se concentrera sur nos lignes, aussitôt que les deux ordres y seront les maîtres par le droit du plus juste et du plus libéral.

Les gardiens sédeptaires des postes fondouks seront des donnés de Malte et des indigènes dévoués à notre cause. Au nombre de douze, ils auront sous leurs mains armes et munitions, un équipage de quatre chameaux et deux meharis, de quatre chevaux de selle et deux mulets. Sur les douze hommes, deux auront le titre de chefs d'escouade, et dirigeront à tour de rôle le service du dedans et celui du dehors. Il n'y aura jamais plus de cinq hommes en expédition à la fois, cinq autres pourvoient à la garde de l'enceinte et aux travaux intérieurs.

Le rachat des esclaves; partout où l'humanité se couvre de la lèpre de la servitude, sera le but unique de l'activité

commerciale de la Merci ; elle effectuera ses opérations dans le sud du Sahara, à l'exemple de nos saintes religieuses françaises des bords de la Mer-Rouge, sans compromettre en rien la loyale et complète exécution des actes diplomatiques prescrivant l'interdiction absolue de la traite. Où la France règne, l'esclave redevient homme ; mais Tougourt, Ouargla, Guerera, Gardafia, ne sont pas tout à fait la France, et par ces portes toujours ouvertes sur le Tombouctou, le Haoussa et le Barnouh, les noirs des deux sexes, enfants et adultes, enlevés à leurs sillons et à leurs cases, à leurs familles et à leurs souverains, comme un gibier pris à la chasse, comme un butin enlevé sur les débris fumants d'une ville mise à sac, se répandent dans tout le petit Désert.

Ils y arrivent à l'état de troupeau ; ils s'y classent à l'état de choses ; ils y demeurent une marchandise et une propriété. Nous voulons être les maîtres du pays, selon le principe chrétien, nous avons donc à nous incliner devant les droits acquis ; et pour notre part, nous nous refusons à admettre qu'il nous appartienne d'y émanciper, sans une indemnité préalable, ceux qui ont trouvé un maître avant d'espérer un libérateur.

Le noir est dans ses régions quelque chose de plus qu'un objet d'échange. C'est lui qui vaque à tous les travaux de la culture, à tous les soins du ménage. Il ne dépend pas de nous que ces faits ne produisent pas leurs conséquences nécessaires. Tirons parti de leur existence dans l'intérêt de l'humanité d'abord, dans celui de notre domination ensuite, et ne tentons rien de plus.

La Merci achètera tous les nègres valides et jeunes, qu'aucune politique et aucune force n'empêcheront de conduire sur les points où leurs bras sont indispensables ; et les moyens de le faire ne lui manqueront jamais. Au Désert, comme dans les sociétés civilisées, l'argent peut tout, et Dieu a armé son Église de la verge qui, dans la main de Moïse,

faisait jaillir l'eau du rocher. Plus l'ordre dépensera, plus ses ressources seront abondantes. La foi l'enseigne, l'événement le prouvera.

Il veillera à ce qu'aucun nègre ne soit introduit dans l'intérieur de nos possessions pour y être vendu, et le législateur lui viendra en aide quand il en sera temps. Les malheureux achetés par lui seront solennellement avertis qu'ils sont redevenus maîtres de leurs personnes, et qu'ils seront rendus à leur pays, après qu'ils auront gagné, par leur travail, sur notre terre, le prix du contrat par lequel ils auront été délivrés.

Cette condition sera toujours acceptée, et si elle était violée, la peine ne se ferait pas attendre; elle serait cruelle. L'esclavage ressaisirait les fuyards chez les horribles Tounreugh; s'il leur était donné d'échapper miraculeusement aux autres périls du grand Désert.

Ils seraient tous établis dans les monastères, par séries de dix petits garçons et vingt hommes, de dix petites filles et vingt femmes; et ils y trouveraient, dans des proportions égales, les enfants de l'Egypte et de l'Asie.

Les petits garçons, les filles et les femmes de ces races diverses, seraient abandonnés aux soins des dames de l'ordre. Sous leur direction, ils apprendraient à lire, écrire, compter, parler le français, prier leur Dieu ou le nôtre; à se livrer aux travaux manuels dont leur sexe, leur âge, leur état futur, rendraient la pratique du plus haut intérêt pour eux.

Les adultes mâles seraient employés aux semailles des bois et à l'exploitation des terres.

Les plantations forestières s'étendraient, à droite et à gauche du monastère, sur une longueur d'un kilomètre, sur une largeur de deux hectares.

En face, et de l'autre côté de la route, seraient les cultures divisées en carrés de deux hectares chacun, par des

rangées d'arbres , composées suivant la méthode de l'habile M. Hardy.

Le bambou qui , en moins de trois ans , donne du bois propre aux usages les plus divers , serait l'essence dominante dans la forêt ; les variétés d'arbres que nous appellerons nourriciers , seraient au nombre de ceux qui protégeraient les cultures contre l'ardeur du soleil , les pluies de sable , le souffle des vents redoutés.

Des mariages seraient préparés entre les noirs , ou entre eux et des individus d'un autre sang , et ceux qui contracteraient ces unions , auraient à faire un libre choix entre les destinées s'offrant à eux. Les uns seraient ramenés dans les lieux où était demeuré leur berceau ; d'autres se disperseraient dans l'intérieur du Sahara , pour y vivre du travail , que rendrait plus productif pour eux l'éducation reçue dans les monastères ; d'autres , et ils seraient les plus sages , créeraient des propriétés qui deviendraient leur chose privée , suivant notre droit , dans des villages dont ils seraient les seuls habitants , et placés à distance égale du fondouk et des deux maisons conventuelles.

Les petits garçons recueillis dans les monastères , seraient donnés pour serviteurs à ces derniers , responsables envers l'ordre du bien-être de ses pupilles tant aimés ; et comme le fond et non pas la surface de toutes ces œuvres serait l'amour de Dieu : comme l'homme inspiré par la gratitude veut toujours multiplier les ressemblances entre lui , et son bienfaiteur , la Merci fera plus de chrétiens en faisant des heureux , qu'elle ne grossirait le trésor des âmes en mettant le baptême ou l'approche des sacrements pour condition d'un état nouveau.

Oh ! quand sera-t-elle ouverte , cette grande route des caravanes , promenant ses méandres dans les cinq provinces ; oasis étroite et sans fin , étincelante de monastères et de commanderies , de villages et de fondouks ; conviant par ses

récoltes opimes et ses alluvions humaines, ses ombrages et ses eaux, tous les esprits rebelles à l'étude sérieuse et charmante des régions qu'ils connaissent si mal? Vous ne pourrez plus, vous tous qui, depuis vingt ans, vous épuisez et nous fatiguez en disant : l'Algérie est un tombeau ; on s'obstine à le tenir ouvert, nous nous obstinons à le fermer. Vous ne pourrez plus, quand vous l'aurez suivie, du nord au sud ; de l'est à l'ouest, nous refuser l'aveu qui coûte tant à votre orgueil, et qui sera la récompense suprême de ceux qui, les premiers, ont cherché et affirmé le vrai.

« L'Algérie un tombeau ! Elle était une des merveilles ignorées de la création, avant d'être devenue la plus jeune gloire de la France ! Le monde avait autrefois entendu parler vaguement de steppes torréfiées ; on lui en avait dit : Le sable y roule comme le flot s'agite dans l'Océan ; les bêtes féroces y usent leur rage contre des naturels sanguinaires, hideux, affamés comme elles ; et le monde, qui n'a pas voulu en savoir davantage, a cru follement que la main de Dieu s'était ouverte pour faire succéder cet horrible ensemble au chaos.

« Le grand Désert et ses pirates ne seraient pas eux-mêmes reconnaissables à de tels traits ; mais voici ce qu'est notre Sahara, la pacifique conquête de la dernière heure, le futur domaine de deux ordres vénérés.

« Les chemins qui, du Tell, y mènent, sont des forêts assises sur des croupes rocheuses, de riches vallées aux bornes cyclopéennes, des plaines sillonnées par des rivières, l'hiver, plus ou moins torrentielles, l'été, plus ou moins desséchées.

« On n'y voit jamais ni le lion ni la panthère, si rares dans l'Atlas. La hyène et le chacal, que nous prenons pour des monstres, n'y sont pas plus redoutés que le sanglier. Aucun des trois n'est le but des tireurs habiles. La vipère y fait des morsures mortelles ; le boa, dont on parle beaucoup, n'y a été rencontré par personne. Les lézards les plus gros

y sont complètement inoffensifs. La moindre prudence met à l'abri du contact de l'immonde scorpion.

Le sable ne s'y soulève que doucement. Il se mêle à l'air quelquefois, comme la poussière chez nous, sous l'action du vent. Il se déplace par petites masses; jamais il ne se transforme en tourbillon dévastateur. Une nuit pluvieuse le couvre d'une herbe fraîche, touffue, qui engraisse les troupeaux errants sous la garde d'un berger, rappelant ceux qui, dans les âges bibliques, étaient les sujets des rois pasteurs.

Pendant des mois entiers, ce sable est une prairie où les tentes des tribus nomades multiplient les camps, les villes, les rendez-vous bruyants de plaisirs et d'affaires.

On place l'oreille près du sol, et on entend l'eau gémir de la captivité à laquelle aucune main ne l'arrache. Dieu l'a placée là; heureux de n'en pas douter, l'Arabe attend, dans sa paresseuse indifférence, que le chrétien la fasse jaillir et pour lui et pour tous.

Tissue en poil de chameau, la tente abrite une population belle de formes, insatiable de rêveries et de délices, ardente à la mêlée, avide d'aventures, que les improvisations de ses poètes enchantent, à laquelle les surates du Coran tiennent lieu de science et de sagesse.

Les tentes se dressent autour des kzour, se plient pour se porter loin d'eux. Chaque saison les voit se montrer et disparaître, par centaines, sur un point donné, conformément à une loi qui n'a jamais été écrite, qui est observée toujours. Le croissant d'or brille à leurs sommets, des cordes finement tressées en relèvent les bords flottants. L'œil mesure, à leur seul aspect, la richesse de leurs maîtres. On y mange et on y dort, rangés en cercles, assis les jambes croisées, ou étendus à la romaine, la tête appuyée sur un bras musculeux, blanc, énorme, soigneusement épilé, les selles, couvertes de brocart; les housses en lampas, les bandes

métalliques du coursier favori ; les tapis soyeux ; les bracelets et bijoux des femmes ; les bannières, aux couleurs chatoyantes ; tout a sa place dans ces étroits réduits qu'un voile partage en deux. En avant du voile, se tiennent les hommes ; derrière lui se pressent les femmes. Au dehors, les chevaux entravés, les serviteurs oisifs, attendent le signal qui toujours les trouve prêts. Quand tout dort, à l'heure du repos et du crime, des songes et des faiblesses, si le maître se sent aiguillonné par le seul désir qui soit commun aux plus grands et aux plus humbles, il soulève silencieusement le voile ; se glisse en larron dans l'étrange gynécée, et le jour ne sait rien des plaisirs goûtés dans l'ombre.

Il a des villes, le Désert, il les dédaigne. Elles sont riches, spacieuses. Elles ont des mosquées et des bazars, des murs crénelés et des tours. Qu'importe ? Elles sont un point dans l'espace, il est l'immensité ; elles sont quelque chose, il est tout. Ses moissons, qu'un esclave lève, un mercenaire les gardera pour lui, dans ces enceintes, derrière lesquelles on ne vit pas sans déchoir. Les oasis, voilà sa parure et sa couronne ! Les sources qui les fertilisent vont à quelques pas de leurs limites, se perdre dans les sables, d'où elles étaient sorties sur la lisière opposée, comme si tout était fini pour elles quand elles les ont arrosées. Pareilles à de beaux fruits couchés dans des corbeilles, les habitations des notables sont là avec leurs tuiles plates sous la ramée ; leurs galeries embaumées, les jardins où le soir la jeunesse des deux sexes se mêle, s'aimant et se trompant avec grâce et candeur. Pour le Musulman, le plaisir est un article de foi ; pour la femme indigène, quelles que soient sa race et sa couleur, le caprice est un besoin, l'inconstance une habitude et un art.

La saison des semailles arrive ; un cheval est attelé à la charrue, qui, courant sur le sol, l'écorche à peine. Une main servile jette avec précipitation dans ces raies informées quelques poignées d'orge ou de blé, de millet ou de maïs,

puis la nature fait de chaque grain une plante, des pailles, des épis.

Quand l'été brûle tout, jusqu'au lit des rivières taries, l'Arabe, suivi de sa smala, se dirige vers le nord. Ce qui lui manque, ou ce que sa fantaisie désire, il l'achète. D'où vient la somme qui en est le prix? Nul n'en prend souci. Quand son trésor sera vide, la razzia le remplira. Les tribus ennemies sont l'inépuisable mine qu'il fouille avec bonheur.

Si, dans le long voyage, on approche du ruban de sable jaune qui marque la place où coulait un fleuve, on prie Dieu et on fait un trou. A un ou deux mètres de profondeur, l'eau se montre. Abandonnés à leur seul instinct, les animaux savent découvrir les lieux où cette eau si désirée se trouve au niveau du sol. Elle abonde dans les contreforts qui limitent les vallées, dans les citernes que le peuple roi a léguées à la postérité qui, ingrate, les dédaigne.

Pendant l'hiver, les visites qu'il avait faites lui sont rendues. Le Tell descend vers les plaines. Les deux populations et leurs troupeaux se mêlent. La poudre chante sans qu'on pense à mal. Comment être joyeux au Désert sans s'exposer à se tuer quelque peu? Les funérailles ressemblent à des fêtes, et on oublie dans le Sahara presque aussi vite qu'à Paris.

On veut bâtir, on veut planter, avoir une oasis pour soi tout seul; on gratte un carré de terre; les récoltes se succèdent deux ou trois fois par année. On creuse un puits; l'eau bondit, et avec elle on a tout: dattes et herbages, fleurs et vergers, céréales et jardins. On dépense quelques boudjoux, et on se donne de jeunes nègresses qu'on ménage comme instruments de travail, dont on abuse comme créatures dépendantes. Les Mauresques ne s'achètent pas. Blanches ou de sang mêlé, elles s'offrent et on les reçoit, inconnues, venant de loin, la tête et le cœur pleins d'amour.

échappées de la tente où elles n'étaient ni voilées ni recluses, oubliées du frère sans bonté, du mari sans tendresse. On a des gardes devant la porte de son fort, et leurs armes damasquinées reluisent au soleil. On a ses faucons, et on chasse l'oiseau ; ses lévriers, et on lance la gazelle ; ses chevaux, authentiquement issus de la jument du prophète, et, à courre, on force l'autruche.

La guerre et la poésie ont aussi leurs heures. Quand elles viennent, on part, rapide comme la flèche ; on revient, comme un Henri IV, pour dire aux femmes si on a été le battant ou le battu ; on fête les trouvères, on se passionne pour les chances de *la lutte de gloire*, cette *ferraka*, cour d'amour de la Barbarie.

Faites donc de l'épicurisme, pauvres riches de la Chaussée-d'Antin ! Arrangez-vous, à grands frais, des amours faciles, sultans chauves des foyers de nos théâtres ! tous les vices pour lesquels vous vous donnez tant de mal, sur nos boulevards, s'épanouissent dans leur fleur depuis Goudjila jusqu'à Tarzout, depuis Chellala jusqu'à Negrin ; et votre maître à tous par le luxe, les jouissances, le contentement de soi, le dédain de tout ce qui n'est pas lui, c'est l'homme de la tente, le beau, le voluptueux, le brave Saharien.

UN ENSEIGNEMENT plus grave ressort de cette peinture dont la fidélité ne nous sera pas reprochée. Ce peuple est heureux, il ne se transforme pas. Sa religion étant fondée sur ce double principe : les intérêts de l'homme ne peuvent pas l'égarer ; la satisfaction de tous les appétits naturels est légitime ; il lui est fidèle, et cela se comprend ; elle le pare de la chaîne dorée des passions ; elle élève au rang de ses droits ou de ses devoirs tous les moyens d'acquérir la puissance et le renom, le plaisir et la fortune. Aussi a-t-il notre nation pour maître, sans que rien change dans ses croyances. Nous aurions résolument essayé de le contraindre à offrir à Dieu le sacrifice des jouissances dont le goût nous semble une servitude et une honte, et tout Français que nous

sommes, nous y aurions échoué. Sachons donc couronner l'édifice que de belles intelligences continuent à élever, en nous mêlant aux indigènes sans exiger qu'ils se fassent semblables à nous; en leur donnant tout ce qu'ils peuvent recevoir de nos biens matériels, de nos idées fondamentales, sans cesser de demeurer eux-mêmes. Pour tout dire, en un mot, il y a impiété à croire que le petit Désert a été créé comme type de terre maudite; il y a impiété à ne pas reconnaître que la France accomplit en Afrique la plus belle mission que le génie humain ait jamais tenue de la Providence.

Voici un enseignement plus élevé encore. La course faisait autrefois la richesse de Malte, et l'extermination des infidèles, la gloire de ses chevaliers. Demain Malte préférera le travail au butin, la pratique de la tolérance à la guerre religieuse. Il acquittera sa dette envers Dieu et les hommes sur les chantiers et les marchés, dans ses bazars, par des expéditions pacifiques et lointaines, et son histoire aura d'autres épisodes que les audacieux abordages, les mêlées sanglantes sur les ponts fumants. Le fier gentilhomme ne croira plus que le commerce d'importation et d'exportation soit une cause de dérogeance. Il conciliera le culte de la face et l'esprit du siècle, et nous verrons ce que le monde n'a jamais vu : les patriciens de Gêne et de Venise surpassés; le négoce relevé par ce qu'il n'aura plus pour but unique le gain, moralisé par l'union de l'esprit des affaires et de l'esprit de charité.

La règle des autres ordres n'est pas moins caractéristique. Il y a du mérite à se refuser au monde pour se rendre à Dieu; il y en a un plus grand à se partager entre le monde et Dieu. La vie contemplative ne profite qu'à ceux qui la mènent au fond d'un cloître; la vie saintement passée sur la brèche civile est un bienfait pour tous. Le religieux qui console et instruit un prisonnier, le religieux qui allège la charge du père de famille, tarit la source des pleurs dans les

yeux de l'épouse dont la misère avait desséché la mamelle , agissent sur les consciences autrement que ne le pourraient faire et les ordres mendiants et les ordres brûleurs , et cette société qui, bravant les arrêts par lesquels elle a été flétrie , la légalité , dont les prohibitions la menacent, grandit sous nos yeux malgré le détestable souvenir des directeurs faciles à l'aide desquels elle a égaré nos rois ; des surveillants altiers dont elle a entouré nos évêques ; de la persécution de Port-Royal ; de la révocation de l'édit de Nantes ; des abjurations extorquées aux enfants malheureux dont les pères étaient jetés sur les galères , les mères enfermées dans des couvents , les patrimoines et les serviteurs livrés aux dragonnades.

Grâce à cette réforme féconde , les dernières blessures de l'église gallicane seront cicatrisées, et sa majestueuse hiérarchie deviendra complète.

LA TRAPPE, Saint-Jean-de-Dieu , la Merci et Saint-Eloi seront soumis à la juridiction de l'ordinaire, auront en Afrique autant de provinciaux que nous y aurons de divisions militaires, un général à Alger, un agent-général à Paris, un cardinal français pour protecteur en Cour de Rome.

Malte seul ne relèvera d'aucune autorité épiscopale , et son patriarche prendra rang, à côté de son chancelier, derrière le grand-maître. Seul encore, Malte aura des établissements en France , et ses trois grands bailliages de Provence, d'Auvergne et de France n'y seront composés que de ports de passage , de constructions et approvisionnements maritimes, d'entrepôts pour les marchandises, d'hospices et d'auberges pour ses malades et ses voyageurs.

La Merci aura, dans chacun de ses monastères d'hommes, quarante religieux ; dans chacun de ses monastères de femmes, dix-sept religieuses ; et de ses maisons de l'intérieur , se détacheront les frères et les sœurs qu'il enverra successivement en mission au dehors.

Le personnel de toutes celles de Saint-Eloi se dédoublera dans le même but.

Tous ces pieux représentants de la charité chrétienne, tous les infortunés et orphelins qu'ils prendront sous leur aile, seront transportés sur les galères de Malte et internés dans les grands bailliages du littoral africain, jusqu'à ce que les uns et les autres puissent être classés dans les monastères respectifs.

Les enfants nés dans un même département français ne seront pas séparés les uns des autres. Petits garçons et petites filles passeront ensemble les journées du dimanche et des fêtes. Les écoles de la Merci et celles de St-Eloi échangeront entre elles les enfants dont la vocation serait reconnue contraire à la direction choisie pour eux. L'éducation donnée dans les maisons de St-Eloi aura pour but de former, suivant les aptitudes constatées et les succès obtenus, des concessionnaires cultivateurs, des maîtres valets pour les grandes exploitations rurales, des domestiques pour la bourgeoisie. Si elle amenait le développement de dispositions particulières pour les arts mécaniques ou les professions libérales, les chapitres aviseraient immédiatement, et l'Etat accorderait des bourses dans les instituts spéciaux aux enfants que distingueraient des facultés exceptionnelles.

Des mariages entre les lauréats devenus propriétaires et les jeunes filles les plus méritantes, seraient contractés à l'âge de vingt-un ans pour les premiers, de dix-sept pour les secondes, et ces âges seraient ceux où les monastères se fermentaient devant les jeunes gens des deux sexes, dont ils auraient assuré l'avenir.

Nous avons expliqué ailleurs pourquoi Malte verrait nécessairement ses cadres se remplir vite, et de quelles ressources matérielles il pourrait user dès le premier jour où sa transfiguration serait saluée par l'Europe; prenons le même soin relativement aux autres ordres.

Beaucoup de motifs sérieux porteront les filles élevées pour le monde à entrer dans les maisons religieuses où leur vie sera si douce. En France, on se marie peu. L'égoïsme, le luxe et la vanité y font plus de martyrs que n'en avait fait la persécution des premiers siècles. Plus que jamais la fille bien née, pour qui la maturité de l'âge est venue, y souffre dans son amour-propre, y cache dans les derniers replis d'un cœur saignant l'amertume que lui cause le vide d'affections exclusives, créé par nos mœurs autour d'elle. Sa famille, source abondante des pures joies de l'enfance, à côté de laquelle elle se trouve bientôt, qui chaque jour se détache d'elle un peu plus, ne lui apporte pas le tribut de ces sentiments profonds et tendres dont une belle et délicate nature ne peut pas se passer. La femme veut sa part de toutes les ardeurs, de tous les dévouements; il faut qu'elle aime et qu'elle se croie aimée; qu'elle se rende nécessaire, pour qu'elle s'honore elle-même. Sous le joug de l'opinion, par respect pour sa dignité personnelle, elle se résignera à ne pas se parer des noms d'amante et d'épouse; mais sa patience se lassera, son courage tombera, le jour où elle se sera dit, comme on se parle quand on se retrouve au sortir d'un songe pénible : La maternité est toute la femme, et, malheureuse ! je n'ai pas même un enfant d'adoption ! A cette heure solennelle, elle voudra Dieu pour époux, et elle le voudra avec une énergie d'autant plus grande, que des orphelins, des préservés, des coupables, seront les enfants bien-aimés de son union avec lui. Ayons donc confiance. Les monastères dont les grilles redoutées se fermaient autrefois sur les victimes en pleurs d'un ordre social barbare pour elles, se rempliront désormais de personnes distinguées, y bénissant leur sort, et gardées contre la fragilité humaine par leur inaliénable liberté.

L'EXÉCUTION de nos plans entraînerait la création d'un assez petit nombre de monastères.

Pour les quarante-deux municipes, grands et petits, les

routes du nord et du sud et le tronçon de Taguin à Boghar, il ne faudra à Malte que 70 commanderies peuplées de 1,610 religieux et de 657 religieuses.

La Merci, qui n'aura pas de monastères dans les grands municipes, mais qui en aura sur le littoral et dans les futurs bureaux arabes, aussi-bien que sur des routes de caravanes, suffira à tout avec 60 maisons, 2,400 religieux et 1,020 religieuses.

La Trappe et St-Jean-de-Dieu, qui n'auront d'établissements que dans les grands municipes, pourvoiront au service des prisonniers, le premier avec 800 religieux, le second avec le même nombre d'hommes et 340 religieuses.

St-Eloi, qui n'aura de maisons ni dans les petits municipes, ni en dehors du Tell, mais qui en créera dans les treize futurs bureaux arabes, réunira dans 45 monastères 1,800 religieux, 765 religieuses.

235 commanderies ou couvents, 7,410 religieux et 2,782 religieuses, voilà tout ce que le monde et la France catholique seraient appelés à donner à l'Algérie, si, à un même instant, étaient créés ces grands et petits municipes, ces bureaux arabes, et ces routes de caravanes, qui ne nous coûteront pas moins de dix années d'efforts. Il est donc clair que ce ne sont pas les exigences du système qui en compromettront le succès. Il est même permis d'espérer d'un zèle selon la science et la charité, plus que nous ne lui avons demandé. Assurément beaucoup de bons esprits admettront que l'ordre de St-Eloi n'aura pas seulement 45 monastères en Algérie, puisque le nombre des départements français, dont les enfants trouvés ne seraient pas confiés à la Merci, est de 64. Nous le croyons nous-même, quoique nous ne le disions pas : chaque département voudra voir son nom et la partie la plus généreuse de sa population glorifiés par l'Afrique régénérée.

Les conseils généraux de tous les départements, les commissions administratives de tous les hospices, donneront

à St-Eloi et à la Merci ce qu'ils portent aujourd'hui à leurs budgets au compte des enfants trouvés âgés de plus de douze ans. L'Etat donnera à la Trappe et à St-Jean-de-Dieu une somme tout au moins proportionnelle à celle qu'il alloue aux entrepreneurs des services des maisons centrales. L'association de la foi se montrera, à elle seule, plus libérale envers ces quatre ordres que les départements, les hospices et l'Etat. Voilà des ressources acquises ; mais la plus ample et la plus assurée de toutes, c'est le produit de la souscription à un sou qu'ouvrira la propagande de la paix, du travail, de la propriété ; l'ennemie éternelle des révolutions par la violence, de la démocratie par le socialisme ou le communisme. Les deux écoles seront en présence, usant du même moyen sur les masses, et nous verrons qui, des croyants aux traditions libérales, ou des hommes d'Etat dont la protection a couvert l'assassin du comte Rossi, recueillera les plus abondantes offrandes.

Les dix-neuf maisons conventuelles de St-Eloi, sur la fondation desquelles il semble raisonnable de compter, ne pourraient pas être placées plus convenablement que dans les bassins de la Seybouse et de l'Oued-Guebli, en Bône ; de l'Oued-Kebir et du Bousselam, en Sétif ; du Sahel et du Chélif, en Alger ; de l'El-Riou et de la Mina, en Oran.

Ce secours complémentaire sera ou ne sera pas donné par la France catholique à la civilisation africaine ; mais, une création d'un autre ordre nous viendra en aide pour rendre le travail, la propriété et le commerce de plus en plus chers aux indigènes.

Le MUSULMAN pauvre est contraint par la force des choses à se placer sous le patronage d'un grand qu'il aide à s'enrichir, et qui lui impose une condition presque aussi misérable que celle dont il était sorti.

Cet homme, appelé par nous à la possession d'avantages pour lesquels il n'était pas fait, sera, à partir du moment où la propriété lui aura révélé le prix de l'indépendance, et

inspiré l'amour du travail, devenu, soit qu'il le comprenne, soit qu'il ne s'en doute pas, membre de notre société.

Pour le riche et le noble, les charges du protectorat et de la représentation ont toujours été lourdes; elles vont croissant, et les moyens d'y faire face diminuent. Il s'en est aperçu à temps, et il s'ingénie à produire pour acquérir, à trafiquer pour ne pas déchoir.

Ce noble et ce riche a toujours eu de la terre autant qu'il en a voulu; il use d'elle comme de ses serviteurs, sans que son pays ou ses frères en retirent le moindre avantage. Acceptons les faits accomplis, mais disons très-haut que le domaine de la France est ce qui reste de cette terre qu'on ne sait pas même remuer; ce qui reste de cette race, que le découragement, l'ennui, la misère, n'ont que trop décimée.

Quand elle s'emparera de ce double et beau domaine, la France s'attirera des bénédictions nouvelles.

La culture et le parcours ne s'étendent que sur une très-petite partie du territoire des tribus. Le droit musulman reconnaît, en principe, la propriété indivise; à titre d'exception, la propriété personnelle. La réunion d'un certain nombre de melk, quand elle affecte un caractère fédéral quelconque, s'appelle *belad*. Laissons à chaque tribu vingt fois plus de terre qu'elle n'en utilise; respectons religieusement tous les melk; en même temps, sachons user de la faculté que nous nous sommes à si bon droit réservée de disposer, dans l'intérêt général, du sol dont personne ne jouit, et des gérures duquel s'échappent les miasmes qui sont comme le châtiment de la stérilité dont il s'indigne.

Sur ce sol peuvent être créés des centres de population exclusivement musulmans, composés de cent chefs de famille, dotés chacun d'un melk de dix hectares, groupés autour d'un chef désiré par eux, institué par nous. Ce centre serait le *belad* de la tribu, du territoire de laquelle il aurait été démembré; ce chef serait un *Sidi-el-Belad*.

Ce dernier s'offrira à nous, ou nous irons au devant de

lui ; rien n'est plus indifférent. Il est prêt à nous servir, impatient de répondre à la confiance de ses partisans. C'est un homme de race, bien doué, ambitieux d'une position élevée, ayant du prestige et de la richesse, voulant être chef et sachant l'être. Nous le voyons d'ici, il espère, il attend.

Le corps dont il deviendra la tête et le bras, sera placé à une des extrémités de la tribu qui lui laissera son nom. Il sera séparé du territoire demeurant à celle-ci par de grandes concessions européennes. Aux mille hectares répartis entre ses cent chefs de famille, on en ajoutera cent pour le Sidi, cinquante pour la Zaouïa, autant pour le Cheik, autant pour le Cadi. Cent hectares seront couverts de bois, six cent cinquante seront affectés au parcours, au marché, au douair, aux établissements publics, aux places, aux rues, aux chemins. Une surface de deux mille hectares se trouvera ainsi transformée sans qu'il en coûte absolument rien à l'État.

La population enlevée par une prévoyante sagesse au milieu dans lequel elle était perdue, ne s'imposera pas le moindre effort pour se soumettre de bonne foi à des règlements municipaux tels que ceux-ci :

Sa *djemmaa* sera composée d'un marabout ou d'un iman, du cheik, du cadi, et de dix notables choisis par eux et le Sidi. L'état civil sera régulièrement tenu, suivant les prescriptions de la loi française, par le cheik. La vaccine sera pratiquée, sans exception, en temps convenable, sur les nouveaux-nés, et sur les enfants ou les adultes qui, dans le passé, auront été soustraits à sa bienfaisante influence. La propriété concédée à chaque chef de famille, sera possédée et aliénée selon la loi française, transmise héréditairement selon le droit musulman. Elle ferait retour à l'État dans les cas de trahison constatée, de délaissement volontaire, de fuite après un crime, ou une condamnation pour délit non exécutée, d'absence prolongée sans motifs connus, de non accomplissement des conditions mises à l'octroi de la propriété. La dotation de la zaouïa sera perpétuelle, celle des trois

fonctionnaires attachée à l'exercice de leur mandat public. Elle serait perdue pour eux en même temps que ce dernier. L'une et l'autre pourront passer à leur descendance. Melk et dotations seront entièrement couverts de maisons, de bâtiments ruraux, vergers et cultures. A cause des fruits qu'ils en retireront, le sidi, le cheik, le cadi, le ministre du culte, ne recevront de l'État aucun traitement ni allocation. Tous les actes de leur ministère seront gratuits. Ils seront déchargés de toute espèce d'impôts. Le produit intégral des amendes prononcées par eux sera versé au trésor. Aucune taxe ne pourra être levée, soit par eux, soit par la djemmaa, sans l'ordre de l'autorité française. L'éducation primaire sera donnée gratuitement, dans la zaouïa, aux petites filles ainsi qu'aux petits garçons, sans exception aucune, et conformément au programme arrêté par notre Gouvernement. La concordance entre nos poids et mesures et ceux à l'usage exclusif des indigènes, sera affichée dans le marché et dans les prétoires. Les formules des deux systèmes seront énoncées dans toute convention civile ou commerciale écrite. Les nôtres seront seules appliquées en cas de contestation. Rien dans cet état de choses ne jette les Arabes en dehors de leur hiérarchie, de leurs préjugés, des idées qui leur sont familières. Il est donc impossible que les forces vives des tribus n'aillent pas se consoler dans les belad de la privation des exploits guerriers, et que des associations de cette nature ne se détachent pas des masses actuelles comme des essaims s'envolent d'une ruche.

Plus ces associations seront nombreuses, plus sera grande l'activité du commerce colonial. Avec le produit de dix hectares et la jouissance d'un parcours considérable, l'Arabe aura toujours des céréales et des têtes de bétail à vendre, et la France achète à l'étranger tout ce que l'Algérie produit.

La création des municipes sera un stimulant à l'organisation des belad. Il n'y a rien à précipiter. Les indigènes, auxquels le joug des grands chefs pèse trop, ne manqueront

pas de se soustraire à une suprématie incommode, en s'établissant dans des centres de cette espèce.

Le but à atteindre serait complètement manqué si un antagonisme se déclarait entre les tribus et leurs belad. Les deux groupes seront maintenus dans les rapports qu'entretiennent aujourd'hui les diverses sections d'une même tribu, et il n'y aura de rompus que les liens matériels.

L'Algérie compte un millier de tribus dans le Tell. Parmi elles quelques-unes ont un territoire si exigü, une population si petite, qu'il n'y a rien à en attendre. Pour d'autres causes, il faut peu compter sur les tribus kabyles. Il est néanmoins facile de se rendre raison du déclassement d'hommes et de choses qui peut sortir de la pratique du système que nous venons d'esquisser. Certaines tribus ont 1,830 et 3,500 âmes, réparties sur des surfaces de 14,400 et 144,000 hectares, et d'autres possèdent jusqu'à deux millions d'hectares, couverts par une population de 48,000 et 64,000 individus.

Si ce que nous regardons comme favorable nous trompait, les belad ne s'en constitueraient pas moins. L'Algérie renferme des territoires qui suppléeraient à ceux dont les tribus ne se dessaisiraient pas, et leur état les rend parfaitement propres à cette destination. Théâtres de luttes prolongées et sanglantes, ils ont été abandonnés à la suite d'un accord tacite entre les ennemis fatigués de se vouer au deuil et à la ruine. Gourbi et tentes se sont éloignés assez pour que la fumée des uns ne fût plus aperçue par les habitants des autres, et on évite de traverser les solitudes créées de la sorte. Elles sont comme si elles n'étaient pas. Champs de désolation et de mort ! la France va vous toucher, et des cultures remplaceront vos herbes parasites, et le bruit du vent dans le feuillage, ou le chant du laboureur, succéderont bientôt au silence morne, aux cris lugubres des oiseaux de proie !

La création des belad aurait pour le trésor des résultats qui ne seraient pas sans importance.

Les cent trois propriétaires qui seraient établis dans chacun d'eux auraient acquitté, avant leur changement de condition, à titre de lesma, d'eussa et de taxe d'habitation, 1,854 fr.; et les deux mille hectares à eux affectés, auraient produit un hokor de 500 fr. Les deux sources de revenu auraient donc représenté 2,354 fr.

Dans le belad, cent propriétaires acquitteront, 1° une contribution de 7,450 fr., y compris un zekket liquide à 25 fr. par cote individuelle, sans préjudice à la faculté toujours ouverte de le payer en nature; 2° pour les bois et les terres de parcours, 187 fr.; au total, 7,637 fr.

La différence entre les deux masses étant de 5,283 fr., malgré les exemptions accordées aux quatre personnages importants du belad, le revenu public se trouvera augmenté, quand dix belad seront organisés, de 52,830 fr., et quand il en existera cent, de 528,300 fr.

LE MOMENT est venu pour nous d'examiner les questions qui se rattachent à la future organisation des pouvoirs.

Nous n'avons rien à objecter contre les conséquences de la division du pays en territoire civil et en territoire militaire, contre le régime auquel sont soumises les enclaves de l'un et de l'autre, contre l'action respective ou combinée des préfets et des commandants supérieurs. Sa base admise, et elle est de nature à l'être, le système est logique, il fonctionne convenablement.

Quelle différence, au fond, existera entre le gouvernement général d'aujourd'hui et la vice-royauté de demain? Voilà ce que nous avons hâte d'examiner, car c'est un mal réel que la divergence des opinions sur ces deux points: la haute direction doit-elle émaner de l'autorité militaire ou de l'autorité civile? avoir son centre à Paris ou dans la capitale même de la colonie?

Qu'est-ce qu'un gouverneur général ? Un haut fonctionnaire relevant du ministre, dont la responsabilité est seule engagée devant le chef de l'Etat et devant l'opinion, par les actes de son subordonné.

Qu'est-ce qu'un vice-roi ? Le titulaire d'une dignité plus encore que d'une fonction, le grand officier de la couronne qui seul participe de la nature du souverain, et qui, par conséquent, ne voit au-dessus de lui que ce dernier.

Le vice-roi de l'Algérie peut-il être ce qu'ont été le prince Eugène à Milan, le prince Constantin à Varsovie ? Non. Le royaume d'Italie, le royaume de Pologne étaient des souverainetés complètement distinctes des empires qui, en même temps qu'eux, se trouvaient placés sous la domination des porteurs de leurs couronnes. L'Algérie n'est pas une nationalité indépendante de la nôtre ; elle n'est qu'une région. Les princes Eugène et Constantin avaient des ministres, le vice-roi de l'Algérie n'en peut pas avoir. Les vice-rois d'Italie et de Pologne n'admettaient pas d'intermédiaire entre eux et les empereurs dont ils relevaient ; le vice-roi de l'Algérie n'étant pas un ministre, ne peut pas correspondre directement avec le chef de l'Etat, et étant dans la hiérarchie des pouvoirs, supérieur à un ministre, il doit être affranchi de l'autorité de ce dernier. Dispensé de demander des ordres et des instructions à aucun secrétaire d'état, il sera soumis à un contrôle direct aux lieux où tous les fils de la centralisation administrative aboutissent pour se rattacher entre eux. Dépositaire du pouvoir, non-seulement d'administrer, mais de gouverner sur place, il aura à présenter un exposé périodique et complet de ses actes à un des membres du cabinet.

Nous disons à un des membres du cabinet, et non pas à celui des ministres au département duquel correspondront les affaires traitées, les intérêts réglés, les personnes discutées ; parce que nous repoussons la doctrine qui compte

beaucoup de partisans, et paraît ce qu'elle n'est pas, rationnelle et pratique.

Dans aucun temps, il ne sera ni logique, ni utile, de scinder l'appréciation, à Paris, des affaires et des tendances, des besoins et des passions de l'Algérie.

Lorsqu'il s'agit de services soumis à une comptabilité, à une législation uniformes, dirigés par des fonctionnaires, les mêmes partout, ayant partout la même mission à remplir, les choses peuvent se passer comme on voudrait qu'elles se passassent pour l'Algérie ; mais dans cette colonie, tout est distinction, exception, complication ; tout est dominé par des différences de lieux, de races, de coutumes, de juridictions, de textes. Si le vice-roi de l'Algérie avait à diviser son travail entre les dix portefeuilles de la métropole, il faudrait que chacun des dix ministres commençât par apprendre et par faire apprendre au-dessous de lui, tout ce dont le dépositaire de l'autorité locale ne se pénétre qu'après un labeur sérieux et pénible. Il serait dangereux de le tenter, il est déraisonnable de le conseiller.

Sans unité, il n'y a rien de possible, soit pour un gouvernement, soit pour une administration, et l'unité doit se trouver dans le contrôle aussi-bien que dans la direction. Si le dépôt de la pensée et de la tradition gouvernementales de l'Algérie était confié à dix ministres au lieu de l'être à un seul, ce dépôt ne serait pas gardé de la même manière par chacun des conseillers de la couronne ; cette tradition serait appréciée diversement dans leurs bureaux. Les lenteurs d'abord, les conflits ensuite, le désordre, la neutralisation des forces, l'impuissance la plus radicale enfin, obligeraient bientôt à rentrer dans le simple et dans le vrai.

Chargé du gouvernement de l'Algérie, le ministère de la guerre a noblement porté ce lourd fardeau. Il ne faudrait rien moins que des hommes d'élite, ils sont toujours rares ; des efforts puissants, il est sage de ne pas trop compter sur

eux quand il s'agit de bureaux; un temps très-long, nous n'en avons plus à perdre; pour créer les dix appareils administratifs par lesquels serait remplacée l'unique direction qui, aux applaudissements de tous, fonctionne avec tant de promptitude et d'habileté sous la vigoureuse impulsion d'un général sachant vouloir et commander, après avoir su apprendre et obéir. Ne pensons donc pas à autant de directions des affaires de l'Algérie, que nous comptons de portefeuilles; ne pensons pas davantage à déposséder le département de la guerre d'une de ses plus précieuses attributions. C'est assez de lui enlever l'initiative dont il a bien usé. Le foyer étant déplacé, le rayon partira d'Alger et n'ira frapper à Paris qu'un simple réflecteur. Sans doute on ne verra pas toujours l'hôtel de la rue Saint-Dominique occupé par des Trézel et des Cavaignac, des Lamoricière et des Rullière, des d'Hautpoul, des Randon, des Saint-Arnaud, mais l'ensemble des idées et des faits de l'Algérie ne peut être saisi complètement et d'une manière utile que là. Lorsque les convictions du ministre ne seront plus en harmonie avec celles du vice-roi, la lumière s'y fera vite, et l'Empereur pourra toujours opter en parfaite connaissance de cause entre les unes et les autres.

Ce système permettra de prendre un vice-roi dans la vie civile ou dans les rangs de l'armée. Quand ce dernier ne sera pas homme d'épée, il aura à sa droite, au conseil et partout, un commandant général de nos forces en Afrique. Dans le cas contraire, il aura sous sa main la guerre comme l'intérieur. Il est manifeste qu'il appartiendra tantôt à l'une, tantôt à l'autre partie de la grande famille, sans que la condition des fonctionnaires de la colonie cesse d'être la même. Le vice-roi aura des emplois à donner, il demandera aux ministres compétents des hommes ayant leur confiance. Il aura des emplois à retirer, il rendra aux ministres qui avaient mis leurs titulaires à sa disposition, les subordonnés dont il

n'agrèra plus les services. L'état de ceux-ci ne sera pas perdu ; leur résidence sera seule changée.

AUPRÈS du gouvernement général est institué un conseil composé de hauts fonctionnaires , et dans le sein duquel se traitent, à la suite de rapports spéciaux, les matières dont il est appelé à connaître. Cette institution laisse peu à désirer.

Les races indigènes n'y comptent aujourd'hui aucun représentant direct ; cette étrange lacune pourrait être comblée, et il est facile autant que juste de faire cesser un légitime sujet de mécontentement et de défiance. Pendant que la guerre était notre état habituel sur le sol africain, l'exclusion qui subsiste encore , trouvait dans la nécessité une explication trop acceptable. La paix, la sécurité, l'ordre, nous avons dit pourquoi, se raffermiront de plus en plus ; ne craignons pas de nous montrer sympathiques pour ceux qui s'interdisent la révolte de l'ingratitude. Convaincus de leur loyauté, associons-les à l'étude des intérêts qu'ils comprennent déjà. L'Arabe est fidèle à sa parole ; il sait garder un secret, nos dignités le fascinent. Tous ceux de ses frères qui nous ont trahis sont allés à la ruine et à l'expiation ; tous ceux qui nous ont servis avec honneur sont traités à l'égal de nos nationaux eux-mêmes. Le moment est donc venu de donner des sièges dans le conseil du gouvernement, à côté de l'évêque, au grand rabbin ; à côté du chef d'état major-général, au marabout le plus vénéré du pays.

Le général, chef de l'arme du génie, est membre du conseil ; le général , chef du service de l'artillerie, ne l'est pas. Cette différence entre les commandants de deux armes savantes, entre les titulaires de deux fonctions dont le relief est le même, ne semble pas pouvoir se perpétuer.

Le chef du bureau politique des affaires arabes, commandant supérieur des goums, apporterait au conseil un précieux contingent de faits, d'observations, de récits. Sa présence et son concours y sont donc nécessaires.

Le secrétaire général du gouvernement, chef de tous les services civils, y représente tous les directeurs d'administration; on n'a pas eu à le regretter dans le passé, on en souffrirait certainement dans l'avenir.

Trois hauts fonctionnaires civils manquent à la hiérarchie coloniale, nous voulons parler des directeurs généraux de la comptabilité, de la statistique, de la caisse centrale de l'Algérie. Au bureau d'un conseil de gouvernement doivent toujours être assis, et prêts à éclairer par des chiffres toutes les questions posées, l'homme public ayant pour mission d'appatroner les ordonnancements de dépenses et les crédits ouverts, les espèces en caisse et les sommes à employer; l'homme public tenant à jour les rôles, les états, les tableaux; se référant à tout ce que les écritures officielles peuvent atteindre et certifier; l'homme public chargé de la garde et de la gestion du trésor colonial dont nous exposerons bientôt le mécanisme et la puissance.

Si l'institution des ordres religieux réalisait nos patriotiques désirs, personne ne se refuserait à reconnaître que le délégué du grand maître de Malte, et les généraux de la Merci, de la Trappe, de Saint-Jean, de l'Oratoire et de Saint-Eloi, donneraient, en prenant une part dans l'accomplissement de son mandat, à une assemblée investie du respect de tous, une autorité et un éclat nouveaux.

Si le nombre des rapporteurs au conseil était augmenté dans la même proportion que celui des provinces, le même rapporteur serait chargé de toutes les affaires intéressant la même contrée, et on aurait beaucoup à s'en féliciter.

LES CHEFS des divers services qui n'ont pas entrée au conseil, sont notamment les directeurs des domaines, des douanes, des forêts, des contributions diverses, les ingénieurs en chef des ponts-et-chaussées et des mines. Nous voudrions qu'ils fussent élevés au rang de directeurs généraux, tout en demeurant placés sous les ordres du secrétaire général.

Nous examinerons de plus près l'organisation de la magistrature, celle du corps enseignant et celle de notre armée.

L'ALGÉRIE a été dotée d'une Cour d'appel, de six tribunaux de première instance et de quinze justices de paix, aux travaux desquels participent des assesseurs musulmans.

Sa Cour se compose d'un procureur général, chef du service de la justice, membre du conseil du gouvernement; un président, un vice-président, deux avocats-généraux, douze conseillers, deux substituts, un greffier en chef.

Ses tribunaux ont pour sièges Alger, Blidah, Oran, Bône, Philippeville et Constantine.

Les justices de paix sont instituées dans ces dernières villes, et, en outre, à Douera, Koleah, Médéah, Ténès, en Alger; Mostaganem, Tlemcen, Saint-Cloud, en Oran, et Guelma, en Constantine.

Si le personnel de la Cour suffit à sa tâche, c'est parce que la plus vitale des attributions judiciaires n'est pas encore le partage de la magistrature assise.

Dans le ressort d'Alger, cet état de choses est abusif et dangereux, l'exercice et la disposition de l'action publique appartiennent exclusivement aux officiers des parquets. Ceux-ci requièrent des poursuites contre un inculpé; ils les apprécient ensuite sans le concours d'aucune chambre du conseil. Ils saisissent enfin, quand et comme ils estiment qu'il y a lieu, le juge ayant compétence pour connaître du crime auquel ils ont seuls donné une qualification. Même à l'audience, et jusqu'à ce qu'un jugement ou un arrêt soient prononcés, il leur est loisible de mettre au néant ou de suspendre toute information.

Ce pouvoir sans contre-poids ni contrôle juridiques est effrayant, moins pour le justiciable sur lequel il plane, que pour le magistrat qui en est investi, et nous ne connaissons pas un seul homme, comprenant le poids de la toge, qui ne forne avec ardeur le vœu de sa limitation.

Les faits reprochés, leur existence, leur criminalité, les

éléments d'excuse ou d'atténuation qu'ils présentent, sont appréciés, avec le scrupule le plus complet, par ceux qui s'acquittent seuls et dignement du double devoir qui se partage en France; mais la question n'est pas là.

La magistrature assise, qui n'a pas été appelée à émettre un avis préalable sur les résultats de l'information; à imprimer une qualification doctrinale aux faits qui y ont donné lieu; à couvrir de sa sauvegarde les inculpés qu'elle croirait indûment poursuivis; reprend tout le travail fait. Avant l'audience, un de ses membres le soumet à un examen méticuleux. En présence du public, il en rend à ses collègues un compte détaillé. Jusqu'à ce moment, certaines garanties de droit commun avaient manqué à l'accusé; malgré eux, tous s'en émeuvent et s'en inquiètent. On hâte lentement le débat oral; on prend en très-grande considération l'emprisonnement préventif, plus cruel et plus long en Algérie qu'ailleurs, et on arrive souvent à l'application de pénalités qui, en France, paraîtraient légères, même à ceux qui le comprennent le mieux: sous un ciel de feu, la répression doit être adoucie, et le corps de justice, dont un jury n'allège pas la responsabilité par ses déclarations, tient à honneur de traiter le coupable qu'il frappe, avec une sévérité moins grande que celle devant laquelle ne reculerait pas une des Cours d'assises de la métropole.

Tous les tribunaux du ressort, à l'exception du siège de Blidah, connaissent aussi des causes criminelles; mais ils ne les jugent qu'à charge d'appel, en sorte que les condamnés des provinces d'Oran et de Constantine obtiennent que la Cour procède à la révision de leurs procès, tandis que les condamnés de la province d'Alger se trouvent atteints par une sentence définitive.

Les accusés sont transportés des points les plus éloignés du Tell dans la capitale de la colonie. Souvent les témoins les y suivent, après avoir comparu devant les juges du premier degré. On voit alors se produire d'inévitables dommages

pour les tiers, mêlés, à un titre quelconque, à ces débats, dont le théâtre est tantôt à une extrémité, tantôt à une autre extrémité de nos possessions, et des liquidations de frais de justice véritablement énormes, presque toujours retombant à la charge du trésor.

Il est urgent de modifier une telle situation, et elle demeurera irrémédiable aussi longtemps qu'on n'augmentera pas le personnel de la Cour d'Alger d'un vice-président et de huit conseillers.

Grossie de ces neuf magistrats, cette compagnie compterait seulement trois conseillers de plus que la Cour de Bastia, dont le ressort comprend le seul département de la Corse, et elle aurait le même nombre de présidents que cette dernière.

Ces rapprochements suffisent pour ôter toute valeur à l'objection qui serait tirée de l'élévation de douze à vingt du nombre de ses conseillers. Ce sont bien neuf magistrats qui sont nécessaires à l'expédition des affaires en Algérie, et les preuves en abondent.

On y juge maintenant au civil à cinq voix, et les procès de cette nature ne sont vidés en France qu'entre sept opinants au moins.

Avec trois présidents et vingt conseillers, il n'y a de possible que la formation de deux chambres. Quant à une d'elles auront été attachés huit conseillers, et à l'autre sept, il ne restera que cinq magistrats pour les présidences d'assises dans les cinq provinces.

Toutes les Cours de France, celle de Bastia exceptée, ont leurs chambres composées d'un nombre de magistrats plus considérable, et il est évident que, même aux époques où les sessions d'assises ne seront pas tenues, la force des choses réduira presque toujours au minimum de sept, le nombre des magistrats siégeant dans les chambres de la Cour d'Alger.

Afin d'assurer le service, sans le rendre trop pénible pour

les conseillers dont l'état de santé ne contiendra pas le zèle, il sera indispensable de charger la seconde chambre de l'expédition de trois rôles, celui des affaires urgentes, celui des affaires de police correctionnelle, celui des mises en accusation, car il est absolument impossible à un magistrat de tenir habituellement, sous le ciel d'Afrique, deux audiences par jour, ou une audience chaque jour.

Les audiences de cette chambre seront toujours très-chargées, et, le plus souvent, le service des mises en accusation remplira des heures destinées au repos.

La tâche des présidents d'assises sera exceptionnelle encore. Leurs sessions devront se succéder de deux mois en deux mois, et non pas par trimestres, pour deux motifs, graves l'un et l'autre.

Peu de crimes se commettent dans le ressort, quand les grandes chaleurs y sévissent, et la magistrature algérienne, qui n'a pas de vacances, suspend réglementairement ses audiences, du 20 juin au 10 juillet, du 20 juillet au 10 août.

Il serait sage, à tous égards, de décider qu'elle entrera en vacances, pour deux mois, depuis le 1^{er} août jusqu'au 1^{er} octobre, et que les fêtes en usage dans les compagnies de la métropole, à Pâques et à la Pentecôte, seraient compensées pour elle par un repos unique, commençant le 20 juin, finissant le 5 juillet.

Les présidents d'assises tiendraient leurs sessions pendant les huit premiers mois de l'année judiciaire, sans que l'inconvénient le plus redoutable de tous, celui de la prolongation d'un emprisonnement préventif, pût se produire autrement que comme fait accidentel pendant les quatre autres mois.

Nous entendons que chacun de ces cinq présidents ferait son service dans la même province, pendant une année entière, s'y transportant successivement de siège en siège, n'ayant à adresser à la chancellerie qu'un seul rapport, et après le 1^{er} juin.

Les hommes habitués au maniement des choses et de la

comptabilité judiciaires, ne regarderont pas comme un obstacle insurmontable à des réformes si désirables, l'augmentation de crédits qui serait leur première conséquence.

Qu'est-ce que les 58,000 fr., montant des traitements du vice-président, des douze conseillers et du commis-greffier, dont l'institution est nécessaire?

N'hésitant pas plus sur les questions d'argent que sur les difficultés d'un autre ordre, nous croirions manquer à un devoir, si nous ne protestions pas, au moment où nous espérons une augmentation de travail pour eux, contre la diminution du traitement des substituts du procureur général.

Ces deux magistrats, avant la révolution de février, recevaient du trésor 5,000 fr.; ils touchent 4,500 fr. Aussi longtemps qu'on ne reviendra pas sur la mesure inconsidérément prise par le gouvernement provisoire, tous les procureurs de la République du ressort achèteront, par un sacrifice annuel, l'honneur d'appartenir à la Cour en qualité de substituts, tandis qu'en France les chefs de parquet près les tribunaux de dernière classe obtiennent un avancement de cette nature sans voir diminuer leurs revenus.

Le crédit à ouvrir serait donc de 59,000 fr., et non pas de 58,000 fr., en ce qui touche la Cour d'Alger.

Les tribunaux du ressort, en connaissant, à la chambre du conseil, des procédures suivies au grand et au petit criminel, gagneraient un surcroît de travail dont ils seraient fiers, et le retour au droit commun rendrait indispensable une augmentation dans leur personnel.

Plus les compagnies judiciaires sont nombreuses, plus leur zèle est actif, plus leurs études sont fortes, plus leur autorité sur les justiciables est grande, plus enfin l'esprit de corps, dans ce qu'il a d'élevé et de fécond, les inspire heureusement. Au surplus, que signifie l'accroissement de dépenses dont nous allons parler, quand on le met en regard et des économies qui seront obtenues sur les taxes liquidées au profit des témoins ou à l'occasion des conduites d'accusés,

et de la diminution du temps employé aux informations criminelles, et du temps à passer dans les liens de l'emprisonnement préventif ?

Chacun de ces tribunaux, celui d'Alger laissé à l'écart, se compose aujourd'hui d'un président, un juge d'instruction, trois juges, un procureur de la république et un substitut. Le service des audiences civiles serait donc à peu près impossible pendant les sessions d'assises.

Des juges suppléants leur manquent à tous ; il est donc facile de résoudre le problème qui consiste à ménager les intérêts du trésor, en mettant les justiciables à l'abri de toutes lenteurs dans l'expédition des affaires.

Deux juges suppléants par siège suffiraient pour que la cour d'assises et la chambre civile fonctionnassent en même temps. En chargeant spécialement l'un d'eux des procédures d'ordre et de distribution, et en attachant l'autre au parquet, on obtiendrait des améliorations véritables.

L'Algérie fournit à grand-peine des suppléants à ses juges de paix ; elle ne peut donc recevoir que de la métropole les suppléants qui entreraient dans les tribunaux de première instance.

Un traitement sera attaché aux fonctions de ces derniers. En France elles sont gratuites, parce que les membres d'un barreau nombreux et éclairé s'y disputent l'honneur de les remplir de loin en loin, pendant quelques heures. Elles réuniront dans la colonie tous les caractères des suppléances dont sont titulaires les magistrats composant les chambres temporaires de première instance dans la métropole.

Dix-huit cents francs seraient une rémunération équitable pour les jeunes gens destinés à devenir, aussitôt que leur noviciat judiciaire serait achevé, que leurs preuves d'aptitude auraient été faites, juges de paix, substitués ou juges.

Aujourd'hui, ces importants mandats sont nécessairement confiés à des hommes, nouveaux-venus dans un pays où personnes et choses sont d'une si difficile pratique, que la

conscience se trouble et la responsabilité se sent trop engagée, jusqu'à ce qu'on les ait étudiées par soi-même.

Grâce à la création des juges suppléants, des règles d'avancement pourront être définitivement arrêtées, et le niveau moral de la magistrature en sera sensiblement élevé.

Les ressorts des tribunaux actuels sont d'une telle étendue, que ces sièges sont inabordables à la plupart des justiciables. Dans beaucoup d'arrondissements, on est en France trop près de son juge ; presque partout, en Algérie, on en est beaucoup trop loin. Les frais, les délais plus redoutables qu'eux, s'en accroissent outre mesure, et les intérêts les plus chers, notamment en matière d'expropriation et de faillite, de séquestre et de ventes de biens de mineurs, d'ordres et de liquidations de succession, en sont compromis de la manière la plus regrettable. La province d'Oran n'a qu'un seul tribunal, et elle couvre dans le Tell une surface de 35,000 kilomètres carrés ! La province d'Alger, un peu moins mal partagée, n'en a que deux ; celle de Constantine en a trois, et, dans le Tell seulement, elle se compose de 73,000 kilomètres carrés ! Nous voudrions que, sous ce rapport, les trois provinces n'eussent rien à s'envier l'une l'autre, et que le Gouvernement instituât des tribunaux à Milianah, en Alger ; à Mostaganem et à Tlemcen, en Oran.

Chacun de ces sièges donnerait lieu à une dépense de 37,600 fr. Ce total excède de 5,100 fr. le crédit ouvert aux autres tribunaux, parce que nos calculs comprennent les traitements de deux juges suppléants et d'un deuxième commis greffier.

L'introduction de ces magistrats et officier ministériel dans les tribunaux de Blidah, Oran, Bône, Philippeville et Constantine, entraînerait par conséquent une augmentation de dépenses de 5,100 fr. pour chacun de ces derniers.

On peut maintenant choisir entre l'intérêt des justiciables, la dignité de la magistrature, les garanties de droit commun dans les informations criminelles, la célérité dans

les procédures civiles qui ne comportent pas de retard, la suppression du privilège de l'appel pour deux séries de condamnés, et un accroissement de dépense de 197,300 fr.

Aucun siège de judicature n'existe dans les vastes contrées que commandent, sur le littoral, Dellys, Bougie, Djijelli, Collo; dans l'intérieur du pays, Sétif, Bathua, Bousada, Biskara.

Cet état de choses paraît anormal; mais nous nous empressons de reconnaître que les justices de paix elles-mêmes ne peuvent être érigées que dans les centres où l'élément européen présente une certaine cohésion, où la propriété et l'industrie ont pris un développement sérieux.

Ces conditions n'ont été remplies complètement dans le passé, ni par ces places, ni par celles de Cherchell et Orléansville, en Alger; Mascara et Sidi-Bel-Abbès, en Oran. Entre le refus de ce qui est indispensable et l'octroi de ce qui n'est pas absolument nécessaire, il est un milieu dans lequel un gouvernement aussi éclairé que le nôtre sait toujours se renfermer.

Ce qui semble le plus opportun et le plus sage, ce serait l'institution, dans chacune des deux provinces de Sétif et de Titeri, d'un tribunal unique, composé autrement que ceux pour lesquels nous venons de demander une augmentation de personnel.

Ces nouveaux sièges seraient établis à Sétif et à Aumale; leur ressort ne s'étendrait pas, quant à présent, au delà des limites du Tell, et la justice serait administrée: par eux, selon le droit commun; pour eux, en vertu de délégations permanentes, et de manière à rendre inutiles des créations de justices de paix.

Leur juridiction s'exercerait sur des territoires déclarés ou réputés civils, et formés des villes et banlieues de Sétif, Bougie et Djijelli, en Sétif; d'Aumale, Boghar et Tiaret, en Titeri. Plus tard, il en serait de même pour Batlina et Bousada, pour Taguin et Kzar-Zaccar.

Ils auraient deux assesseurs, un substitut, un commis-greffier et deux interprètes de plus que les autres tribunaux. Chacun de ces derniers donnant ouverture à un crédit annuel de 37,600 fr.; le personnel de chacun des sièges de Sétif et de Titeri entraînerait une dépense de 45,700 fr.

Pour nous renfermer dans ce total, il a fallu réduire le traitement de l'interprète en titre de 2,400 fr. à 2,000 fr., et créer des emplois d'interprètes adjoints, ayant le même traitement que les commis-greffiers.

On va voir que ces sièges tiendraient lieu de six tribunaux de première instance et d'autant de justices de paix. Affecter 91,400 fr. à leur organisation, c'est donc échapper pour longtemps à une dépense qui s'élèverait jusqu'à 245,700 fr.

Le président, le juge d'instruction, le premier juge, le procureur de la république et les deux suppléants composeraient la section sédentaire du tribunal. Un juge et un substitut, délégués, le premier par le tribunal, le second par le procureur de la république, iraient s'établir dans les résidences qui leur seraient assignées.

Ils y seraient suivis par un assesseur, un commis-greffier et un interprète adjoint. A Bougie et à Djijelli, à Boghar et à Tiaret, ils jugeraient et concluraient au civil et en police correctionnelle, ils instruiraient et requerraient au grand et au petit criminel, chacun dans sa sphère d'action, et en usant de la plénitude des attributions que leur compagnie ou ses chefs tiendraient de la loi.

Ils cloraient leurs informations criminelles par des rapports écrits, et sur les dossiers complétés ainsi, interviendraient, en la chambre du conseil, l'ordonnance de la section permanente du tribunal, et en la chambre des mises en accusation, l'arrêt de la Cour.

La Cour d'assises à Sétif et à Aumale serait complétée à l'aide du premier juge, de l'assesseur musulman et du secrétaire du parquet, qui y remplirait les fonctions de gref-

fier ; à Bougie et Djijelli, à Boghar et Tiaret , par les deux magistrats délégués et l'assesseur musulman.

Ce système est le meilleur possible. S'il exclut, en la forme, le préliminaire de la conciliation, il en conserve tout le bénéfice aux plaideurs. S'il confère à un magistrat unique le droit de statuer en matière civile, l'expérience, acquise dans d'autres temps, a démontré que les justiciables algériens n'étaient pas disposés à s'en plaindre. La dérogation la plus grave au droit commun est celle qui permettrait au magistrat instructeur de siéger dans les Cours d'assises, mais elle est acceptable, en ce qui touche l'Afrique, par les théoriciens eux-mêmes. Les Cours d'assises y procèdent selon les formes réglées pour les chambres des Cours de la métropole qui connaissent des appels de police correctionnelle.

Le droit de délibérer dans les Cours d'assises, conféré à un assesseur musulman, quand l'accusé ne sera pas son coreligionnaire, paraîtra quelque chose d'excessif ; mais aucune innovation ne frapperait davantage l'Europe et les indigènes. La justice, qui est le premier besoin des peuples, est aussi la seule institution humaine pour laquelle l'égalité absolue ne soit pas la plus folle des chimères, le plus grand des périls. La France juge les Arabes avec le concours des Arabes, c'est beau ; elle jugera des Français avec le concours des indigènes, ce sera plus beau encore.

La nature de ces considérations nous dispense de faire remarquer que si l'assesseur musulman n'était pas membre des Cours d'assises, le personnel des deux tribunaux se trouverait insuffisant, quoiqu'il ait un moment paru tout autre.

Ce régime pourra recevoir son application jusqu'à ce que Sétif et Titeri aient reçu une organisation complète, puisque des augmentations proportionnelles et des délégations nouvelles deviendront seules nécessaires, quand Bathna et Bou-

sada, Taguin et Kzar-Zaccar, seront à leur tour appelés à jouir de ses avantages.

Au fur et à mesure que ces quatre villes seront dotées d'une section de tribunal, la dépense s'accroîtra annuellement de 9,500 francs pour chaque section. 38,000 francs représenteront donc alors les 160.200 francs montant des crédits auxquels donnerait ouverture la création de quatre tribunaux de première instance et d'autant de justices de paix.

L'action répressive de la magistrature civile ne s'exerce pas dans le territoire militaire, et on comprend qu'il est impossible d'innover à cet égard. Attendons patiemment la réforme que rendra praticable un avenir plus ou moins prochain. Ce qui ne peut pas être ajourné, ce qui, au contraire, doit être réalisé immédiatement, c'est la restitution au parquet de la Cour d'Alger du droit de surveillance et de discipline que l'ordonnance de 1842 lui avait attribué sur les magistrats indigènes, et qui lui a été récemment et mal à propos enlevé.

La magistrature indigène ne se compose que de cadis, *hanefi* et *maleki*; des corps du *beit-el-mal* et des *midjeles*. Le concours d'un ministère public lui manque à tous les degrés. Ses greffiers, qui de jour en jour deviennent plus utiles, sont de véritables officiers ministériels.

Tout ce personnel est aujourd'hui sous la main des préfets, en territoire civil; des officiers généraux, en territoire militaire. Il serait peu raisonnable que les choix à l'aide desquels il se recrute et s'améliore, ne fussent pas confiés à ces hauts fonctionnaires; mais après que magistrats et *adoul* ont été renvoyés à l'exercice de leurs mandats respectifs, ce ne sont plus eux qui sont le mieux placés pour veiller sur les actes et les abstentions, sur les tendances et les habitudes de ces derniers.

Tout homme qui est pourvu d'une commission judiciaire

doit compte à la justice de l'usage des droits dont il est investi ; et en Algérie , comme partout , le procureur général donne seul à la société toutes les garanties dont elle a besoin sous ce rapport. La vie magistrale ne ressemble à aucune autre , et le respect des règles de conduite qui la constituent ne peut être enseigné et imposé que par ceux dont elle est la seconde nature.

Le cadi sera plus désintéressé , le *beit-el-mal* plus circonspect , le *midjeles* plus jaloux de se montrer docte ; l'*adoul* tiendra ses écritures plus régulièrement ; les présents seront plus dédaignés par eux tous ; les amendes seront frappées avec plus d'équité , quand le procureur général verra et appréciera par lui-même. Maintenir les préfets et les généraux dans le droit de nomination ; rendre au parquet de la Cour le droit de provoquer les suspensions et révocations , voilà le partage d'attributions contre lequel aucune opposition ne peut prévaloir.

La bastonnade existe encore comme moyen de répression ; qu'elle disparaisse enfin ! Il nous faut des travailleurs et non pas des malades. Son application oblige ceux qui l'ont subie à demeurer couchés pendant un temps plus ou moins long. Nous voudrions voir substituer à ce châtiment corporel , l'amende ou une condamnation au travail sans salaire dans un chantier public.

La juridiction rabbinique réprimait les délits , les conventions , les fautes que prévoit le statut hébraïque et que la loi française n'atteint pas. Elle n'existe plus , nous le regrettons ; car elle avait été réglée avec sagesse , et avec elle a péri un droit aussi respectable et plus précieux qu'elle.

La répudiation , divorce des Israélites , présente dans certains cas ce caractère particulier , qu'au lieu d'être facultative , elle est imposée à l'époux sans reproche , comme dette civique à acquitter , exemple salulaire à donner , acte de foi à accomplir

Les répudiations de toutes sortes étaient prononcées au-

trois par le juge français, sur l'avis écrit du grand rabbin, et ce document demeurerait annexé à la minute du jugement. Cette forme était solennelle ; elle ménageait la pudeur publique, plus et mieux que les anciens textes du Code civil eux-mêmes ; elle enlevait toute leur force aux scrupules de nos magistrats. Pourquoi voyons-nous, à côté du Musulman qui abuse du droit illimité du divorce, un Israélite qui n'est plus admis à sortir juridiquement de l'état que sa conscience l'oblige à regarder comme inconciliable avec ses devoirs envers Dieu et sa nation, avec sa dignité personnelle ? Pourquoi ? Parce qu'un abus existe, et qu'on ferme les yeux, afin d'être dispensé de l'appeler par son nom. Nous le signalons cet abus, et nous demandons qu'il cesse. Il n'y a pas de désuétude pour une législation qui date d'hier ; il n'y a pas de dénis de justice possibles sur la terre que la France a placée sous la protection du droit ; il n'y a pas de considérations ni d'intérêts qui puissent nous relever de la loyale exécution des traités, en vertu desquels les vaincus sont nos égaux et nos frères.

Quand il aura disparu, on reconnaîtra que la libérale ordonnance de 1842 n'était pas l'expression complète du juste. L'Israélite ne sera réellement traité suivant sa loi, et placé dans la position qui est celle du Musulman, que lorsque le grand rabbin prononcera seul en une matière dont le juge français ne peut pas connaître, sans que de grands frais, de longs délais, une publicité impitoyable et l'incertitude sur l'issue du procès, n'aggravent la situation des intéressés.

L'ENSEIGNEMENT assuré par l'Etat à tous, dans ses écoles primaires et au lycée d'Alger, donné aux indigènes par leurs *thaleb* ou dans les *zaouïa* et établissements consistoriaux, est insuffisant.

Il deviendra ce qu'il peut et doit être, si on ne perd pas de vue, quand il s'agira de l'étendre, que tout désormais doit être combiné, en Algérie, de manière à hâter l'accroissement de la population, à favoriser le rapprochement des races.

L'Université et l'Église peuvent efficacement, l'une et l'autre, rallier autour d'elles et les familles auxquelles ont manqué si longtemps les moyens d'élever leurs enfants auprès d'elles, et les étudiants de toutes les communions entre lesquels il est si utile d'établir une confraternité d'études, source inépuisable, en tous lieux et dans tous les temps, d'affections douces et profondes.

Alger a un lycée ; Oran , Bône et Constantine attendent et obtiendront les leurs. Les villes d'une importance moins grande demeurerait privées même de collèges communaux ou d'institutions privées de plein exercice, si l'Oratoire ne venait pas au secours de l'État, offrant à la jeunesse algérienne les leçons et les exemples que la génération présente n'a pas reçus, mais dont la mémoire est chère à ceux qui apprennent un peu et n'oublient rien.

Les maisons de l'Oratoire pourraient être successivement fondées dans tous les chefs-lieux de subdivisions ; des concessions de territoire et de bâtiments domaniaux seraient tout ce qu'elles coûteraient à l'État. Elles et les lycées sont également nécessaires. Si on se reposait, après avoir ouvert les unes et les autres, on aurait travaillé dans l'intérêt des Européens seulement. Rien ne serait moins juste et moins habile. L'organisation de quatre écoles supérieures, dans lesquelles seront pris des degrés à la fin des années classiques, est une mesure d'une portée plus haute.

La première de ces écoles assurerait aux fils des grands chefs, des fonctionnaires, des notables musulmans ou israélites, tous appelés à se rendre utiles un jour par la pratique de la vie publique ou par l'administration de fortunes privées considérables, la langue, la littérature, la civilisation françaises, les éléments des sciences morales et politiques.

La seconde recevrait toute la jeunesse européenne, qui se destine à la carrière des fonctions publiques en Algérie, et l'initierait à la législation et au système économique, à l'histoire et à la géographie, à la langue et à la littérature,

aux mœurs et aux usages des races et des tribus indigènes.

La troisième serait ouverte aux Européens et aux indigènes qui, se destinant aux emplois d'instituteurs, interprètes, traducteurs, secrétaires d'administration ou de chefs indigènes, greffiers de tribunaux et justices de paix, midjeles, beit-el-mal et cadi voudront se perfectionner dans l'étude des langues française et arabe, se pénétrer des règles de leur état futur.

Dans la quatrième se formeraient les contre-maitres et les chefs d'atelier, les premiers commis et teneurs de livres, les voyageurs pour l'achat et le placement, qui constitueront la classe d'hommes spéciaux dont l'Algérie, si impatiente de voir prospérer son commerce et son industrie, est aujourd'hui complètement dépourvue.

Chacune d'elles répondant à un besoin généralement senti, attirera aux pieds de ses chaires et à la barre de ses jurys d'examen une jeunesse déclassée, sans élan, sans moyens d'accroître son perfectionnement moral. Les leçons données par un petit nombre de professeurs bien choisis, les brevets distribués avec une impartialité éclairée, une sévérité paternelle, révéleraient à l'Etat les aptitudes qui promettent les bons serviteurs, créeraient entre ceux qui s'efforcent encore, parce qu'ils ne peuvent pas se comprendre, les mêmes liens qui unissent déjà la terre dépendante à la terre suzeraine.

Les programmes seront le moins chargés possible, et conçus de manière à rendre le travail attrayant pour ceux qui commencent à en sentir le goût, et qui, amollis par une tiède atmosphère, sont habitués à la rêverie plus qu'à l'étude, enclins à la somnolence plus qu'à l'argumentation.

On se plaint bruyamment de la fausse direction imprimée à la jeunesse indigène dans les zaouïa, où elle croit apprendre le droit, les sciences mathématiques, la médecine et l'astrologie. Il est bien plus sage d'ouvrir devant elle une faculté de droit, une de sciences, une de médecine; qu'on le

fasse, et aussitôt, de tous les points du pays accourront, plus nombreux que nos nationaux, les jeunes Arabes, dont le cœur bat et l'œil s'enflamme au souvenir des astronomes, des métaphysiciens, des savants dans l'art de guérir, des moralistes, des jurisconsultes, dont l'écrasante domination des Turcs a interrompu la lignée.

On a tort mille fois de le nier : les indigènes se sont jetés à notre suite dans la voie où nous marchons ; pas plus que nous, ils ne rétrograderont vers le passé, et quand florira cette académie dont trois Dieux béniront les travaux, nous n'entendrons plus prononcer à leur sujet les mots dont on a tant abusé : déloyauté, fanatisme et barbarie. Ceux qui, nés sous une autre loi que la nôtre, ont épousé notre cause, élèvent les maisons de commandement, nous aident à percer des routes, désertent la tente pour des habitations fixes et solides, conduisent nos médecins auprès de leurs femmes malades, choisissent pour arbitres de leurs litiges les chefs de nos bureaux arabes, appellent devant notre magistrature des sentences de leurs juges les plus respectés, acceptent pour prix des livraisons qu'ils effectuent dans nos mains des billets de banque sur les marchés les plus éloignés de nos grands centres, méritent que nous conquérions leurs fils à la science et aux arts utiles ; et la France mérite elle-même de les entendre dire aux siècles à venir, qu'en moins de trente années elle a refait un monde.

Oui, les lycées, les maisons de l'Oratoire, les écoles supérieures, les trois facultés seront fondées ; et si elles ne l'étaient pas, la belle *Djezaïr*, la blanche sultane, qui livre son large sein aux baisers du soleil, en baignant ses pieds de marbre dans la mer fraîche et capricieuse, pourrait se demander, après que toutes les provinces seraient comblées, après que toutes ses filles seraient dotées au-delà des promesses de leurs rêves, quelle est sa part à elle dans tous les biens dispensés ? Des établissements universitaires peuvent seuls attirer et retenir dans ses murs ceux qui désormais auront ce

motif nouveau de préférer son séjour, les uns, à celui des pays froids et humides ou des villes que le luxe dévore ; les autres, aux forêts de l'Edoug, au sahel de Bougie, aux vallées de l'Aurès, aux oasis des Zibans.

Faire d'Alger un centre académique, c'est relever les écoles de Bagdad et de Cordoue, rappeler du tombeau les Averrhoës, les Khalil-Ibn-Ishah, les Kaïrouani ; c'est transformer le quartier Bab-Azoun en un autre pays latin ; c'est grouper autour de la statue du glorieux maréchal bibliothèque et musée, amphithéâtres et salles de conférences, jardin des plantes et salons de lecture ; c'est rappeler la vie et concentrer le mouvement là où la crise de 1847 a laissé tant de maisons vides, tant de rues silencieuses, tant de terrains sans emploi.

L'EUROPE ne croira à la sincérité d'une politique se refusant toute conquête par les armes au-delà des frontières que la nation n'aspire plus à briser dans une vengeresse colère, que si l'empire, naturellement suspect d'appétits de gloire, recourt à l'un des deux moyens que notre législation lui donne pour réduire l'armée en deçà des Alpes et du Rhin, de la Moselle et de la Meuse.

Le Gouvernement de Décembre fera donc preuve d'une habileté véritable, en faisant tomber au dehors les préventions injustes, en assurant aux Etats dont le crédit et les ressources sont à peu près épuisées, la liberté d'entrer à sa suite, dans la voie du licenciement et des économies.

Au contraire, si pour se ménager ces précieux avantages, il ne maintenait pas son effectif et sa situation militaire de l'autre côté de la Méditerranée, il s'amoiendrait dans l'estime des cours étrangères, et affaiblirait sensiblement la puissance qu'il a la légitime ambition d'étendre, de consolider.

L'utilité du désarmement en Europe, la nécessité de ne rien changer à nos conditions de force en Algérie, seraient par leur simultanéité une source d'embarras véritables, si la

population indigène n'était pas toute prête à recruter indéfiniment les corps spéciaux, éprouvés déjà, quoique leur existence date d'hier.

Ces corps remplaceront, quand on le jugera opportun, les régiments que la mère-patrie rappellerait à elle.

Nous avons parlé des divisions, des subdivisions, des cercles, des municipales à créer, sans aller au devant des objections que notre système soulève. Maintenant nous sommes tout à celles-ci, et elles se résument en ces termes : Combien d'hommes et de cadres impliquent tant de nouveautés ? Destine-t-on d'autres masses vivantes à grossir celles qui déjà sont si pressées autour du drapeau, ou à se substituer à ces dernières ? A-t-on à s'inquiéter de savoir si elles sont trop considérables ou trop faibles ? A ces doutes, à ces difficultés, notre réponse est : L'armée d'Afrique conservera un effectif de 70,000 hommes et de plus de 20,000 chevaux, et elle se transformera, parce que l'Afrique se transforme.

Cette réponse est de nature à satisfaire à la fois et ceux qui nous accusent de trop entreprendre, et ceux qui craignent que nous mettions trop de confiance dans le bon sens des Arabes, pas assez dans l'*ultima ratio*.

Nous n'avons proposé aucun remaniement dans les armes de la légion étrangère et du génie, des spahis et de la gendarmerie. Nous avons demandé la création de nouveaux cadres pour celle des Zouaves et des tirailleurs, et démontré la nécessité de détacher dans les grands municipes des pelotons d'artilleurs. Nous avons proposé la formation d'un corps nouveau de cavalerie, celui des Berranis; nous croyons qu'il est éminemment utile d'en créer un autre, celui des *hadar*, et d'augmenter le nombre des régiments de chasseurs d'Afrique, des bataillons légers et des corps qui ont successivement porté les noms de chasseurs d'Orléans, tirailleurs de Vincennes, et que nous désignerons sous celui de carabiniers.

Quelles seraient les conséquences de l'adoption de ces

bases? Nous allons le dire, en continuant à calculer sur la donnée la plus compromettante pour nous, celle de cinq divisions, vingt subdivisions, vingt grands municipes, vingt-deux petits municipes.

Les forces disponibles toujours prêtes à faire campagne, seraient dans ce système :

Pour chaque petit municipe : deux compagnies de cavalerie, représentant 68 hommes.

Pour chaque grand municipe : deux compagnies d'infanterie, représentant ensemble 140 hommes, deux compagnies de cavalerie en représentant 68.

Pour chaque chef-lieu de subdivision : douze compagnies d'infanterie, représentant 920 hommes ; quatre compagnies et deux escadrons de cavalerie en représentant 492.

Pour chaque chef-lieu de division : dix-huit compagnies d'infanterie, représentant 1,420 hommes, et un régiment de cavalerie en représentant 1,285.

A la moindre alerte, sortiraient donc de chaque petit municipe 68 hommes ; de chaque grand municipe, 208 hommes ; de chaque chef-lieu de subdivision , 1,412 hommes ; de chaque chef-lieu de division, 2,705 hommes.

Ces forces, toutes à l'état de corps expéditionnaire, seraient fournies par quarante-deux compagnies de Berranis-guides, autant de Berranis-courriers ; vingt-trois compagnies détachées de tirailleurs indigènes ; autant de Zouaves ; quinze bataillons légers et autant de carabiniers, composés chacun de huit compagnies de 80 hommes ; par cinq régiments de hadar, composés chacun de huit escadrons de 178 hommes ; par cinq régiments de chasseurs d'Afrique, composés chacun de cinq escadrons de 257 hommes.

Les grands et petits municipes laissés à l'écart, elles se répartiraient, savoir :

Dans les chefs-lieux de subdivision : en deux compagnies de tirailleurs, deux compagnies de Zouaves, un bataillon léger ou de carabiniers ; deux compagnies de Berranis-guides,

deux compagnies de Berranis-courriers, deux escadrons de hadar.

Dans les chefs-lieux de division : en une compagnie de tirailleurs, une de Zouaves, un bataillon léger, un bataillon de carabiniers, un régiment de chasseurs d'Afrique.

Par conséquent, chaque général de division serait assuré de trouver, en tous temps et en toutes circonstances, au point de ralliement qu'il indiquerait à ses brigades, une force totale de 8,353 hommes, en infanterie et cavalerie seulement.

Cet effectif représente pour les cinq provinces 41,766 hommes, et il sera grossi, quand les grands et petits municipes seront organisés, de 2,800 fantassins et 2,856 cavaliers ; au total, de 5,656 hommes.

Il est manifeste que ces corps divers, les 640 artilleurs détachés dans les grands municipes, les dépôts de régiments et les armes pour lesquelles rien ne change, maintiendraient l'armée d'Afrique sur le pied qui est pour elle celui de la guerre et celui de la paix.

Il est manifeste encore que les populations indigène et européenne nous donneront les volontaires qui prendront dans le rang la place des Français que la métropole libérera ou n'immatriculera plus.

Nous sommes donc dans le vrai quand nous disons : la France peut reconstituer son armée d'Afrique si elle le veut ; et si elle ne le voulait pas, elle manquerait à sa fortune.

Qu'est-ce que l'arme des hadar ?

Celle qui assurerait à la population des villes les mêmes avantages que les compagnies de Berranis procurent à la population des tribus ; celle qui remplacerait dans les chefs-lieux de subdivision les spahis cantonnés aujourd'hui sur la lisière du Tell ; celle qui donnerait à l'armée d'Afrique un corps de dragons.

Ses rangs s'ouvriraient devant les Arabes qui ne se rési-

gnent pas à quitter la vie du soldat et du cavalier, qui manquent de fortune et des moyens d'en acquérir.

Soumis au même régime que les Berranis, ils seraient nos colons en Kabylie et dans le petit Désert.

Ils n'auront pas de quartiers dans les chefs-lieux de subdivision où se trouveraient cantonnés des smala de spahis.

Une partie de leurs officiers et sous-officiers serait prise parmi les indigènes.

Comment serait composée la garnison d'Alger ?

La vice-royauté de l'Algérie, cette première née de l'empire, ne peut pas être privée de l'orgueilleuse jouissance de montrer au voyageur enthousiaste ou hostile, aucun ne saurait être dédaigneux ou indifférent, un groupe de chacune de ces armes spéciales dont le renom se fait si vite.

La garnison d'Alger sera donc composée d'une compagnie de Berranis-guides et d'une de Berranis-courriers par province, de dépôts de tirailleurs, de Zouaves, de légers, de carabiniers, de spahis, de chasseurs d'Afrique et de hadar.

A l'aide du placement des autres dépôts, il faut obtenir une répartition de forces égales entre les places de même importance stratégique. En conséquence, celles qui sont gardées par les smala de spahis ne recevront pas de dépôt.

Quatre dépôts de chasseurs d'Afrique seront par exception établis dans les bureaux arabes de la subdivision d'Alger, à cause des agglomérations de condamnés à former sur ces derniers points.

Il n'existera que deux dépôts de spahis et de hadar, par le motif que tout Arabe nait cavalier et soldat, et que l'organisation de ces deux armes n'en comporte pas un plus grand nombre.

Aucun dépôt n'a été placé au sud de la frontière du Tell ; ce ne sont pas nos armes qui ont soumis le petit Désert, qui nous y feront respecter. L'indigène appartient au maître qui s'empare de son esprit, par lequel il se sent conduit et soutenu d'une main habile et ferme. Toutes les révoltes dont

nous avons eu raison sont allées finir dans ce même Sahara, d'où s'est élevée en 1844, à l'approche du duc d'Aumale, la voix du khalifa des Tsijani, la voix qui a couvert celle des Mouleï-Taïeb, et a déposé dans toutes les consciences musulmanes cette instruction prophétique : « Dieu a donné » aux Français l'Algérie et tous les *outhan* qui en dépendent. C'est lui qui protège leur domination. Restez donc » en paix, et ne faites pas parler la poudre contre eux. » Dieu a changé ceux qui, jadis vos maîtres, n'avaient » d'autre loi que l'oppression, d'autre règle que la violence, » qui sans cesse faisaient le mal et portaient le trouble avec » eux. Laissez donc faire aux Français ce qu'ils veulent, » car ils paraissent, quoique infidèles, avoir pris un chemin juste et sage qui doit faire fructifier le bien de » tous. »

Un mot sur les détails.

Les colonnes expéditionnaires sont chacune composées de telle sorte que dans quelque direction qu'elles soient lancées, il est impossible qu'elles luttent avec désavantage, qu'elles soient coupées des forces avec lesquelles elles ont à opérer leur jonction. Tous les principes de la stratégie algérienne ont leur application dans ce système, véritable résultante de tous les essais heureux, de toutes les doctrines sur la valeur desquelles l'expérience a prononcé.

L'existence de dépôts pour les armes des tirailleurs, des Zouaves, des légers et des carabiniers, ne préjuge pas le moins du monde dans notre esprit la question de savoir si ces corps seront organisés en compagnies détachées, en bataillons ou en régiments. Sur ce point, les publicistes n'ont qu'à s'effacer devant les hommes du métier. Tout ce que nous nous croyons en droit de dire, c'est qu'un corps morcelé est placé dans une condition mauvaise pour lui comme pour ses chefs, et qu'il est plus sage, en Afrique surtout, de former au commandement les officiers subalternes, que de créer des bataillons pour ne pas tenir leurs compagnies en

faisceau, créer des régiments pour disperser leurs bataillons.

Si on forme autant de régiments que de provinces, aucune difficulté ne naîtra de notre système, car les dépôts de chacune de ces armes sont au nombre de cinq. Si on s'arrête au parti de ne former que des bataillons légers et de carabiniers, il n'en faudra pas moins six bataillons dans chaque province. Si on assimile les Zouaves et les tirailleurs aux compagnies de Berranis, aucun état-major ne sera nécessaire pour eux. Le trésor n'en souffrira pas, la vie militaire y gagnera. Les plus braves et les plus éclairés de nos officiers recherchent avec raison l'honneur de servir dans les bureaux arabes ou les spahis; ils ne se montreront pas moins désireux d'entrer dans les deux armes d'infanterie où chaque capitaine sera chef de corps.

Quoique nous ayons toujours à nous tenir en garde contre l'opposition des hommes qui croient qu'on fait trop en faveur de l'Algérie, nous n'hésitons pas à dire qu'une belle mission pourrait être confiée aux officiers-généraux récemment promus : l'exercice d'une autorité directe et permanente, avec le titre d'inspecteur-général ou de colonel-général, les mots importent peu, sur les corps de tirailleurs, de Zouaves et de Berranis.

Tout le monde en conviendra, quatre inspecteurs, ou colonels-généraux, seraient mieux placés que des états-majors régimentaires à la tête et de ces armes diverses, et de ces *goum* et *makzen* qui, eux aussi, sont des corps indépendants les uns des autres.

Ils rendraient dans cette haute position des services d'autant plus grands que leurs tournées les placeraient au cœur du pays, et leur permettraient d'étudier, sous des aspects nouveaux, les hommes et les choses desquels les bureaux arabes ont déjà tant obtenu.

LES MAKZEN représentent aujourd'hui, sous le nom de troupes auxiliaires, une force indigène considérable, répartie,

dans des proportions inégales, entre les bureaux arabes et les chefs musulmans.

Elle demeurera ce qu'elle est dans les bureaux arabes qui ne seront pas convertis en municipes ; elle disparaîtra dans les autres ; nous voudrions qu'elle fût la même pour chaque chef indigène de même rang, et puisqu'elle est soldée par l'État et chargée d'un service spécial, qu'elle devint une troupe régulièrement organisée.

Douze cavaliers pour un kaïd ; vingt pour un kaïd des kaïd ; trente pour un agha ; quarante pour un bach-aghâ ; cinquante pour un khalifa, constitueraient une escorte d'honneur et un corps de police suffisants.

Toutes ces modifications dans le personnel de l'armée se résolvent en diminutions plutôt qu'en augmentations de dépenses. Sous ce rapport, le nombre des officiers généraux supérieurs et subalternes qui seraient à l'avenir employés en Algérie, ne peut pas être un sujet de préoccupation. Le ministre de la guerre y appelle, sans jamais avoir à le regretter, une foule de militaires à remplir des fonctions au-dessus des grades dont ils sont titulaires.

LE GOUVERNEMENT qui a doté Alger d'une caisse d'épargne et d'un mont-de-piété, a voulu qu'une commission recherchât les moyens de constituer en Afrique une société de crédit foncier.

En cette matière, le zèle et la science demeurent impuissants contre des obstacles d'un certain ordre.

Les capitalistes qui tirent de leurs fonds dix pour cent, ne se rendront pas actionnaires d'une banque qui effectuerait ses placements à un taux d'intérêt infiniment moindre, ne recouvrerait les sommes prêtées que par la voie de l'amortissement, serait contrainte à recourir souvent aux exécutions les plus rigoureuses.

De son côté, l'État ne peut ni affecter à une création de cette nature des capitaux assez considérables pour remédier à une situation véritablement déplorable, ni orga-

niser une administration publique dans le but de suppléer à la spéculation privée.

Il faut cependant que la propriété immobilière se liquide et que le numéraire circule avec plus d'abondance.

Nous avons essayé d'arriver au mieux, de réaliser le possible, à l'aide d'un établissement propre à recevoir les dépôts nécessaires et les dépôts facultatifs à court ou à long terme, et en combinant les procédés selon lesquels fonctionnent en France la caisse des consignations et les sociétés naissantes de crédit foncier.

A la caisse centrale de l'Algérie seraient versés, 1° tous les cautionnements exigés par l'État des fonctionnaires et employés civils et militaires, des officiers ministériels ; 2° tous les cautionnements exigés par des communes, des établissements publics, des syndicats, des sociétés, des gérances, des particuliers, de ceux auxquels ils confèrent des mandats salariés, ou avec lesquels ils passent des marchés, ou qui contractent des engagements envers eux ; 3° les sommes dont les propriétaires ou détenteurs ont à faire un emploi utile et momentané ; 4° les recettes des caisses d'épargne et des associations de secours mutuels ; 5° les deniers touchés par les curateurs aux successions vacantes, les syndics de faillite, les préposés aux séquestres, les commissaires-priseurs chargés de ventes de meubles après décès ou sur l'ordre de personnes absentes, les notaires, défenseurs, huissiers et agents d'affaires chargés de recouvrer des créances pour le compte de personnes absentes de la colonie ; 6° les sommes à distribuer judiciairement par la voie de l'ordre ; 7° celles dont les tuteurs et administrateurs légaux, autres que le père d'enfants mineurs, seront tenus de faire emploi ; 8° le montant des dots, reprises et conventions matrimoniales ayant donné lieu à une inscription d'hypothèque légale contre un mari ; 9° les sommes dont la recette par un tuteur a été suivie d'une inscription d'hypothèque légale contre ce dernier.

Les cautionnements fournis à l'État, aux communes, aux établissements publics, représentent des capitaux considérables. Paris peut se passer d'eux ; l'Algérie trouvera dans leur masse un moyen d'action sur elle-même d'une incontestable puissance.

Les cautionnements exigés par des sociétés ou des particuliers ont été l'occasion de fraudes et d'abus, d'escroqueries et de dommages dont la caisse arrêtera le scandale sans léser aucun intérêt privé, en servant efficacement l'intérêt général.

Les dépôts de sommes avec stipulation de retraits facultatifs et d'une mince bonification, sont à peu près impraticables en Algérie. Leur nombre sera très-grand aussitôt qu'on y renaitra à la confiance, qu'on y jouira des facilités qui n'existent plus.

Les recettes des caisses d'épargne assureront à la caisse un mouvement de fonds hebdomadaire qui lui sera aussi profitable qu'il est en France incommode aux receveurs des finances, onéreux à l'Etat lui-même.

La difficulté de régler compte avec les officiers publics ou les autres intermédiaires ayant reçu et quittancé, au nom et dans l'intérêt de tiers, des sommes même petites, est un des faits qui a le plus compromis la prospérité et le renom de la colonie. Il ne s'y passe pas un seul jour, sans que les plaintes les plus légitimes ne se produisent à cet égard, sans que des actes d'indélicatesse, de détournement, de malversation ne soient découverts, et les restitutions reconnues impossibles.

Tous les officiers ministériels effectueront à la caisse les dépôts des sommes par eux reçues, à ce titre, dans les cinq jours qui suivront les réalisations, sous peine de servir au taux légal de dix pour cent l'intérêt de ces dernières, et de payer à l'Etat une amende proportionnelle.

Les prix de ventes donnant lieu à un ordre seront déposés dans les trois mois de la vente.

Les lenteurs des procédures d'ordre entraînent des dommages d'autant plus grands, exposent à des chances d'autant plus redoutables, que souvent les débiteurs spéculent sur elles, travaillent à les prolonger, et deviennent insolubles, après que les accessoires du prix de vente se sont accumulés.

Les tuteurs astreints à faire des placements, ne sont pas toujours aussi exacts et prudents que l'honneur et l'esprit de famille le commandent. Les veuves sont trop souvent victimes de conseils, d'obsessions, de manœuvres, qui les conduisent à la ruine ou au repentir, quoiqu'elles aient voulu bien faire, aient cru ne rien compromettre.

Le tuteur ou l'administrateur autre que le père d'enfants mineurs, qui n'aura pas vidé ses mains à la caisse, sera responsable des prêts faits par lui, même sans faute lourde.

On voit chaque jour des ventes d'immeubles manquées, des opérations de toutes sortes entravées, des bénéfices acquis devenir irréalisables, parce qu'une hypothèque légale s'est opposée à ce qu'un débiteur se libérât, à ce qu'un emprunt fût consommé.

Les sommes pour la sûreté desquelles auraient été prises des hypothèques légales, demeureront immobilisées à la caisse, pour la sûreté et le bien de tous, quand un mari ou un tuteur auront intérêt à liquider leur situation sous ce rapport, vis-à-vis de toutes personnes, ou à dégager l'immeuble grevé de ces inscriptions; quand un acquéreur ne voudra pas demeurer chargé de la partie du prix, correspondant à ces inscriptions. Il en sera de même quand un ascendant ou un bienfaiteur voudra compter des deniers dotaux que le mari ne sera pas en mesure de recevoir dans les termes de son contrat de mariage. La consignation de ces sommes diverses en emportera quittance définitive, et sur la représentation du titre libératoire, les inscriptions seront radiées, sans que les femmes ou les mineurs puissent en éprouver jamais le moindre dommage; disposer ou aliéner en dehors du droit commun.

La caisse centrale payera un intérêt de 4 et 1/2 pour toutes les sommes qui auront été en sa possession pendant plus de quinze jours.

Ses opérations auront pour objet, 1° de liquider la grande propriété, en employant des sommes égales à la moitié de la valeur des immeubles sur lesquels elle prendra hypothèque, à désintéresser tous les créanciers précédemment inscrits ; 2° de prêter aux propriétaires et fermiers les sommes nécessaires à la composition de cheptels vifs, à l'exécution de travaux d'irrigation ou de drainage, à la construction de bâtiments ruraux ; 3° de prêter aux grands chefs, aux tribus, aux communes, aux établissements publics, aux associations autorisées par l'Etat, aux sociétés commerciales, industrielles, ou formées pour exécuter des travaux d'utilité publique productifs de revenus annuels.

Elle procédera ainsi qu'il suit :

! Une moitié de son actif sera employé en rentes trois pour cent, l'autre lui servira de fonds de roulement.

Le fonds de roulement sera composé : jusqu'à concurrence d'un tiers, par des espèces ; d'un autre tiers, par des lingots d'or ou d'argent ; d'un autre tiers, par des titres au porteur.

Son portefeuille contiendra uniquement les contrats notariés, établissant les prêts faits par elle, et les lettres de gage exprimant la liquidation de ces prêts.

Les lettres de gage ne porteront pas le nom des propriétaires à la dette desquels elles se référeront. Une date et un numéro d'ordre les rattacheront aux contrats dont elles seront le complément.

Elles représenteront le montant intégral des sommes liquidées au profit de la caisse pour la remplir, 1° des frais dont l'emprunt aura été l'occasion, et dont l'avance sera toujours à sa charge ; 2° des intérêts calculés sur le pied de 4 et demi ; 3° d'un amortissement de 2 pour cent par année.

Chaque opération de prêt entraînera la création immédiate,

et rendra facultative l'émission de quarante lettres de gage, payables de six en six mois.

La caisse ne prêtera qu'aux propriétaires dont les revenus immobiliers nets s'élèveront à 6,000 fr. au moins.

Elle n'effectuera jamais dans les mains des emprunteurs eux-mêmes la remise du montant des prêts. Elle le comptera directement aux créanciers inscrits sur l'immeuble, aux vendeurs des têtes de bétail formant les souches de cheptels, aux entrepreneurs et confectionnaires des travaux d'irrigation, de drainage, de constructions.

Toute fraude commise, quand même elle n'aurait été suivie d'aucun préjudice, entraînera l'annulation du contrat passé, de la liquidation faite, et rendra exigibles toutes les sommes réellement dues au moment de sa découverte, sans faire perdre à la caisse aucune de ses sûretés et garanties.

Les paiements par anticipation seront effectués sans perte pour le débiteur.

Les lettres de gage mises en circulation par la caisse, seront productives d'un intérêt de 4 et demi, payable par elle, tous les six mois, à bureau ouvert, aux tiers porteurs.

Elles seront échangées contre des espèces, sans décompte d'intérêts au profit du porteur, toutes les fois que leur remboursement sera demandé avant échéance.

Elles seront reçues comme espèces ayant cours légal, par tous les comptables et receveurs de l'Etat.

Elles seront annulées et détruites au fur et à mesure de leur remboursement, et il en sera justifié, tous les six mois, par un procès-verbal énonciatif et authentique.

Quand une lettre de gage arrivée à échéance ne sera pas payée, la somme en faisant l'objet sera de plein droit productive d'un intérêt au taux légal pour la colonie.

Si celle qui la suivra dans l'ordre fixé pour les remboursements est à son tour laissée en souffrance, la caisse frappera de séquestre l'immeuble hypothéqué, et elle en fera contradictoirement expertiser la valeur.

Elle en jouira comme si elle en était la propriétaire ; elle accordera ou retirera au débiteur la faculté de demeurer sur les lieux ; elle fera compte à ce dernier de la moitié des produits nets qu'elle retirera de sa gestion.

Six mois après le séquestre, la caisse pourra faire procéder, quand elle le jugera à propos, de gré à gré, s'il lui est fait une offre égale à la valeur fixée par l'expertise, à défaut d'offre, par la voie de l'enchère et le ministère d'un notaire, à la vente de l'immeuble hypothéqué.

Elle aura aussi le droit de le mettre en loterie, ou de se l'approprier en faisant compte au dépossédé de la somme fixée par l'expertise.

Les lettres de gage seront livrées par la caisse en échange de toutes les sommes qui lui seront versées à titre de dépôts volontaires.

Elle fournira des récépissés motivés pour toutes celles qui seront déposées pour le compte de tiers, et des titres obligatoires contre elle, nominatifs, incessibles, insaisissables, pour toutes celles qui représenteront des cautionnements, seront versées par la caisse d'épargne, appartiendront à des incapables.

Au fur et à mesure de ses besoins, elle convertira en monnaie ses matières métalliques. Elle ne réalisera ses rentes que dans les cas où elle aurait à faire face, soit à des demandes extraordinaires, soit à une crise financière ou commerciale.

Tous ses bénéfices seront liquidés par semestre, et employés en accroissement de capital.

L'Hôtel des Monnaies qui sera créé à Alger, aura la même administration que la caisse.

Dès la première année de son existence, cette dernière aura à Oran, Bône et Constantine, des succursales soumises au même régime que celles de la Banque de France.

Pour les détails d'exécution, nous renvoyons nos lecteurs

au décret du 28 février, qui, dans quelques-unes de ses dispositions principales, n'a pas satisfait de très-bons esprits.

La propriété n'est constituée, ni en France, ni en Algérie, comme elle l'est dans les États qui nous ont enseigné la théorie et la pratique du crédit foncier.

La grande propriété et les institutions politiques qui la protègent contre ses propres détenteurs, sont au nombre des bases nécessaires de l'organisation sociale de ces États.

Chez nous, le sol appartiendra bientôt à peu près tout entier aux cultivateurs, et les grandes fortunes seront essentiellement mobilières. Ainsi le veut la loi nouvelle, le travail, loi inexorable, qui, sur trois générations, en condamne une à l'amointrissement de la condition dont avaient joui leurs auteurs.

La petite propriété ne peut plus vivre sous le poids de sa dette. Elle produit 5 ou 6 pour cent à celui qui la travaille avec ses propres bras. Il n'y a rien à prélever sur ce revenu pour faire face à des intérêts même modérés, ou à un amortissement quelconque. Les besoins de la vie la mieux réglée sont devenus si nombreux, ils créent des charges si lourdes, qu'il reste à peine une légère épargne à la fin d'une année ordinaire.

La bourgeoisie se dépossède elle-même de la terre, puisqu'elle ne sait pas lui faire rendre plus de 2 à 2 1/2 nets, et qu'elle lui refuse les capitaux absorbés par les spéculations et les entreprises dans lesquelles elle se jette avec fureur.

Le crédit foncier serait une chimère en Algérie, si l'emprunteur n'y justifiait pas d'un revenu immobilier double du montant des annuités qu'il s'obligera à servir.

Une des causes d'insuccès du système dont le décret du 28 février est la remarquable formule, c'est la lenteur des liquidations. Aucun homme, aucune famille ne peut honnêtement s'engager aujourd'hui à payer une somme quelconque dans cinquante années.

En attribuant aux sommes prêtées par les sociétés de crédit foncier une préférence sur celles qui sont dues aux femmes et aux mineurs, on a introduit dans la famille un élément nouveau de trouble et de ruine.

Dans ce système, la responsabilité de l'avenir d'une maison ne pèse plus sur le mari; elle accable la femme. Si celle-ci laisse purger son hypothèque légale, elle tombe dans un état aux terribles chances duquel la loi civile de son union ne l'exposait pas, et cet état menace ses enfants plus encore qu'elle-même. Si elle sauvegarde son droit et ses intérêts, elle rend impossible ce que le chef de la communauté avait jugé sage, honorable, utile.

Toute femme sera malheureuse d'avoir à prendre l'une ou l'autre résolution; quant aux conseils de famille, ils y regarderont à deux fois avant de détruire la garantie qui protège la fortune des orphelins contre l'imprudence ou la mauvaise étoile de celui dont ils surveillent, on sait avec quelle méfiance inquiète, les actes et les projets.

Il n'y a donc aucune témérité à indiquer des moyens qui, sans compromettre l'avenir des incapables, dégagent les immeubles grevés de l'hypothèque légale; qui permettent aux maris, aux tuteurs de contracter des emprunts, sans manquer aux engagements pris par les premiers en leurs contrats de mariage, par les seconds quand ils ont accepté leur qualité.

Complétons par un exemple et un parallèle notre argumentation sur l'efficacité de ces moyens.

Le propriétaire d'un immeuble ayant une valeur de 100,000 fr., productif d'un revenu de 6,500 francs, grevé d'une hypothèque légale représentant 30,000 fr. et d'inscriptions conventionnelles s'élevant à 20,000 fr., emprunte à la caisse centrale 50,000 fr.

S'il traitait en France avec une société de crédit foncier, celle-ci purgerait l'hypothèque légale, afin que l'accomplissement de cette formalité non suivi d'inscriptions eût pour

elle les effets d'une subrogation, lui assurât la priorité de rang que le Code Napoléon lui refuse. Les choses en cet état, la mort de l'emprunteur, un revers de fortune pourraient entraîner la ruine d'une veuve, ou d'enfants mineurs, ou d'un interdit.

Traitant en Algérie, il fera inscrire l'hypothèque légale de 30,000 f., puis la caisse comptera fictivement 30,000 f., réellement 20,000 fr. ; elle immobilisera pour ordre, par la voie du dépôt, au nom de l'incapable, les 30,000 fr. ; et l'intérêt qu'elle aurait à payer à cause du dépôt, se compensera avec celui qu'elle aurait à recevoir à cause du prêt.

Le jour où la liquidation commencerait, le crédit de l'emprunteur serait relevé, et l'avenir des siens complètement sauvegardé.

Pendant sa durée, l'emprunteur, compensant avec lui-même 1,350 fr., n'aurait à payer à la caisse, chaque année et en deux fois, que 1,900 fr., composés de 900 fr., intérêts de 20,000 fr., et 1,000 fr., amortissement de 50,000 fr. En d'autres termes, avant le prêt, il payait 2,000 fr. au moins à titre d'intérêts ; postérieurement au prêt, il n'a à payer que 1,900 francs, et il voit sa fortune grossir proportionnellement aux trois cinquièmes de l'amortissement total acquitté par lui.

Le jour où elle serait consommée, il se trouverait avoir acquis un capital disponible, non pas de 30,000 fr., puisque il n'y aurait eu qu'une opération fictive, mais un capital consistant en la somme entière produite par les deux pour cent comptés chaque année en raison de ces 30,000 fr.

De son côté, la caisse centrale jouira du triple avantage de se livrer à une opération de 50,000 fr. en n'engageant que 20,000 francs ; de donner un second emploi utile aux 30,000 fr. fictivement immobilisés ; de mettre en circulation les annuités se référant au capital de 50,000 fr. en même temps que les annuités créées en conséquence du prêt nouveau de 30,000 fr.

Il est presque inutile de le faire remarquer ; aucun vice de comptabilité, aucune complication d'écritures, ne seraient le mauvais côté de ces opérations. Le prêt est une chose, le dépôt en est une autre, et les porteurs de lettres de gage n'ont rien à voir dans une compensation, affaire exclusive de la caisse et du premier emprunteur.

Si, dans le cours des vingt années, tout ou partie du montant du dépôt était réclamé par l'incapable devenu maître de ses actions, ou par ses représentants après son décès, le dépôt serait annulé ou réduit. La caisse compterait à qui il appartiendrait la somme entière qui se trouverait alors avoir été produite par l'accumulation des deux pour cent, à elle comptés chaque année à cause des 30,000 fr., et des intérêts de ces deux pour cent. Elle compterait de plus, et en même temps, le solde des 30,000 fr. Un traité complémentaire régulariserait la situation pour le passé comme pour l'avenir ; et de nouvelles lettres de gage, prenant rang après celles qui avaient été précédemment émises, seraient créées dans les proportions de droit.

Si cette hypothèse ne se réalisait pas, l'immeuble retournerait, à l'expiration des vingt années, dans les liens de l'hypothèque légale selon le droit commun.

Nous ne dirions rien des prêts relatifs aux cheptels, aux travaux et constructions agricoles, aux sociétés commerciales, s'il ne nous semblait pas nécessaire d'expliquer que les conditions de richesse territoriale formulées plus haut sont, dans notre pensée, exclusivement applicables aux opérations dont le but serait l'extinction d'un passif hypothécaire, et qu'ils donneront lieu à des appréciations d'un autre ordre, même, dans certains cas, à des combinaisons de chiffres de nature à diminuer le nombre des annuités et par conséquent la durée de l'opération.

La caisse centrale de l'Algérie sera digne de son nom ; elle s'ouvrira pour faciliter l'extension des travaux qui augmentent les fortunes privées, les espérances de tous ; l'élève

du bétail par nos colons les moins favorisés du sort ; pour donner la vie et la sécurité aux sociétés qui exploiteront ces mines dont les merveilleux affileurements s'élèvent à hauteur d'homme , ou s'étendent sur le sol comme une cuirasse couvrir un corps gigantesque ; qui convertiront en papier les fibres du palmitos que déjà l'on ne maudit plus ; qui importeront en France les blés de la colonie pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre , et importeront en Afrique les blés de la France , aussitôt après les battages ; qui rendront secourables à l'humanité souffrante , ces sources thermales sans nombre , à côté desquelles on passe encore indifférent , et qui seront un jour pour les uns l'eau de Jouvence, pour les autres l'eau du Pactole.

La caisse centrale de l'Algérie prospérera parce qu'elle servira un intérêt de quatre et demi à tous les titulaires de ses engagements. A ce taux il n'est personne qui ne préfère, de l'autre côté de la Méditerranée, ses lettres de gage à des placements sur la rente ou sur des particuliers.

La caisse centrale de l'Algérie sera populaire , parce qu'elle améliorera la condition des bailleurs de cautionnements ; parce qu'elle n'exigera de ses emprunteurs que ce qu'ils peuvent lui donner. La différence entre des annuités de six et demi et un intérêt à dix , correspond à celle qui sépare la gêne imméritée que d'honorables colons subissent , du bien-être par lequel ils seront consolés des sacrifices accomplis.

L'Hôtel des Monnaies , l'accroissement de circulation du numéraire , et l'abaissement des cours du change , double conséquence de sa création , délivreront la métropole des transports d'espèces dont elle se plaint, et que la science réprouve. Causes et effets porteront les indigènes à abandonner leurs habitudes de thésaurisation , à jeter enfin sur le marché et lingots et douros.

DANS l'écrit que nous nous sommes attaché à rendre court, nous avons énoncé plutôt que développé, affirmé plus

que démontré ; il y aurait injustice à ne pas nous en tenir compte. Au temps des ballades, les morts allaient vite ; aujourd'hui ce sont les événements qui se précipitent. Nous aurions voulu publier un livre, et notre œuvre n'est qu'une esquisse, parce que le temps manque aux meilleurs citoyens pour s'éclairer sur les plus chers intérêts du pays. On lit peu quand les phénomènes se succèdent. *Incedimus per sidera, fulgore stupentes.*

La métropole a assisté jusqu'à ce jour, sans le comprendre, au plus magnifique des spectacles ; nous lui souhaitons de ne plus dire de lui ce que les impies disent de Dieu : il est trop loin ; ce que la petite sagesse oppose toujours à la grande : il coûte trop cher pour plaire. La cause dont nous sommes le serviteur obscur et pieux, c'est la cause de la paix et de la charité, de la justice et de la liberté ; et nous en avons la confiance, quand la nation, fille de tant de nations, aura régularisé son commerce dans l'enceinte des municipales, sur le seuil des commanderies ; placé ses titres de propriété individuelle sous l'égide de notre droit ; renouvelé ses richesses intellectuelles au foyer de notre université régénérée elle-même ; pressé de ses lèvres la coupe enchanteresse de notre vie publique ; personne ne voudra croire qu'après vingt années on nie encore, avec obstination et hauteur, tout ce qu'attestent les travaux du passé, les succès du présent, les impérissables assises sur lesquelles repose le monument, au sommet duquel rayonnent la croix, le tabernacle et le croissant, salués à la fois et dans un même esprit d'amour et d'espérance, de gratitude et de respect.



ERRATA.

- Page 2, ligne 16, au lieu de *images*, lire *statues*.
Page 5, ligne 33, au lieu de *Bou-Saada*, lire *Bousada*.
Page 12, ligne 4, au lieu de *quelquefois effroyables*, lire *souvent énormes*.
Page 15, ligne 27, une virgule manque entre les mots *sécurité de*.
Même page, ligne 30, au lieu de *vous être*, lire *vous êtes*.
Page 23, ligne 24, un point et virgule manque entre les mots *Hadjères*, *entre*.
Page 28, lignes 12 et 34, au lieu de *Mdarououch*, lire *Mdaourouch*.
Page 29, ligne 8, au lieu de *Gnouça*, lire *Guerara*.
Page 40, ligne 33, au lieu de *toutes*, lire *tous*.
Page 43, ligne 7, au lieu de *fil*, lire *lin*.
Page 45, ligne 30, supprimer *nous leur avons ouvert*.
Même page, ligne 31, après les mots *au municipale*, ajouter *leur demeurera toujours ouvert*.
Page 46, ligne 28, au lieu de *le caractère*, lire *la nature*.
Page 48, ligne 7, au lieu de *trois*, lire *quatre*.
Page 50, lignes 24 et 25, retrancher les mots *disposés de manière à être en regard les uns des autres*.
Page 51, ligne 22, après les mots *aux mûriers*, lire *ou aux dattiers*.
Page 59, ligne 27, au lieu de *européens*, lire *européenne*.
Page 73, ligne 28, entre le nombre 176 et le mot *restants*, lire *hectares*.
Page 88, ligne 9, au lieu de *du séjour des familles des condamnés dans les municipales*, lire *du séjour dans les municipales des familles pauvres des condamnés arabes*.
Page 106, ligne 7, au lieu de *Guerera*, lire *Guerara*.
Page 106, ligne 11, entre les mots *cases* et *leurs*, lire *à*.
Page 130, ligne 26, au lieu de *crime auquel*, lire *crime ou du délit auquel*.
Page 154, ligne 35, ajouter : *10° toutes les sommes qui, en France, peuvent être versées régulièrement à la caisse des dépôts et consignations*.
Page 160, ligne 30, au lieu de *une des causes d'insuccès du*, lire *une cause d'insuccès pour le*.





